KARL KAUTSKY

LE BOLCHEVISME DANS L'IMPASSE

TRADUIT PAR BRACKE
EDITÉ PAR „LA RUSSIE OPPRIMEE"
LIBRAIRIE FELIX ALCAN

Lecture sur place

FLM.12°

0039

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO

1 653 663

LE BOLCHEVISME DANS L'IMPASSE

J 63837

KARL KAUTSKY

LE BOLCHEVISME DANS L'IMPASSE

AVEC UNE PRÉFACE INÉDITE DE L'AUTEUR
POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

TRADUIT
PAR
BRACKE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Edité par „La Russie Opprimée"
En vente à la Librairie Félix Alcan, 108, Boul. St-Germain, Paris

—

1931

Table des Matières

Pages

PREFACE POUR L'EDITION FRANÇAISE 3

I. — LA REVOLUTION AGRAIRE EN RUSSIE

A — Formes d'exploitation nouvelles 20
B — La grande exploitation dans l'agriculture.... 25
C — Les conditions de la grande exploitation dans l'agriculture russe 30
D — La collectivisation soudaine 35
E — La révolution agraire de 1918 45

II. — LA REVOLUTION SOCIALE DANS L'INDUSTRIE

A — La politique sociale de la Révolution 52
B — L'abolition de la propriété individuelle des moyens de production 57
C — Le prolétariat érigé en classe dominante.... 70

III. — LA REVOLUTION POLITIQUE

A — La Révolution de 1917 83
B — La Constitution soviétique 93
C — La démocratisation des Soviets 97
D — Jacobins ou bonapartistes ? 103

IV. — LES FORMES POSSIBLES D'UN CHANGEMENT EN RUSSIE

A — La révolte paysanne 115
B — Paysans et ouvriers 122

V. — QUE FAIRE ?

A — Les gardes-blancs dans l'émigration 128
B — L'émigration démocratique 135
C — Buts démocratiques en Russie 141
D — Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes .. 150

PRÉFACE

POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

L'original du présent travail a été rédigé au commencement de l'été de 1930, à un moment où la lutte pour les kolkhoses excitait au plus haut degré les esprits dans la Russie des Soviets. Depuis, il ne s'est rien produit qui m'amènerait à modifier quelque chose à mes déductions. Ce que l'on peut considérer comme l'événement le plus important arrivé dans l'empire des Soviets depuis la publication de mon opuscule, c'est la comédie monstre du procès dirigé contre huit ingénieurs en chef qui se sont mis avec une ardeur des plus singulières à s'accuser eux-mêmes d'être non seulement des contre-révolutionnaires et des saboteurs, mais encore de vils coquins.

Pour quiconque savait et voulait voir, ce procès attestait clairement que Staline et ses hommes comptent déjà leur plan quinquennal comme devant échouer et cherchent dès aujourd'hui de boucs émissaires sur lesquels ils puissent détourner la responsabilité.

En attendant, le procès n'a servi de rien aux maîtres actuels de la Russie; il n'a que rendu leur situation pire. S'il a montré quelque chose, c'est le profond abîme qui est béant entre ces gens et la majorité des ingénieurs et autres intellectuels dans l'Etat. Il a prouvé avec quelle haine, quelle méfiance, les meilleurs cerveaux de la Russie sont regardés par ses gouvernants, comment ils sont espionnés et tenus dans une dépendance indigne, qui leur rend impossibles tout goût au travail, toute initiative. Le procès en lui-même a semé, non pas sans doute dans la classe des maîtres, mais dans les masses ouvrières un accroissement de haine et de méfiance contre les intellectuels, et, d'autre part, chez

ceux-ci, accru à l'extrême inquiétude et le manque d'indépendance, les rendant incapables de toute fonction directrice dans la marche de la production. Et pourtant, sans eux, impossible de porter plus haut le développement de l'économie russe, ou même de le continuer dans les proportions actuelles.

Une collectivité moderne a besoin pour prospérer, non seulement de travailleurs manuels éduqués et énergiques, mais tout autant d'intellectuels nombreux ayant un grand savoir et beaucoup d'indépendance, qui servent la communauté avec un dévouement allègre. En Russie, le tsarisme avait toujours cherché à empêcher que se formât un corps intellectuel pareil. Néanmoins, il s'en était formé un, même là, quoique à la vérité pas trop nombreux. Le bolchevisme a mis les intellectuels qu'il a trouvés sur le même pied que les « bourgeois », quand ils ne juraient point par le communisme. Il les a ou frappés ou paralysés.

C'était frapper aussi lui-même de paralysie les grandes exploitations dans le pays, en quelque nombre qu'il les édifie.

Justement, dans ces derniers mois, la presse communiste publie les chiffres les plus superbes sur les puissants progrès accomplis par l'industrie russe d'après le plan quinquennal.

Ce plan repose, on le sait, sur ceci : pendant une durée de cinq ans, la consommation de la population russe en moyens d'existence et de culture, déjà bien pauvre jusqu'ici, est réduite à un minimum absolument intolérable, un peu trop pour mourir, mais beaucoup trop peu pour vivre. Grâce à ces restrictions de la consommation, l'on prétend que la proportion où jusqu'ici la production annuelle restait en arrière de la consommation, conduisant à un appauvrissement continu de l'Etat et de la population, se changerait en un excédent qu'on se propose d'employer à créer et organiser des usines, centrales d'énergie électrique, machines et autres moyens de productions nouveaux. Ainsi au bout des cinq ans serait née une nou-

velle Russie hautement industrielle, qui produirait tout en surabondance. La misère antérieure se changerait en joie et splendeur toutes pures, le peuple russe surpasserait tous les autres peuples. Les cinq années de la détresse et de la déchéance les plus infâmes ne seraient qu'un purgatoire analogue à celui que les catholiques regardent comme un stade de transition pour passer à l'éternelle félicité du paradis.

Cette idée, qu'il est possible, par une cure effroyable de cinq ans de famine, d'élever un peuple de la plus atroce misère à la plus grande abondance, me paraissait si naïve que je n'ai pas tout d'abord cru nécessaire de perdre beaucoup de mots à ce sujet. Mais j'ai dû tout dernièrement me rendre compte par expérience que des hommes pour l'intelligence économique desquels j'avais le plus grand respect se laissent de nouveau éblouir par les chiffres de la statistique soviétique et envisagent la possibilité de voir le plan quinquennal s'exécuter et se produire les résultats promis par ses auteurs.

Faisons donc encore à ce propos quelques remarques pour compléter ce qui a été dit dans le présent ouvrage.

Inutile de nous arrêter à étudier la statistique des soviets, si peu sûre quand elle veut être optimiste. Nous voulons accorder que le plan quinquennal a, dans la mesure où c'était possible, réussi à tirer des masses affamées de Russie quelques excédents de produits, qui ont été vendus à l'étranger et dont le prix a été employé à acquérir des machines et à élever des bâtiments neufs. Assurément pas dans les proportions insensées où le promet le plan quinquennal. — cela, c'est absolument hors du possible — mais dans une mesure non négligeable. Il ne s'ensuit pourtant pas, loin de là, qu'il réussisse à accroître d'autant la production et à arrêter la faillite qui menace toute l'économie soviétique.

Les bolcheviks prétendent être les disciples les plus fidèles, ou plutôt les seuls fidèles, de Karl Marx. Leur mar-

xisme se borne par malheur à considérer les œuvres de Marx comme des livres saints, où ils cherchent des phrases isolées qu'ils interprètent dans leur sens. Le marxisme qui, au contraire, leur est étranger, c'est celui qui étudie par la méthode marxiste avec critique et animé du plus rigoureux amour de la vérité.

En bons marxistes, ils devraient être familiers avec le deuxième livre du Capital (1). *Marx y explique que les diverses branches de la production doivent toujours être entre elles dans un rapport donné par les conditions techniques et sociales du moment, si l'on ne veut pas porter le désordre dans la structure économique. Il faut qu'une quantité déterminée de moyens de production soit consacrée à la production de moyens de production personnelle. De ceux-ci à leur tour, il faut qu'une portion déterminée serve à la production de moyens d'existence, une autre portion à la production de moyens de culture. Un deuxième grand groupe de moyens de production doit servir à produire des moyens de production nouveaux, tant pour renouveler ceux qui sont hors d'usage que pour étendre la production.*

Or, en quoi consiste le plan quinquennal? Uniquement dans la plus gigantesque perturbation de la proportiomalité nécessaire entre les branches de production. Il réduit la production de beaucoup de moyens de consommation, au moins de ceux qui sont consommés à l'intérieur du pays. Si un pays fait pousser du blé pour l'échanger contre des machines, il a, du point de vue de la consommation indigène, produit des moyens non pas de consommation, mais de production. La création de moyens de production est restreinte, celle au contraire de moyens de production est augmentée. Il faudra réussir cette augmentation dans une mesure considérable pour que la production des moyens de consommation puisse être, elle aussi, accrue. Mais même la production de moyens de production n'est pas augmentée également dans tous les domaines. Beaucoup sont avantagés, d'autres négligés.

---

(1) Volumes V à VIII de la traduction française, par J. Molitor (Alfred Costes, éditeur).

Avant tout, en Russie, ce sont les besoins du militarisme, et non ceux de la production qui ont été envisagés dans l'organisation de nouveaux établissements industriels. Se rendre indépendants de l'industrie étrangère dans la conduite d'une guerre, telle est la plus grande préoccupation du gouvernement soviétique en construisant à neuf son industrie. Si l'industrie lourde surtout est tellement avantagée, c'est que, comme le disent les Izvestia, beaucoup même de ses établissements qui servent aux besoins de paix peuvent être facilement rendus aptes à la fabrication de fusils, canons, tanks et instruments de guerre similaires.

D'un autre côté, l'on semble avoir oublié en Russie qu'au nombre des moyens de production indispensables, il faut ranger les moyens de transport. Le procès de production ne comporte pas seulement des transformations de matières, mais aussi des changements de lieux.

Eh bien, il est frappant qu'à mesure même qu'on est informé de grandes organisations industrielles nouvelles, s'accumulent les informations sur la décadence du réseau de chemins de fer. Tout dernièrement, le 5 janvier 1931, l'Ekonomitcheskaïa Jizn (1) de Moscou, organe dirigeant de la politique économique russe, publiait un long article sur l'« état morbide » des transports, duquel ce journal rendait notamment responsable l'alimentation tout à fait insuffisante des cheminots.

D'après les données du Commissariat des Voies et Communications, le nombre des quantités de marchandises non déchargées qui attendaient l'expédition était en chiffre rond, au 9 janvier, de 50.000 wagons, contre 3.514 au même jour de l'année précédente.

En outre, le nombre des locomotives endommagées a augmenté et les réparations deviennent de plus en plus insuffisantes.

Les réparations de locomotives n'ont été exécutées en octobre-novembre que dans une proportion de 57 %. Quant à la construction de wagons dans les ateliers du Commissariat, il n'en a été exécuté dans les mois d'octobre et novembre que 4 % du plan.

---

(1) La Vie Economique.

A quoi peut servir l'acquisition et la création de nouveaux moyens de production nombreux et énormes, si les moyens de transport non seulement n'augmentent pas, mais deviennent moins bons? Comment alors amener à l'industrie une augmentation de matières premières et de combustibles et aller porter aux consommateurs les produits fabriqués? Comme l'annonce la feuille d'informations des social-démocrates russes, la R.S.D. du 22 janvier 1931, la production de l'industrie textile de la Russie en 1930 est restée en arrière de celle de l'année précédente, parce qu'on a manqué de matières premières et qu'une partie des fabriques ont dû arrêter pour six semaines. Nous ne nous tromperons guère en attribuant la responsabilité principale à la décadence des chemins de fer.

Mais ce qui doit le plus faire réfléchir, c'est que la quantité des moyens de consommation destinés à la population russe est restreint de la pire façon en vue de se procurer des ressources pour l'achat et la confection de moyens de production et de porter ceux ci au quadruple. Ce que les capitalistes d'Europe et d'Amérique entreprennent sous la pression de la crise, afin d'accroître leurs profits et leur accumulation de capital, les hommes au pouvoir soviétique le pratiquent systématiquement à raison de leur plan quinquennal, grâce à leur force supérieure de contrainte envers les ouvriers. Et ce que font à cet égard les capitalistes est peu de chose en comparaison de ce qui se fait en Russie, où il y a moins, il est vrai, baisse des salaires en argent que hausse fantastique des prix atteints par les moyens de consommation, de sorte que les masses dépérissent dans la faim et la crasse.

Mais la réduction des moyens de consommation n'est pas comme qui dirait une affaire exclusive des consomma teurs, qui serait indifférente à la marche de la production. A la vérité, tous les consommateurs ne sont pas des producteurs, mais tous les producteurs sont bien en même temps des consommateurs. Du niveau de leur consommation ne dépend pas seulement le niveau d'écoulement des denrées

produites, mais aussi le niveau de la force productive de la nation.

L'être humain est le plus important des moyens de production. Lui seul les met en mouvement, les fait fonctionner. Sans lui, toute machine n'est que vieille ferraille, toute usine qu'amas de briques et de ciment. C'est un fait très souvent oublié, mais nulle part plus que dans la Russie soviétique. Là-bas, on se figure qu'il suffit de tripler en cinq ans le nombre des machines existantes pour tripler également dans ce court laps de temps la production industrielle. Sera-t on aussi capable de tripler en cinq ans le nombre des ouvriers, contremaîtres, ingénieurs nécessités par ces machines? On ne se l'est pas demandé. Au rebours, les dirigeants de l'économie russe se sont crus des économistes terriblement malins s'ils se procuraient les moyens de tripler le nombre des machines par des méthodes rabaissant au minimum la force de travail, l'intelligence et l'indépendance des ouvriers d'industrie existant, et par là même leur force de production. On ne s'est pas rendu compte qu'il s'agissait avant tout d'élever la capacité de rendement des forces humaines de production, qu'alors s'accroîtraient d'eux-mêmes les excédents produits par ces forces, et grandirait par là aussi la possibilité de créer et d'acquérir des forces productives matérielles accrues et perfectionnées.

A vrai dire, il ne servirait à rien aux bolcheviks de s'en rendre compte. La méthode que je viens de décrire pour élever la capacité de rendement des travailleurs suppose au préalable un haut degré de liberté de mouvements, par conséquent une large démocratie. Celle ci, pourquoi les bolcheviks ne sauraient la donner sans commettre un suicide, j'espère l'avoir montré dans le petit livre qu'on va lire.

Il est de l'essence de l'autocratie russe que ses représentants aient méprisé les hommes dont ils étaient les maîtres et qu'ils ne connaissaient que comme des esclaves tremblants sans volonté. De là vient que toujours ils rêvèrent de se mettre à la hauteur de l'Europe occidentale,

riche et puissante, en lui empruntant ses ressources techniques, mais non ses libertés, qui seules rendaient possible que s'élevassent ces chercheurs, ces organisateurs, mais aussi ces ouvriers bien instruits, énergiques et conscients sur qui repose la supériorité de l'Occident dans la technique et l'économie. Voilà ce que n'a vu aucun des autocrates qui ont voulu assurer à la Russie une position supérieure dans le monde, de Pierre-le-Grand à Lénine et à Staline. C'est pourquoi aujourd'hui encore s'applique à ces despotes le mot que Napoléon Ier a dit d'eux : « Plus vous les grattez, plus apparaît le Tartare ». Ils ne peuvent en aucune façon créer une forme d'Etat et de production qui approche seulement de celle qui est établie en Europe, bien moins encore qui lui soit supérieure. Plus sont énormes leurs essais en ce sens, plus profonde est la chute qui doit fatalement suivre l'échec.

Pour montrer à quel point le manque d'ouvriers capables, qui ne soient pas de pures manœuvres, restreint l'utilisation les moyens de production nouvellement acquis, un seul exemple, fourni par la Pravda de Moscou, l'organe officiel du parti communiste en Russie. On a établi dans l'empire russe trois usines géantes pour la fabrication de tracteurs : à Leningrad, Stalingrad, Kharkov. D'après le plan, ils devaient livrer ensemble dans le courant de janvier 2.370 tracteurs. Au rapport de la Pravda du 12 janvier, ils n'en livraient dans les cinq premiers jours du mois que 9 par jour. Cela ne ferait pas tout à fait 300 par mois, moins par conséquent de 13 % de la quantité prescrite par le plan.

Ainsi donc, pas même les quantités du plan ne seront atteintes. Pour ce qui est des qualités des produits fournis selon ce plan, je renseigne à ce sujet dans la présente brochure elle-même.

Ce n'est avec un sentiment ni de triomphe ni de joie malicieuse que je fais ces constatation, c'est avec une profonde tristesse. Car la faillite du plan quinquennal qu'elles annoncent atteindra tout d'abord la masse du peuple

russe elle même, ses paysans et ouvriers, ses ingénieurs et professeurs, ses médecins et ses savants. Les communistes seront les derniers à ressentir le mal. Ce qui nous sépare d'eux, ce n'est pas le but qu'ils veulent atteindre par le plan quinquennal : il tend en effet à élever la Russie à un stade supérieur, à accroître le bien-être de ses masses. Ce que je leur reproche avant tout, plus encore que les moyens affreux qu'ils emploient, c'est que ce but, ils ne l'atteindront pas et que leur plan ne réalisera qu'une chose : maintenir et renforcer la base sur laquelle il est édifié, à savoir l'immense misère et la dégradation de tout le peuple russe. . .

II

Ce n'est pas la première fois que j'ai le chagrin de devoir constater que les méthodes du communisme russe aboutissaient fatalement au contraire de ce qu'elles promettent. J'ai été dans le même cas dès les dernières semaines de 1917 et les premières de l'année suivante, alors que les bolcheviks promettaient d'instituer la dictature des Soviets — non pas encore celle du Parti communiste, et non pas encore celle du prolétariat seul, mais celle des prolétaires et des paysans. De cette dictature devait censément surgir une société socialiste.

Presque tous mes amis politiques étaient alors enthousiasmés de cet événement. Que j'eusse aimé à me joindre à eux !

Je me disais bien : Si Lénine a raison, vain a été tout le travail de ma vie, consacrée à répandre, appliquer et développer le monde d'idées de mes grands maîtres Marx et Engels. Je savais naturellement que Lénine prétendait être le plus orthodoxe des marxistes. Mais s'il réussissait dans ce qu'il entreprenait et promettait, c'était la preuve que l'évolution sociale ne suit pas des lois rigides et que c'est une idée fausse de croire qu'un socialisme moderne viable ne puisse prendre un développement indépendant que là où un capitalisme industriel supérieurement dé-

veloppé a créé un prolétariat industriel développé non moins supérieurement.

Cette idée, les marxistes de Russie l'avaient énergiquement soutenue. Ils se distinguaient par là des autres socialistes de Russie, lesquels croyaient que la communauté des terres, telle qu'elle régnait encore dans le village russe, quoique en voie de disparition rapide, faciliterait en Russie plus qu'en tout autre pays l'édification d'une société socialiste.

Les marxistes combattaient cette conception comme utopique. Ils étaient convaincus que la Révolution attendue par eux en Russie ne pouvait qu'y frayer la route au complet développement du capitalisme. C'est seulement quand celui-ci serait parvenu à un haut degré qu'une société socialiste deviendrait possible. Les pays de l'Occident de l'Europe devaient nécessairement devancer l'Orient sur le chemin du socialisme.

Lénine partageait cette conviction avec les autres marxistes jusqu'à la Révolution de 1917. Il se produisit alors un fait absolument inattendu : les évènements donnèrent d'un coup à Lénine, l'émigré illégal jusque-là réprouvé, forcé de se cacher quand il mettait le pied en Russie, la plénitude du pouvoir dans l'Etat. Ce vertigineux revirement du sort lui tourna la tête et tourna aussi en sens inverse ce qui avait été jusque là sa conviction théorique. Il crut soudain que la catégorie des ouvriers d'industrie, si peu nombreuse, si retardataire en Russie, serait tout d'un coup capable de sauter d'un bond dans le socialisme et d'opérer dans l'Etat tout entier la transformation socialiste. Ils ne le pouvaient, il est vrai, que s'ils se laissaient conduire par un groupe d'idéologues ayant de la hardiesse et point de scrupules, comme Lénine lui-même et ses partisans, les bolcheviks.

S'ils réussissaient à réaliser leurs espoirs et leurs promesses, ce serait un succès gigantesque pour eux et pour le peuple russe. La théorie du marxisme ne pouvait plus être maintenue. Elle était convaincue d'erreur, mais en

revanche était réservé au socialisme un triomphe éclatant; on prenait la route de la suppression immédiate de toute misère et de toute ignorance des masses en Russie et on la montrait au reste du monde.

Que j'aurais volontiers cru cela possible! Que je me serais volontiers laissé convaincre! La plus forte, la mieux fondée des théories doit céder la place quand elle est réfutée par les faits. Mais, à la vérité, ce sont des faits qu'il faut, non pas seulement des projets et des promesses.

Bien qu'ayant des doutes, je considérais cependant les premiers pas des bolcheviks avec un intérêt bienveillant. Je tenais pour impossible qu'ils parvinssent tout de suite au socialisme, comme ils l'imaginaient. Mais après tout, c'étaient des hommes intelligents, riches de connaissances, et ils avaient conquis un grand pouvoir. Peut-être réussiraient-ils à frayer, pour le relèvement des masses travailleuses, des voies nouvelles dont les peuples de l'Occident même pourraient recevoir des enseignements.

Toutefois, mon complaisant espoir ne fut pas de longue durée. Je vis de plus en plus clairement, à mon grand chagrin, que les bolcheviks se méprenaient totalement sur leur situation, qu'ils s'attaquaient sans réflexion à des tâches pour la solution desquelles toutes les conditions faisaient défaut, et que, dans leur effort pour réaliser l'impossible par la force brutale, ils s'engageaient dans des voies où les masses ouvrières ne seraient pas économiquement, intellectuellement, moralement relevées, mais plutôt abaissées plus profondément encore qu'elles ne l'avaient été déjà par le tsarisme et la guerre mondiale.

Je me crus alors obligé d'adresser aux bolcheviks des avertissements pressants pour les détourner de la route qu'ils prenaient. Je le fis, la guerre durant encore, pendatn l'été 1918, *dans mon livre :* La dictature du prolétariat (*Vienne*). *Je me regardais comme d'autant plus fondé à faire entendre mon appel d'avertissement que, tout de suite après la social-démocratie d'Allemagne et d'Autriche, il n'y en avait aucune avec laquelle mes rapports fussent — et soient — aussi étroits qu'avec celle de Russie.*

En relations des plus suivies avec l'émigration socialistes russe depuis 1880, j'ai eu le bonheur de gagner l'amitié des fondateurs de la social-démocratie russe, surtout Axelrod, mais aussi Plekhanov, Vera Zassoulitch, Leo Deutsch. Les membres de la génération plus jeune des social-démocrates russes m'ont fait l'honneur et la joie de me compter, tout comme ils faisaient Plekhanov et Axelrod, parmi leurs maîtres.

Une bonne partie d'entre eux devinrent aussi mes amis personnels, aussi bien, d'un côté, Martov, Dan, Abramovitch, etc. que, de l'autre, Lénine, Trotzki, Rakovsky, etc. avec lequels furent un temps étroitement liés Parvus et Rosa Luxembourg. Dans ce commerce des plus étroits et des plus actifs avec mes amis et disciples russes, qui date à présent d'un demi-siècle, nous nous stimulions mutuellement. C'est à cette circonstance avant tout que je dois ma compréhension de ce qui se passe en Russie.

L'heure était maintenant arrivée de m'acquitter envers mes amis russes de ma gratitude pour ce que j'avais appris d'eux en prenant ma part de leurs discussions intenses sur la route à prendre. Je le fis pour sauver ma conscience, non parce que j'attendais un résultat pratique. Comment un ouvrage allemand isolé eût-il pu, paraissant à Vienne en pleine guerre, agir sur Pétrograd et Moscou? Il ne fut même pas connu de la plupart des bolcheviks. Mais eût-il même été lu qu'il devait rester sans effet. Ils ne pouvaient plus reculer sans se renoncer eux-mêmes. La logique des faits a toujours été plus forte que celle des idées.

Cependant, beaucoup de mes amis politiques en Allemagne et en Autriche désapprouvaient mon intervention contre le bolchevisme et ils demandaient qu'on ne lui apportât dans cette œuvre ni trouble ni découragement. Des mesures que je considérais comme des fautes tout à fait absurdes et funestes leur apparaissaient comme de simples grains de beauté, soit conséquences passagères de la guerre, soit rançon à payer par toute pratique nouvelle, maladies infantiles de la première jeunesse.

Pour moi, tout au contraire, l'action ultérieure du bolchevisme n'a fait que confirmer la conviction que je m'étais formée de ses actes dans le premier semestre de son existence et de mes conceptions théoriques fondamentales. Je soutins alors mon point de vue dans le livre intitulé Terrorisme et communisme (1) *en été* 1919. *Quand Trotzki fit, l'année suivante, paraître une réponse portant le même titre, je répliquai en* 1921 *dans l'opuscule* De la démocratie à l'esclavage d'Etat (2). *Ces ouvrages ne trouvèrent déjà plus de contradiction chez mes amis politiques, dont, naturellement, les bolcheviks n'étaient plus depuis le début de* 1918. *En un point seulement, beaucoup de mes amis social-démocrates se séparaient de moi. Ils ne pouvaient — et souvent ils ne peuvent jusqu'à présent — se résoudre à admettre mon idée, que les actes effectifs, quoique non pas les intentions, des bolcheviks sont devenues contre-révolutionnaires.*

Seul, mon ami Axelrod, déjà cité, m'a depuis le commencement approuvé en tout. Il était arrivé, indépendamment de moi, aux mêmes conclusions. De tous les social-démocrates russes, il fut constamment le plus près de moi. Avec tous les autres, il m'est de temps en temps arrivé de différer sur tel ou tel point, comme cela m'est arrivé avec d'autres social-démocrates, même mes amis les plus intimes. Cela va de soi. Mais entre Axelrod et moi, jamais il n'y eut de divergences d'opinion. Nos appréciations du bolchevisme ont toujours été d'accord. Mon cher ami est mort en 1928. *Je regarde la rédaction du présent ouvrage comme une obligation testamentaire qu'il m'a laissée.*

Il n'est que la suite et le complément des trois ouvrages déjà nommés, publiés par moi au cours des trois premières années du régime bolchevistes. C'étaient des années de guerre. La décade d'années de paix qui s'est écoulée depuis n'a pas embelli la figure du bolchevisme. Au contraire.

---

(1) Traduction française de N. Stchoupak. Paris, Povo'ozsky.
(2) *Von der Demokratie zur Staatssklaverei.*

III

Néanmoins, bien des socialistes en Europe et en Amérique ont continué de croire qu'il était trop tôt pour prononcer sur lui un jugement définitif. Il nous fallait attendre ce que serait la présente année. Les bolcheviks eux-mêmes la considèrent comme l'année critique du plan quinquennal. Si elle se montre fructueuse, le chemin est ouvert vers le « règne de mille ans ». Si c'est une faillite, la catastrophe est alors inévitable.

Lorsqu'en été 1929, un rédacteur de la Gazette de Francfort (Feiler) alla en Russie pour y étudier les conditions économiques, un chef communiste lui fit cette déclaration : « Il faut que nous réalisons le plan quinquennal, autrement nous sommes fichus dehors. »

C'est effectivement l'état des choses. Tel est le progrès accompli depuis les premières années du bolchevisme. Alors il croyait encore en lui-même, en sa force irrésistible. C'est aussi ce qui fit la cohésion étroite du Parti communiste. Aujourd'hui, se multiplient dans son sein les membres du parti qui se rendent coupables de « déviations » de droite ou de gauche. Hommes qui se rendent compte que cela ne peut pas continuer et que la route où l'on s'est engagé conduit à l'abîme.

Cette seule constatation, certes, ne signifie pas encore qu'ils connaissent un chemin meilleur. Dans les premières années, ils avaient encore cette conviction : « Si ça ne marche pas comme cela, ça marchera autrement, mais il faut que ça marche. » Aujourd'hui, au contraire, ils en sont à dire : « Si ça ne marche pas selon le plan quinquennal, ça ne marchera plus du tout. »

Faut-il donc encore attendre cette année pour savoir ce que l'on doit penser des desseins du bolchevisme ? Ne suffit-il pas pour cela des fondements théoriques jetés par Marx et Engels, et que, dans le travail continu de trois âges d'homme, eux-mêmes et leurs disciples ont approfondis et de plus en plus solidement établis, ainsi que des ex-

périences fournies par treize ans de règne bolchevik ? Devons-nous réellement attendre encore cette seule année pour fixer nos pronostics sur ce règne ? Eh! qu'-stece qu'un ordre social dont la capacité de vivre dépendrait du hasard d'une année ?

On serait porté à penser qu'à lui seul ce renvoi à une année critique du plan quinquennal devrait suffire pour montrer à tout homme politique, à tout socialiste, à tout humanitaire, que l'effondrement de la Russie soviétique est proche et que c'est pour chacun d'eux une nécessité urgente de réfléchir à l'attitude à prendre devant ce fait. Qu'on n'aille pas croire, en effet, qu'un événement aussi terrible demeurera sans contrecoups sur le reste du monde. Il est de l'intérêt le plus pressant pour tout l'univers civilisé que du chaos qui naîtra de là, la démocratie surgisse victorieuse. Elle ne peut être créée que par les forces démocratiques de la Russie elle-même. Une intervention de l'étranger ne saurait que nuire. Mais la démocratie de Russie sera d'autant plus forte qu'elle gagnera et méritera la confiance des ouvriers et paysans, c'est-à-dire qu'elle représentera plus résolument leurs intérêts, qu'elle sera moins divisée nationalement et que les sympathies de forces démocratiques de l'étranger pour elle se manifesteront avec plus de chaleur et d'énergie.

Les partis ouvriers de tous les pays, unis dans l'Internationale ouvrière socialiste, ont eu depuis toujours conscience de l'importance extrême qu'ont les événements de Russie pour la lutte d'émancipation du prolétariat dans le monde entier. Mais on ne pèse pas partout les chances de ruine de la Russie soviétique et les problèmes qui en résultent. Si le présent écrit réussit à éveiller un accroissement d'intérêt à ce propos, il aura atteint son but.

K. KAUTSKY

Février 1931.

1. La révolution agraire en Russie

A. — Formes d'exploitation nouvelles

Le caractère saillant du bolchevisme est sa hardiesse. Il lui doit la plus grosse part de l'impression fascinatrice qu'il a exercée et exerce encore sur tant d'âmes dont la sympathie est acquise au socialisme.

Mais il y a des genres très différents de hardiesse. A tous on ne doit pas donner la même valeur.

Il y a, par exemple, l'admirable hardiesse de l'être humain qui risque sa vie pour l'amour d'un but élevé,quoique ayant la connaissance exacte des difficultés et des dangers qui l'attendent.

Moins admirable déjà est la hardiesse du joueur, née du goût pour le facile et de l'horreur du travail. L'homme n'a pas la patience de préparer son succès par un travail long et infatigable ; il aime mieux se fier à sa chance dès que semble s'offrir à lui une occasion de réaliser sans peine, d'un seul coup, un gain énorme, s'il a l'audace de jouer son va-tout.

On ne peut ranger plus haut la hardiesse provenant de l'ignorance, qui s'engage inconsidérément dans une voie parce qu'elle n'a aucune idée des terribles choses qui la guettent, des abîmes où elle va se perdre.

Au degré le plus bas est la hardiesse, enfant de l'embarras et de la détresse, qui se jette dans des périls parce qu'elle ne connaît pas d'autre issue pour se sauver de la ruine qui la menace de tous côtés.

Lorsque Lénine, en octobre 1917, s'engagea dans la lutte pour la toute-puissance, ce qui l'animait était sans doute surtout la hardiesse du premier genre, bien que chez plus d'un

de ses camarades il puisse y avoir eu quelque chose aussi du hasardeur. Mais lorsque, ayant le pouvoir, il se mit en devoir d'édifier d'un coup sur l'état arriéré de la Russie, par les moyens de la terreur, une république destinée à dépasser de haut tous les Etats civilisés, de susciter par enchantement, du jour au lendemain, un mode de production socialiste tout développé pour un peuple dont l'immense majorité, plus de cent millions d'hommes, se compose de paysans et d'analphabets produisant de la façon la plus primitive, — ce fut bien alors l'œuvre d'une hardiesse extraordinaire, mais hardiesse du troisième genre. Pour se laisser imposer par elle, il fallait déjà une bonne dose de naïveté.

Cette folle expérience ne peut se terminer que par une effroyable culbute. Même le plus grand génie ne pourrait l'éviter. Elle résulte naturellement du caractère irréalisable de l'entreprise dans les conditions données, avec les moyens donnés. Mais plus se fait sentir la faillite, plus se manifeste la hardiesse du dernier genre, celle du désespoir. Tandis que les masses travailleuses vont rapidement à la ruine, c'est de projets toujours plus gigantesques qu'on accouche pour se tirer du fond où l'on s'enlise. Mais en même temps s'augmente la nervosité, à mesure que le feu brûle les doigts. Plus le projet est gigantesque, moins on donne de temps pour le réaliser, et plus est grande, d'autre part, la violence employée pour obtenir par force des résultats que pourrait seule procurer une lampe merveilleuse d'Aladin.

C'est chose bien étonnante qu'il y ait toujours encore en Europe Occidentale des hommes, et même des hommes très cultivés, des socialistes convaincus, ayant par ailleurs en face des communistes une attitude très négative, à qui pourtant cette fabrication de projets impose par sa hardiesse. Elle n'impose, il est vrai, que par là. Comme si la seule hardiesse pouvait produire quoi que ce soit. La hardiesse est une vertu à la guerre, mais quand il s'agit de production, elle ne mène pas loin.

J'ai été fort surpris lorsque récemment un camarade manifestait devant moi son enthousiasme pour la socialisation de

l'agriculture qui devait maintenant s'accomplir en Russie. C'était pour lui un des plus grands événements de l'Histoire du monde. Et il se figurait que je devais être particulièrement heureux de cette révolution géante parce que j'avais depuis toujours soutenu que la grande exploitation dans l'agriculture serait le point de départ de sa socialisation. Ces félicitations me donnèrent le sentiment d'être quelque peu compromis. En soi, cela serait fort indifférent. Mais ce qui ne l'est pas, c'est ceci : voit-on avec clarté dans nos rangs ce que, du point de vue marxiste, il faut dire en principe de la dernière expérience du bolchevisme? Autant que je puis voir, la presse du parti est à cet égard fort sceptique. Cependant, il ne me paraît pas superflu de chercher sur quelles raisons se fonde notre scepticisme. Le fait est, non pas que « vraisemblablement » l'expérience ne réussira pas, mais qu'il faut dire « en pleine certitude » : elle échouera et doit échouer.

Il est exact que, dans la fondation des « kolkhoses » (des domaines collectifs) russes, sont appliquées des idées que j'avais déjà développées antérieurement. Il y a plus d'une autre de mes idées que je trouve mises en application dans la Russie des soviets. Je n'en suis pas toujours ravi.

En 1918, j'ai écrit un livre intitulé : « Remarques socialistes sur l'économie de transition » (1). Il était terminé dès le mois de mars de cette année-là, mais la censure de guerre ne le laissa passer qu'immédiatement avant la révolution. J'y recherchais quelles revendications nous devrions poser pour que la transition de l'économie de guerre à l'économie de paix se fît avec le moins de souffrances et le plus d'avantages possible pour le prolétariat. Je comptais dès le début de 1918 avec la possibilité que la guerre finît par un ébranlement « ouvrant au prolétariat le chemin du pouvoir. Alors, l'économie de transition représenterait l'époque où l'on passerait, non seulement de l'état de guerre à l'état de paix, mais aussi du capitalisme au socialisme. »

---

(1) Socialdemokratische. Bemerkungen zur Uebergangswirtschaft.

Voilà ce que j'écrivais dans la préface, datée de juillet 1918. Je voyais la situation trop favorablement, en ce sens que je ne m'attendais pas à voir les communistes être assez fous et trouver assez de suiveurs pour porter dans le prolétariat allemand la plus profonde des divisions à l'heure de prise du pouvoir et pour lui rendre ainsi impossible de garder ce pouvoir entre ses mains.

Dans cet ouvrage, j'étudiais entre autres cette question : Comment peut-on, étant donné l'état où la guerre a fait tomber l'appareil de production, accroître rapidement la possibilité de produire?

Pour cela, je recommandais (p. 44) l'introduction du système des équipes. Ce n'était pas une nouveauté, assurément. Le système des équipes est, notamment dans les mines, une invention vieille comme le monde. Mais, sous la forme capitaliste, il agit au grand détriment de l'ouvrier, nommément par le travail de nuit. Je m'efforçais d'éviter ces dommages en réduisant fortement le temps de travail, les dangers du travail nocturne pour la santé devant d'ailleurs être diminués parce que les périodes de nuit seraient plus courtes que celles de jour.

Admettons que la journée de travail normale ait été en temps de paix de 10 heures et qu'on n'ait travaillé qu'avec une seule équipe. Si dorénavant on établit trois équipes travaillant respectivement 8, 6 et 4 heures, la durée de l'exploitation par jour sera relevée de 10 à 18 heures.

Mais comme, avec un temps ainsi réduit, le travail devrait être organisé plus intensivement, on pourrait sans doute dans les trois périodes produire plus du double de ce qui était auparavant produit en un jour.

Cela reviendrait au même que si le nombre des broches était augmenté de 6 millions à plus de 12 millions.

Afin de mieux utiliser leur appareil de production dégradé, les bolcheviks ont, on le sait, eu effectivement recours au système des trois équipes. Non pas, je crois, déterminés par moi : l'idée se présentait d'elle-même. Ils ont ainsi réduit le temps de travail. Mais le point le plus important, ils ne l'ont pas établi : la période de nuit n'a pas été diminuée par rapport à celle de

jour, et pourtant cela est indispensable, si l'on ne veut pas que le travail de nuit ait des effets destructeurs sur l'organisme.

Je m'occupais en détail, dans mon ouvrage, de l'agriculture. Je fis ensuite, après la Révolution de 1919, paraître les parties traitant de ce sujet en brochure à part sous ce titre : « La socialisation de l'agriculture » (1). J'y étudiais comment, malgré la prédominance des exploitations paysannes, il serait possible d'amener l'agriculture à la production sociale. Je demandais que les villes acquissent et exploitassent plus que jusqu'à présent des domaines ruraux à elles afin de pourvoir de vivres la population urbaine. En outre, je réclamais de l'Etat qu'il favorisât l'exploitation agricole par les communautés de village, les paysans réunissant leurs champs comme ç'avait été primitivement la coutume à l'époque de la markgenossenschaft.

> Le résultat final serait que la maison, la ferme, le jardin, seraient bien en exploitation privée par le paysan, comme, dans la *markgenossenschaft*, ils étaient propriété pleinement privée, mais que la culture des champs serait faite en commun avec les forces de travail de la commune. (p. 61)

C'est de la même façon que dernièrement, en Russie soviétique, à côté des grandes exploitations proprement dites («sovkhoses », c'est-à-dire exploitations soviétiques), il a été fondé des exploitations de village (« kolkhoses », c'est-à-dire exploitations collectives) par des paysans qui s'associaient.

C'était assurément un procédé remarquable, dont, il est vrai, dans les tristes conditions de la Russie, avec sa population appauvrie, dénuée de liberté, ignorante, l'on ne pouvait attendre beaucoup, mais qui ne pouvait en aucun cas être nuisible, s'il reposait sur une association volontaire des paysans.

Ce caractère volontaire de l'association était le point auquel j'attachais le plus d'importance. C'est ce qui fait que dans mon livre sur « La révolution prolétarienne » (2) publié en

---

(1) *Die Sozialisierung der Landwirtschaft.*

(2) *La révolution prolétarienne et son programme*, traduction française de BRACKE et Angèle ROUSSEL (Bruxelles, L'Eglantine, 1925) p. 424 et suivantes.

1922, je m'exprimais au sujet de l'agriculture exploitée en commun par des villages paysans avec bien plus de scepticisme qu'en 1919. En l'année 1919, écrivant pendant la Révolution, je m'attendais à une forte position de puissance prise par le prolétariat et à un profond ébranlement de l'agriculture, qui rendrait beaucoup de paysans accessibles aux innovations. Et le pouvoir politique du prolétariat favoriserait de telles innovations par les mesures d'Etat. En 1922, on ne pouvait plus compter là-dessus. Aussi n'envisageais-je plus dans mon livre un fort mouvement dans les milieux paysans pour réunir leurs terres arables, si grands que fussent les avantages techniques d'exploitation qui en résulteraient. Le paysan est trop attaché à sa propriété individuelle. Sans doute, je tiens toujours pour très féconde l'idée que, le paysan possédant et exploitant individuellement sa maison, sa ferme et son jardin, il cultive au contraire le champ en commun avec les habitants de la même localité. Mais en 1922 je n'attendais de grands progrès en ce sens que des ruraux prolétaires. Ceux d'Italie avaient fait dans ce domaine des débuts gros d'espérances. Naturellement, le fascisme les a depuis anéantis, comme tant d'autres choses précieuses. En dehors de cela, je recommandais que, dans l'organisation de colonies nouvelles, on procédât de manière à laisser aux colons leur maison avec ferme et jardin en exploitation privée, mais à faire travailler en commun la surface arable. Dans des organisations nouvelles de ce genre, on n'aurait pas à considérer comme obstacle une propriété individuelle déjà existante. Jusqu'à présent, toutefois, cette suggestion n'est pas tombée en terrain fertile.

B. — La grande exploitation dans l'agriculture

Mais devons-nous, en agriculture comme en industrie, voir dans la grande exploitation la forme supérieure la plus productive? Est-ce une forme d'exploitation à laquelle nous devions tendre pour assurer à la population des vivres à bon marché et procurer aux travailleurs des champs une augmen-

tation de loisirs, une supériorité de bien-être, la quantité de leurs produits restant égale ou même s'augmentant?

Voilà une question sur laquelle on a très vivement discuté dans nos rangs il y a un âge d'homme. Depuis, l'intérêt s'est fait quelque peu moins intense. Marx et Engels avaient l'idée que la technique et l'agronomie modernes faisaient de la grande exploitation la forme supérieure dans l'agriculture tout comme dans l'industrie, cette forme seule permettant l'utilisation à plein des forces de production modernes. Pour eux, la petite exploitation paysanne représentait un reste de la barbarie, condamné à disparaître et que nous n'avions pas à maintenir artificiellement. Cette opinion s'appuyait sur nombre de faits et prit une grande actualité à l'époque de la grande crise du siècle dernier. Alors surgirent d'autres camarades (le plus important était Edouard David), qui déclarèrent la loi de la supériorité de la grande exploitation non valable en agriculture. Là, la petite exploitation se montrait au contraire supérieure. A elle appartenait l'avenir. Le travail salarié capitaliste, dans l'agriculture, ne serait pas, comme dans l'industrie, vaincu par la socialisation des grandes exploitations, mais par leur morcellement et leur répartition en petits domaines familiaux, chacun étant exploité sans travailleurs salariés, rien que par l'homme, la femme et les enfants mineurs.

Cette discussion m'amena à étudier à fond le sujet dans mon livre sur « La question agraire, (1899) » (1), au point de vue duquel je reste encore aujourd'hui. Si, depuis 1900, je ne l'ai pas fait paraître en nouvelle édition, ce n'est pas que j'aie abandonné les vues que j'y avais exposées, mais parce que la situation agraire a beaucoup changé depuis lors, puisque, d'une période de diminution des prix du blé, nous sommes entrés dans une période d'augmentation. J'aurais donc dû faire entrer dans mon étude une série de phénomènes nouveaux, et j'en étais empêché par d'autres travaux à faire.

---

(1) *Die Agrarfrage*. Traduction française par Edgard Michaud et Camille Polack. Paris, Giard et Brière, 1900.

Le résultat principal auquel j'étais arrivé en 1899 consistait en ce que, sur bien des points, j'avais dû donner raison à David, en abandonnant l'opinion de Marx-Engels, mais seulement, il est vrai, pour ne l'en maintenir que plus fermement dans l'essentiel. Je devais concéder que la progression de la grande exploitation observée par Marx et Engels dans l'agriculture s'était arrêtée et ne s'était jamais produite avec beaucoup d'intensité. Mais, d'autre part, ce que je pouvais constater, ce n'était pas non plus une élimination progressive de la grande exploitation par la petite, c'était une tendance frappante à la conservation des mêmes dimensions d'exploitation. Tantôt l'une, tantôt l'autre gagne du terrain, mais ce mouvement se produit toujours très lentement, et jamais longtemps dans le même sens. Dans l'ensemble, la proportion relative de chacune des étendues d'exploitation se modifie peu, s'il n'agit sur elles que des facteurs économiques, non des forces extérieures. Quant à la supériorité de la grande sur la petite exploitation et inversement, on ne peut établir ni l'une ni l'autre d'une façon absolue en agriculture, mais selon les conditions sociales, c'est tantôt l'une, tantôt l'autre étendue d'exploitation qui se révèle la plus rationnelle.

Cela, Marx et Engels l'avaient déjà reconnu. Ils ne regardaient pas toute grande exploitation agricole comme supérieure par rapport à la petite, mais seulement celle qui dispose de toutes les ressources modernes de la technique et de la science agronomique, lesquelles sont soit inaccessibles, soit inapplicables à la petite exploitation.

Là où petite et grande exploitation travaillent à égalité de technique et de savoir, la petite se montre supérieure, parce que l'intérêt du paysan au produit de son exploitation est plus grand de beaucoup que celui de la main-d'œuvre louée dans la grande. Seule une supériorité de technique et de science appliquée dans la grande exploitation peut compenser cet avantage de la petite. Il faut ajouter que, dans l'agriculture, la grande exploitation a jusqu'à présent revêtu des formes qui offraient à l'emploi de la technique et de la science les plus développées de très fortes résistances. Cela constitue entre la

grande exploitation agricole et celle de l'industrie une différence très notable. Faisons-la ressortir ici, parce qu'on n'y a encore pas prêté grande attention.

La grande propriété foncière a une tout autre origine que la grande industrie capitaliste. Celle-ci est de date très récente; à peine compte-t-elle quelques siècles. La grande propriété foncière et aussi la grande exploitation agricole, nous les trouvons au contraire dès les commencements de l'histoire écrite. La grande industrie capitaliste doit sa croissance à la supériorité économique et technique sur l'artisanat par les avantages économiques qu'elle comporte. Le bon marché de ses marchandises est son arme irrésistible.

Au contraire, la grande propriété foncière est fille de la violence, de la conquête. Là où elle laisse subsister à côté d'elle des paysans, elle étend plus tard son domaine de nouveau par la violence, par les évictions de paysans et en s'emparant de la propriété commune de villages agricoles, ou de communautés de « marches ». Quand elle ne se contente pas de transformer les paysans auparavant libres en fermiers tributaires, mais se met à exploiter elle-même, c'est également par la violence qu'elle se procure des forces de travail nécessaires : ou bien elle emploie des esclaves prisonniers de guerre, ou bien elle contraint les paysans tributaires à mettre leur force de travail dans une mesure déterminée à sa disposition.

Toutefois, pour l'essentiel, le grand propriétaire foncier ainsi créé ne se sent pas cultivateur. C'est comme guerrier qu'il se regarde. Il est et reste avant tout l'homme de guerre non homme des champs. Et les conséquences de cette origine se font sentir dans la grande exploitation agricole jusqu'aujourd'hui. Or, sur cette base, il ne peut se développer une technique supérieure et une exploitation scientifique. Le travail forcé des esclaves ou des serfs, tout comme la direction d'amateur qu'est celle d'un seigneur féodal ne cessant d'être homme de guerre que pour devenir homme de cour, — ce sont là, de toutes les formes d'exploitation possibles, les plus irrationnelles. L'esclave maltraite les bêtes du seigneur, on ne peut lui confier que les outils les moins délicats. Le serf tra-

vaille le bien du seigneur avec ses propres instruments et ses propres attelages, mais il les y emploie plus négligemment que dans son propre domaine. Les conditions d'une bonne culture, il les connaît bien mieux que son seigneur, et il est infiniment plus intéressé à les observer dans sa propre exploitation que le mercenaire qui, comme métayer ou régisseur, administre le bien du seigneur, la terre corvéable. Là où règnent ces conditions sociales, l'exploitation paysanne est en tout cas la plus productive, celle qui a la supériorité.

Or, jusqu'à présent, cela n'a pas changé beaucoup quand le travail forcé dans la grande exploitation a cédé la place au travail salarié. Les possibilités de s'éduquer, de s'organiser, de conquérir des conditions humaines en salaires, logements, temps de travail, sont beaucoup moindres à la campagne que dans la grande ville. Il est en conséquence particulièrement difficile aux ouvriers agricoles d'arriver à cette intelligence, à cette initiative, à cet intérêt pris à la marche du travail, sans lesquels un heureux emploi de la technique et de la science modernes en agriculture est bien moins possible que dans l'industrie; car ce qu'il faut à la première, ce ne sont pas des gestes toujours les mêmes dans des conditions toujours pareilles à l'usine, mais elle fonctionne en pleine nature dans des conditions rapidement variables, auxquelles il y a lieu d'adapter intelligemment les machines et les méthodes de la culture moderne. Ainsi, la grande exploitation en agriculture demande à l'intelligence et à l'initiative des travailleurs salariés plus que la plupart des branches de la grande industrie. Et les conditions sociales dans lesquelles sont jusqu'à présent administrés les grands domaines rendent bien plus malaisée qu'à la ville l'ascension des salariés à plus de science, à l'indépendance de pensée et d'action, à l'association en grandes organisations, à la prise d'influence sur la marche de la production. C'est principalement ce qui fait que la grande exploitation en agriculture n'a pas jusqu'à présent pris encore la supériorité économique qui lui revient de par le niveau atteint par la technique et la biologie modernes.

C. — Les conditions de la grande exploitatio dans l'agriculture russe

D'après ce qui précède, il est facile de prévoir quelle fin attend l'expérience « hardie », grandiose, « historique », de l'actuelle « révolution agraire » en Russie.

Comme ils l'ont toujours fait, les bolcheviks raisonnent en ces matières sur des conclusions de Marx, mais sans aucune idée de la méthode marxiste.

Pour Marx, il n'y avait rien d'absolu : pas d'absolue supériorité du socialisme sur le capitalisme, de la grande sur la petite exploitation. Toujours il faisait dépendre cette supériorité de conditions déterminées. De celles-ci, les bolcheviks font tout à fait abstraction ; ils doivent le faire, car une étude de cette question : Les conditions de réalisation de tel ou tel de nos projets sont-elles données ? les paralyserait du premier coup. Or, une étude pareille doit précéder chacune de nos actions si l'on veut qu'elle ait un fondement solide et ne risque pas de tomber dans la fantasmagorie.

Pour que la grande exploitation dans l'agriculture se montre efficace, il faut avant tout qu'existent en quantité suffisante dans le pays les ressources de l'agriculture moderne. Il faut aussi un nombre suffisant de forces de direction pourvues d'une éducation scientifique, pour employer comme il faut ces ressources, et partant, de nombreuses écoles supérieures d'agriculture, des laboratoires d'essais biologiques et chimiques, etc. Mais avant tout, il faut qu'existe une classe de travailleurs agricoles dont le niveau soit élevé. Celle-ci présuppose une large démocratie ayant non seulement de bonnes écoles populaires, mais aussi liberté complète de presse, de réunion, d'association. La classe ouvrière agricole ne saurait se développer supérieurement, ainsi que ses organisations, qu'avec l'aide de la classe ouvrière des villes, vivant dans des conditions plus favorables. Etre avec celle-ci en étroite communication est nécessaire, ce qui, outre la pleine démocratie, suppose encore un haut développement des moyens de communication.

Il faut que toutes ces conditions soient données pour que

se manifeste à plein la supériorité technique de la grande exploitation dans l'agriculture. Elles ne sont, même dans l'Europe occidentale, qu'incomplètement réalisées; il faudrait un travail intense pour les développer encore. En Russie elles manquent autant vaut dire complètement. Au moins y a-t-il partout une élite d'ouvriers. Et s'il se trouvait en Russie une pareille élite qui réussirait à créer de grandes exploitations agricoles viables, économiquement et techniquement situées à un niveau élevé, pouvant, comme exploitations modèles, exercer une action stimulante et entraînante sur toute la population paysanne, cela rendrait grand service.

Aussi, des essais de ce genre ont-ils été faits depuis le début du règne bolcheviste, et avec les encouragements de l'Etat. Mais les résultats ont été de nature à ne pas provoquer à l'imitation. Les entreprises se désorganisaient souvent après une courte existence, ou bien elles végétaient péniblement.

En dépit de tous les privilèges et de toutes les faveurs, elles se sont développées avec une rare lenteur. La superficie cultivée par elles dans la période 1922-1927 non seulement n'a pas augmenté, mais elle est en recul. (1)

Cet insuccès aurait dû être un avertissement pour les maîtres du pouvoir en Russie soviétique. Il a eu le résultat contraire. Puisque les paysans ne faisaient pas mine d'entrer dans les grandes exploitations, de leur céder leur terre, on résolut qu'il fallait les y forcer. Qui diable se donnera de la peine pour étudier si les conditions de pareilles entreprises existent et comment elles pourraient être créées? On a le pouvoir et l'on commande, un point, c'est tout. Avoir des doutes sur ce qu'on peut faire rendre à cette méthode, c'est être contre-révolutionnaire.

Aux environs de 1848, on contait une anecdote pour se moquer de la foi du charbonnier qu'avaient les Russes moyens d'alors en la toute-puissance des autorités de leur pays. Un jeune voyageur russe racontait dans une société allemande que

---

1) F. Rœtter, *La collectivisation de l'agriculture en Russie*, (Wirtschaftdienst, 16 mai 1930).

tout en Russie était géant, même les abeilles. Elles étaient grosses comme des pigeons. — Et les ruches? lui demandait-on. — Ah! elles sont comme ici. — Mais comment cette grosse abeille peut-elle entrer dans cette petite ruche?. — Il faut bien, (1) répliquait le Russe d'un air supérieur.

C'est devenu un dicton courant. Il est aujourd'hui, quasiment un siècle après, répété le plus sérieusement du monde par Staline et ses hommes : « Il faut bien », il faut que le paysan, bon gré mal gré, entre dans la ruche, dans la grande exploitation, sans s'inquiéter s'il y est à sa place et s'il s'en accommode. Par malheur, Staline n'est pas le Russe d'une anecdote inventée à plaisir, mais le très réel autocrate absolu régnant sur les cent cinquante millions d'habitants de la Russie soviétique.

De toutes les conditions qui devraient être remplies pour que la grande exploitation agricole fût supérieure à la petite, pas une n'est réalisée en Russie. Des machines agricoles? Oui, il y en a, mais en nombre tout à fait insuffisant. La Russie est trop pauvre pour en acheter assez, industriellement trop arriérée pour en produire beaucoup elle-même. Avec cela, l'appareil bureaucratique qui devrait les répartir, est négligent, incapable, sans rapports avec le monde extérieur, gêné dans son action par des mesures de contrôle des genres les plus divers et par des filières compliquées, de plus embrouillé par quantités de plans qui se succèdent, se renversent et se contredisent. De la sorte, la répartition des machines, même des outils les plus simples, se fait en retard, insuffisamment, sans méthode. Nombreuses sont les preuves de ces faits. Donnons-en, à titre d'illustration, quelques-unes que j'emprunte à la « Feuille d'informations de la social-démocratie russe » (2) du 17 avril dernier. Dans un article de cet excellent organe, il est dit sur la façon dont on procure des charrues à l'agriculture:

---

(1) *Der Biene muss* (l'abeille est obligée). Ces mots en allemand incorrect se disent, en effet, comme une sorte de proverbe.

(2) En abrégé S.R.D., publiée en allemand à Berlin, d'après les publications soviétiques.

La désorganisation bureaucratique qui ruine l'économie russe... a fait que des charrues toutes réparées gisent à terre dans beaucoup de districts de l'Union et que ni les exploitations collectives, ni les entreprises de paysans indépendants ne les obtiennent.

Cela est prouvé par des citations du journal « Za industrialisaziiou (« Pour l'industrialisation »), qui, paraissant en Russie, est donc communiste. On y trouve encore ceci :

Dans les magasins des coopératives du gouvernement de Smolensk, il y a en dépôt, comme matériel non utilisé, 52.000 charrues, 5.000 semeuses, trieuses et charrues à trois socs, du transport à la campagne desquelles il semble que personne n'ait pu s'occuper... Ce n'est pas un fait isolé ni accidentel. Dans le ressort de Moscou il y a également en chiffres ronds, 150.000 machines agricoles en magasins. En Ukraine, rien qu'en charrues, 78.000 articles ; le nombre n'est guère moindre des machines enterrées vivantes dans le district de Léningrad, en Sibérie, dans le bassin du Volga et au Caucase.

Cette situation en présence des commandes de printemps est qualifiée par la feuille communiste elle-même de « presque catastrophique ».

C'est sans doute vrai surtout pour les charrues et autres instruments simples. Le manque de machines proprement dites, plus compliquées, pourrait avoir moins d'importance, car le travailleur agricole ordinaire s'entend si peu à s'en servir qu'il les abîme vite. Alors elles sont mises dans quelque coin pour se rouiller, parce que, ordinairement, on ne peut se procurer de pièces de rechange ni de mécaniciens habiles pour les réparations.

On manque également d'engrais, de même que d'établissements techniques pour la production d'espèces animales et végétales améliorées.

Mais avant tout, ce qui manque, c'est le facteur le plus important de la production : un personnel capable.

Déjà sous le tsarisme le manque d'agronomes éduqués se faisait sentir. La République des soviets a chassé du pays la plupart des hommes instruits, démoralisé et dégradé le reste, dressé plutôt à la phraséologie communiste qu'imbu de savoir professionnel la jeune génération et, en outre, par méfiance, si

bien enlevé à chaque spécialiste (« Spetz »)[1] toute liberté de mouvements qu'il lui est impossible, avec les moyens restreints qui sont à sa disposition, de créer quelque chose d'important.

Il n'en va pas mieux pour la masse de la main-d'œuvre. Il lui manque toutes les conditions préalables sans lesquelles une agriculture supérieure est impossible. Voilà principalement pourquoi jusqu'ici les exploitations collectives ont pu présenter de si piètres résultats et ont exercé sur les paysans si peu de force attractive.

La façon dont les choses vont dans une de ces grandes exploitations (« kolkhoses »)[1] est clairement décrite par un rapporteur du 23 mai dernier dans le « Socialistitcheskoïé Zemledelié ». 1) Voici ce qu'il raconte:

Quand j'ai connu de plus près le kolkhose, j'ai pu me convaincre que les membres ont raison sur bien des points quand ils se plaignent de la direction. Le travail du kolkhose est mal organisé. Les devoirs de chacun des membres ne sont pas fixés avec précision. Personne n'a la responsabilité du travail fourni; aussi y a-t-il beaucoup de défauts. Par exemple, la semence est répandue indistinctement sans égard à la qualité des terrains. On donne la même quantité à une terre forte ou légère, quoique la terre plus forte exige plus de semence. Les tracteurs des semeuses marchaient en deuxième vitesse, ce qui fait que le grain a été semé à trop grands intervalles. Les sillons n'avaient pas été nettoyés, personne n'avait contrôlé et finalement la semence a été déversée inutilement sur le champ. Il y a aussi des cas où, sur le même terrain, une semeuse mécanique était chargée à 80 kilos à l'hectare, une autre à 112 kilos. L'une semait donc serré, l'autre bien plus clairsemé, en sorte que le blé poussera irrégulièrement. Ce travail criminellement négligent a procuré au kolkhose, pour avoir semé trop peu, une « économie » de semence de 50 quintaux de froment. En présence d'une telle montagne de semence en excédent, la direction est stupéfaite; probablement, pense-t-on, il en sera arrivé trop.

Les conducteurs de tracteurs travaillent fréquemment sans aucune considération de temps, jusqu'à 22 heures par jour, souvent sans habillement de métier. Ils couchent où cela se rencontre, sans lit, directement sur la terre. Les tracteurs doivent souvent s'arrêter parce qu'on manque d'essence. L'essence est distribuée par flacons. Il n'y a de discipline de travail que sur le papier.

---

1) *L'agriculture socialiste.* Rapport reproduit dans le *R. S. D.* du 29 mai.

L'alimentation des hommes dans le travail des champs n'est pas organisée. La nourriture est mauvaise : soupe et pommes de terre, pommes de terre et soupe. Avec cela, mauvais pain. Pas de graisse. Pas de fourrages. Le bétail maigrit et dépérit. Se procurer du fourrage est impossible.

Cela fait l'effet d'être grotesque. Mais c'est devenu une effroyable tragédie, quand le régime Staline a maintenant ordonné tout à coup que le nombre des exploitations collectives devait augmenter à une allure «de tempête» et «d'éclair» assez pour qu'en peu de temps elle embrassent presque toute l'agriculture. C'est que cette allure est devenue pour les bolcheviks d'une nécessité urgente.

D. — La collectivisation soudaine

La tentative faite pour édifier chez une population extrêmement retardataire, par les moyens d'un terrorisme policier, bureaucratique et centraliste, un mode de production socialiste supérieur au mode capitaliste était d'avance condamnée à finir par la faillite. Elle se rapproche avec une inquiétante rapidité. Les bolcheviks cherchent des expédients pour y échapper, ou, pour le moins, des moyens d'en dissimuler la venue aux yeux de leurs partisans et admirateurs, de ceux qui ne se défilent pas.

De là le plan quinquennal pour l'industrie, qui doit l'élever au plus tôt de la pire dépression à la hauteur de l'industrie la plus riche et la plus avancée du monde, l'industrie américaine. Pour accroître rapidement la production, les bolcheviks ne disposent, il est vrai, à peu de chose près, que des moyens employés par tout fabricant incapable ou sans ressources : pousser sans mesure les ouvriers à l'extrême et en même temps réduire les salaires, ce qui sous le régime soviétique, se fait de la façon la moins choquante par les emprunts forcés qu'on impose aux salariés et qu'on prélève immédiatement sur leurs salaires.

A pousser ainsi sans ménagement, on a effectivement obtenu une certaine augmentation numérique des produits industriels de la Russie. Peut-on les accroître encore? cela semble très

douteux. Mais déjà l'augmentation obtenue à l'heure qu'il est n'est que de la poudre aux yeux, car les conséquences de toute tension démesurée chez les travailleurs se produisent dans le pays de la « dictature prolétarienne » comme ailleurs : la « qualité » des produits s'abaisse plus rapidement que ne monte leur « quantité ».

Vis-à-vis de l'étranger, les gens des Soviets font parade des chiffres des quantités. Mais quand ils sont entre eux, ils se lamentent de la baisse rapide des qualités, qui d'ailleurs n'étaient déjà pas extrêmement bonnes auparavant.

C'est ainsi que le «Troud», (Travail), le journal syndical de la Russie des soviets, se plaint le 1er février de cette année : (1)

En 1828-29, nous avions vu se gâter radicalement la qualité de la production, tant dans la fabrication des moyens de production que dans la production des objets destinés à la consommation des masses. Le commissariat du peuple du contrôle ouvrier et paysan de l'U.R.S.S. institua une enquête sur la qualité des objets fabriqués industriellement pour la consommation des masses. Cette enquête a révélé que la denrée de rebut est portée en masse sur le marché comme bonne. En fait, le rebut atteint dans nombre d'usines 50 % et plus. Cela est vrai de presque toutes les branches d'industrie comprises dans l'enquête.

Ce sont des chiffres effarants que le « Troud » tire de cette enquête et qui confirment ce que nous avons dit. Naturellement, la production de marchandises inutilisables représente uniquement un gaspillage de force de travail et de matériel. Ce gaspillage est actuellement pratiqué dans l'industrie soviétique à toute force, censément pour échapper à la faillite de cette industrie. En fait, elle n'en est que précipitée.

Le *Troud*, termine en l'article cité par ces mots :

Tous les faits mentionnés se rapportent à l'année 1928-29. Dans l'année économique courante, on n'a pas à signaler d'amélioration. Dans un certain nombre de branches industrielles (papier, tabac, produits chimiques, etc.), les renseignements sur la qualité des produits fabriqués sont même plus mauvais.

---

1) Reproduit dans *R. S. D.* du 13 février.

J'avais déjà écrit ce qui précède, quand j'ai reçu la R.S.D. du 30 avril, où sont reproduits une série de télégrammes parus dans la « Pravda ». Dans le premier de ces télégrammes, du 10 mars, on se félicite que les ateliers rouges Poutilov aient, non pas seulement atteint, mais dépassé la quotité des tracteurs pour l'agriculture qui leur avait été imposée par l'Etat. Le 1er avril, on annonce le plus net enthousiasme manifesté par les ouvriers des ateliers Poutilov au sujet de ce magnifique résultat. Mais dès le 9 avril, un télégramme de Kharkov dit :

> Les nouveaux tracteurs des ateliers Poutilov arrivés dans les districts d'Ouman et Proskourov ont, d'après les procès-verbaux de réception, des défauts qui en rendent l'utilisation impossible ; les radiateurs fuient, les pistons n'ont pas de garniture, les pas de vis sont faussés ; par suite de la négligence dans l'assemblage des parties, le châssis est complètement disloqué ; la carrosserie est pleine d'ordures et de cassures de métal.

Ce dernier télégramme met en lumière non seulement les effets du surmenage des ouvriers dans l'industrie, mais aussi le genre de livraisons de machines qui est fait aux kolkhoses.

C'est un vieux fait d'expérience, qui ne devrait pas être inconnu des économistes de l'U. R. S. S., que l'on ne peut pas sauver en stimulant simplement les ouvriers une entreprise dont toutes les bases économiques sont entièrement gâtées.

L'effrayante carence de l'industrie russe a causé aussi un recul constant de la production agricole. D'abord, parce que le renouvellement des moyens de travail agricole s'est de plus en plus arrêté, mais aussi pour ce motif, que le paysan a limité sa production quand, en échange de son excédent de produits, il n'a pas reçu de marchandises ou n'en a reçu que d'inutilisables. A mesure que le paysan porte moins de produits au marché, grandit la tendance à lui prendre de force ce dont la ville a besoin, par l'imposition ou simplement en lui prenant ce qu'il ne donne pas de bonne volonté. Cela diminue naturellement plus que jamais l'intérêt du paysan à produire des excédents au delà de ses propres besoins, mais aussi le pousse de plus en plus dans l'opposition.

Pour sortir de cette situation menaçante, il n'y a qu'une issue, si l'on veut maintenir le système des Soviets : substituer aux exploitations paysannes privées de grandes exploitations d'Etat, dont le produit appartienne à l'Etat, dont les ouvriers dépendent complètement du pouvoir de l'Etat. Et comme les gens au pouvoir de la République soviétique sont déjà dans l'eau jusqu'au cou, cela doit se faire tout de suite en quatrième vitesse. Des paysans qui ne cèdent pas volontairement leur terre aux domaines d'Etat, qui refusent d'y entrer volontairement comme ouvriers salariés, doivent simplement y être forcés. C'est l'histoire de l'abeille : « Il faut bien ! ».

Bien entendu, la socialisation de l'agriculture s'exécute en Russie des soviets sous des prétextes tout à fait mensongers, comme tout se fait dans ce paradis des ouvriers.

Violenter les paysans, qui s'en aviserait dans l'Etat ouvrier et paysan ! Non, il s'agit seulement d'écarter du chemin un obstacle opposé aux paysans, qui se lancent à toute force dans les exploitations collectives et veulent joyeusement céder leurs exploitations antérieures. Cet obstacle, c'est le « koulak ».

La domination arbitraire du pouvoir soviétique connaît un moyen bien simple de pallier tous les actes de violence. Elle colle à tout être qui lui déplait une étiquette répulsive, et du coup, n'importe quelle infamie est permise contre lui. Un ouvrier qui garde aujourd'hui absolument les mêmes idées de social-démocrate qu'avait encore Lénine en 1916, est tout bonnement un renégat, un social-fasciste, un social-traître, par conséquent une canaille envers qui tous les moyens sont licites. Un ingénieur ou directeur dans une usine soviétique qui, dans la misère générale, n'obtient pas de bons résultats, est un homme qui sabote l'œuvre de l'Etat prolétarien, un contre-révolutionnaire : au mur !

C'est ainsi qu'à présent tout paysan qui ne s'affilie pas avec ivresse aux nouvelles grandes exploitations est un koulak, le pire ennemi des paysans qu'il y ait. On appelait autrefois « koulaks » les gros paysans qui tiraient profit de

la situation misérable des petits, en leur faisant, dans les circonstances difficiles, des avances pour lesquelles il fallait payer un gros intérêt ou qu'il fallait acquitter en fournissant du travail. Ces usuriers qui, sous le tsarisme, tenaient les paysans en servitude pour dettes continueraient donc encore leur monstrueuse existence dans la Russie d'aujourd'hui, douze ans après la glorieuse Révolution qui a donné aux paysans la terre et le bien-être ! Aujourd'hui séviraient encore de telles détresses dans la paysannerie qu'elle serait contrainte de se laisser exploiter par les usuriers ! Et le nombre de ces usuriers est censément si grand qu'ils règnent sur le village et que de nombreuses « expéditions de choc » d'ouvriers urbains sont nécessaires pour venir à bout d'eux !

S'il en était réellement ainsi, on ne concevrait pas critique plus mortelle de la politique agraire bolcheviste. Mais en réalité, les choses vont autrement. A vrai dire, pas mieux. Il y a au village assez de paysans pauvres: la politique soviétique ruine de plus en plus de paysans. Néanmoins, d'où viendraient aujourd'hui les usuriers? La nature de l'Etat soviétique est sans doute compatible avec l'existence de millions d'ouvriers affamés, mais non de paysans aisés, et encore moins riches. Un paysan riche est hors la loi, non pour ses actes, mais pour son bien. Le qualificatif « koulak » n'est aujourd'hui qu'un fallacieux écriteau mis au cou de tout paysan qui ne veut pas abandonner son petit bien et risquer l'expérience incertaine du passage à l'exploitation collective, parce que celle qu'il a pratiquée jusqu'à présent à titre privé n'est pas encore complètement ruinée.

On ne saurait croire tout ce qui en Russie est aujourd'hui marqué de l'épithète infamante « koulak ». Deux exemples seulement, qui viennent de m'arriver dans le numéro du 17 avril de l'R.S.D., que j'ai déjà cité. Non seulement des paysans, mais même des ouvriers cheminots qui possèdent un lopin de terre sont qualifiés de « koulaks », exclus comme tels de leur syndicat, et expropriés. Un numéro du « Troud » du 9 avril rapporte deux cas. Un ouvrier, Zidorenko, de Berezovka, depuis dix-sept ans à l'usine, possédait avec sa famille (neuf

têtes) un bout de terrain de 14 hectares et demi. Il fut assez prudent pour céder, il y a déjà deux ans, cette terre au soviet du village. Mais enfin, il avait naguère été propriétaire de terre. Peut-être lui était-il arrivé de regretter de l'avoir cédée. Donc, il était « partisan des éléments koulaks »; il fut comme tel exclu du syndicat et une « brigade de choc » fut envoyée dans sa maison, où, ne trouvant rien d'autre à exproprier, elle lui prit la farine qu'il avait achetée à la coopérative. Un koulakiste encore plus sacrilège, c'est un cheminot de Karpovo, qui fut exclu du syndicat comme « propriétaire de maison » et « spéculateur » et puni de la confiscation de son bien. Le fait est qu'il possédait de la terre, 4 hectares 35 centiares et, pardessus le marché, une vache. Il disposait aussi d'une maison; il est vrai qu'elle n'était pas finie. Il travaillait depuis des années à la construire — tout seul — et il logeait en attendant avec sa femme et son enfant dans une chambre. Spéculateur, il l'était aussi, car il avait récolté plus de pommes de terre qu'il n'en avait besoin, et il en avait vendu quelques-unes.

Ces deux cas, nous les apprenons parce que les instances syndicales supérieures les ont examinés et les ont trouvés tout de même trop bêtes. Mais, dit le « Troud » lui-même, il y a une infinité de cas analogues qui n'ont pas donné lieu à examen. Et cela se produit chez des ouvriers. Dans les villages, pour le coup, règne le plus pur arbitraire. Un seul exemple du village, que la « Russie Opprimée » de Paris (12 avril) emprunte à la « Pravda » du 25 mars.

A Ekaterinovo, un pauvre paysan fut « dékoulakisé ». On confisqua chez lui un cheval, sept poules, neuf boîtes d'allumettes et encore quelques petites choses.

C'est par centaines de mille que des paysans ont été dénoncés comme koulaks et expropriés. On ne leur a pas pris seulement leur terre, leur outillage agricole, mais aussi leurs vivres, leurs habits, leurs meubles. Ils ont été jetés dans la misère ou déportés pour le travail forcé dans le Nord, où, en qualité de bûcherons, ils ont froid, ils ont faim et se meurent de misère. Par-ci, par-là, notamment quand les moyens de

transport manquaient, le koulak a été tout simplement fusillé.

Ce sort-là menaçait tout paysan qui osait refuser d'entrer dans une grande exploitation. Ce n'est pas miracle que la presse soviétique ait pu annoncer triomphalement que les paysans se disputaient l'honneur de céder leurs exploitations privées et d'être admis à adhérer aux kolkhoses. Dans beaucoup de régions, c'étaient même presque tous les paysans qui le faisaient, parfois dans l'espace de quelques semaines.

Dans un remarquable article sur « La politique agraire de Staline », P. Garvy rapporte ceci :

En 1927, il y avait dans toute l'étendue de l'Union soviétique 15.000 kolkhozes ; le 1er octobre 1928, leur nombre montait à 38.000. Bientôt les choses allèrent à plein galop.

En effet, au 20 janvier 1930, on comptait déjà 59.000 kolkhoses, et quelques semaines après, le 1er mars, plus de 110.000. Le nombre des exploitations paysannes collectivisées s'élevait, dans ces semaines, de 4 millions en chiffres ronds à 14 millions, plus de la moitié de toutes celles qui existent en Russie.

A la vérité, il n'était pas rare que l'effet fût tout autre. Les koulaks menacés se soulevaient, et ils étaient si nombreux, ils avaient si bien toute la population derrière eux — et même par endroits, des troupes de l'armée rouge se refusaient à marcher contre eux — que Staline fut pris d'inquiétude et, dans sa fameuse circulaire du 15 mars dernier, il interdit tout emploi de la contrainte en matière de socialisation. Mais des décrets ne s'exécutent pas toujours, des pogroms sont plus faciles à déchaîner qu'à arrêter et la situation est si tendue que la fureur contre les koulaks, c'est-à-dire contre toute la paysannerie qui n'est pas encore complètement ruinée et a quelque chose à perdre, peut faire à nouveau explosion d'un jour à l'autre. La méthode qui consiste à piller les producteurs conduit, il est vrai, à l'arrêt de la production, mais elle procure au moins pour commencer aux pillards la possession de quelques produits dont ils peuvent avoir besoin.

Au dernier Congrès (le XVI^e) du Parti communiste de Russie, Staline a dépeint en couleurs enchanteresses le beau tableau de l'agriculture russe de l'avenir. Toutefois, il a dû avouer que, dans le présent, le cheptel avait reculé de la façon la plus inquiétante. Malgré tout, il a proclamé que la « liquidation du koulakisme », la collectivisation de l'agriculture serait intégralement accomplie dans deux ans. On peut encore en voir de belles!

Nous avons vu que, dans les conditions de la Russie actuelle, la grande exploitation agricole est a priori moins rationnelle que la petite. Le manque de machines, d'agronomes bien pourvus de connaissances, d'ouvriers agricoles instruits, gens d'initiative, capables de penser et d'agir, doit forcément gêner beaucoup l'exploitation en grand. Mais la façon dont tout dernièrement la création de grandes exploitations a été forcée a encore fortement augmenté leurs désavantages. Là où l'on en a créé, elles marchent principalement par le travail forcé; elles ne constituent pas une montée à une forme d'exploitation supérieure, mais une rechute à la vieille exploitation par corvées ou à celle des planteurs, avec cette seule différence que le domaine corvéable soviétique est propriété, non d'une famille d'aristocrates de guerre, mais d'une clique d'aristocrates communistes de guerre civile.

Le travail forcé est la méthode de travail la plus irrationnelle qu'il y ait, celle qui, comparée au travail libre, arrive aux moins bons résultats. Ne vont volontairement aux exploitations collectives que les paysans tout à fait pauvres, entièrement ruinés, ceux qui se sont montrés les moins habiles ou les plus incapables de travailler. Ils se réfugient dans les kolkhoses pour devenir des pensionnés de l'Etat. Ce n'est pas eux qui feront jamais faire florès aux exploitations collectives.

A tout cela se joint la furieuse rapidité avec laquelle le régime nouveau est lancé tête baissée sans aucune préparation, et la violence brutale sans laquelle aucune innovation ne se fait en Russie soviétique. Les brigades urbaines de choc, qui doivent inculquer au paysan le goût de la grande exploitation à coups de trique, n'ont pas seulement exproprié les paysans

en meilleure situation, elles ont aussi détérioré beaucoup de leurs instruments, abattu beaucoup de leurs bêtes. D'autre part, bien des paysans, dès qu'ils ont vu que toute résistance à l'entrée dans les exploitations collectives était inutile, ont eux-mêmes abattu et mangé ou bien vendu leur bétail, pensant qu'au kolkhose ils n'en avaient plus besoin. Dans cette Russie par ailleurs si mal pourvue en outillage — tant vif que mort — ont été ainsi anéantis beaucoup de moyens de production dont elle avait un besoin pressant.

Et finalement est encore venue s'ajouter à tous ces dommages terribles l'épouvantable insécurité qui règne sur toute l'agriculture, dont l'avenir ne dépend ni du vouloir ni du pouvoir de ses travailleurs, ceux qui connaissent le mieux les conditions de leur travail, mais des caprices et des besoins momentanés des maîtres, souvent bien ignorants, qui résident au Kremlin. Ce qui pouvait être encore resté d'initiative et de goût au travail dans la population des campagnes est complètement tué par cette insécurité paralysante.

Dans ces circonstances, on voit clairement à quel résultat l'expérience de Staline conduit nécessairement.

En aucun cas la Russie des soviets ne réussira à créer des grandes exploitations viables. Mais cet essai pour les faire magiquement sortir de terre par milliers du soir au matin, a eu pour résultat que les parties les plus saines et les plus productives de l'agriculture paysanne ont été et devaient être frappées à mort. Voilà quel sera le seul effet durable de la révolution agraire. A l'« allure d'éclair » qu'exigerait Staline, on ne peut collectiviser l'agriculture de toute la Russie sans que la marche de sa production soit complètement enrayée.

Dans l'industrie, on peut bâtir de grandes usines à côté des petites sans que celles-ci s'arrêtent pour cela. Quand un tel arrêt se produit, il est la conséquence, et non pas la condition préalable, de la naissance de la grande exploitation. Mais dans un pays dont tout le sol arable est déjà en culture, une nouvelle exploitation agricole en grand ne peut être constituée que si auparavant une série d'exploitations paysannes ont été éliminées. Cela veut dire que le passage de la petite

exploitation à la grande ne peut se faire que peu à peu, non pas en vitesse, et que par endroits, non pas partout, si l'on ne veut voir toute la marche de la production agricole détraquée. Là est une des causes qui expliquent le caractère stable des diverses étendues d'exploitations dans l'agriculture. On peut changer du jour au lendemain des conditions de propriété, non des conditions d'exploitation.

Là où l'histoire nous présente des évictions en masse de paysans au bénéfice d'une grande propriété foncière augmentant rapidement, cela se produit simultanément avec un passage de la culture des champs à l'élevage en prairies, comme cela s'est fait temporairement avec profit en Angleterre et dans le nord-est de l'Allemagne, par suite de la demande croissante de laine de mouton.

Mais c'est tout autrement que se présentent aujourd'hui les choses en Russie, où ce qu'il faut, ce n'est pas diminuer, c'est multiplier le rapport de la culture des champs, si l'on ne veut pas que sa population croissante meure de faim. Dans ma conviction, c'est peut-être par de grandes exploitations rationnelles que ce besoin pourrait être satisfait le mieux. Mais même si les conditions préalables pour cela existaient en Russie, ce qui est loin d'être le cas, la création n'en pourrait se faire que lentement, pas à pas, en supposant la pleine volonté de la population rurale, à la suite d'une soigneuse préparation, sous peine de jeter le désordre dans toute la production agricole. Ces méthodes d'opération pas à pas, je les ai exposées dans mon livre sur « La socialisation de l'agriculture ». Je m'y élevais expressément contre des méthodes comme celles qui sont actuellement suivies dans la Russie des Soviets.

Le prolétariat vainqueur aura toutes raisons de veiller à ce que la production des aliments se continue régulièrement. Une expropriation des paysans jetterait toute cette branche de production dans le désordre le plus insensé et menacerait le régime nouveau de famine. Les paysans peuvent donc être tranquilles. Le fait qu'ils sont économiquement indispensables les garantira contre toute expropriation, sans compter que déjà la plus simple des règles de prudence commande de ne pas se rendre hostile sans nécessité une catégorie aussi considérable de la population (p. 71).

J'estimais alors trop haut l'habileté des communistes. Plus est insensée leur façon d'exproprier les paysans, plus c'est maintenant un simple commandement de prudence pour la social-démocratie de tourner résolument le dos aux méthodes soviétiques et de mettre à nu l'absurdité monstrueuse que cache leur « hardie », leur « gigantesque » expérience, que tant de gens regardaient bouche bée.

Forcément, les conséquences pour tout le peuple russe doivent être terribles. Les énormes déficits de l'industrie soviétique ont été jusqu'ici comblés aux frais de la paysannerie. Elle a dû les payer sous forme de prix exorbitants pour les produits industriels ou d'impôts élevés.

Mais que maintenant l'agriculture aussi soit en carence et en déficit, que restera-t-il pour couvrir celui-ci.

La ruine économique devient alors tout à fait inévitable. Une faillite de l'agriculture se fait bien plus vite sentir qu'une faillite de l'industrie. Un peuple peut supporter longtemps un déclin de l'industrie sans périr ; on peut à la rigueur se tirer d'affaire un bon bout de temps sans vêtements neufs, et mieux encore sans meubles neufs, sans vaisselle neuve, sans maisons neuves pour remplacer le vieux qui est usé. On ne le peut pas sans aliments. Le déclin de l'agriculture veut dire tout de suite famine et finalement mort par la faim. Et en outre, de plus en plus grandira l'opposition de la grande majorité de la population, les paysans, au Parti communiste.

E. — La révolution agraire de 1918

Pendant de longues années, le régime communiste en Russie a paru être inébranlable. Aujourd'hui on entend très nettement, même à l'étranger, qu'il y a des craquements dans l'édifice. Ce n'est pas pour rien que l'Exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste (I. O .S.) s'est sentie, dans sa séance de mai dernier, obligée d'adresser aux ouvriers de Russie un manifeste pour les inviter à sauver la Révolution dans la crise qui vient.

Cela sera sûrement très nécessaire. Seulement, aujourd'hui,

en Russie, il n'est pas si simple que cela d'établir quels ordres de faits nous devons considérer comme révolutionnaires, lesquels comme contre-révolutionnaires. C'est le cas, par exemple, pour l'expérience des kolkhoses si on la considère isolément. C'est bien plus vrai encore si nous comparons cette expérience avec la révolution agraire par laquelle le bolchevisme inaugura son action gouvernementale. La révolution agraire de 1930 est exactement l'opposée de celle qu'il a accomplie ou plutôt laissé accomplir en 1918, le partage des terres de la grande propriété foncière entre les paysans.

Si l'on en arriva là, ce n'est pas en particulier aux bolcheviks qu'on le doit. La grande majorité de l'Assemblée nationale constituante élue à la fin de 1917 se composait de partis qui réclamaient la même chose. Seulement, ils voulaient que cela fût réalisé systématiquement, de façon à prendre en considération avant tout les paysans les plus besogneux.

Les bolcheviks devancèrent l'Assemblée nationale par leur décret de novembre 1917 sur les terres. Tout l'effet qu'ils produisirent ainsi, à la différence des autres partis révolutionnaires, c'est que le partage du sol se fit sans règle, par des pillages et des dévastations.

Cependant, il ne faut pas les en rendre trop responsables. Le pouvoir de l'Etat était branlant, les paysans étaient les maîtres dans les campagnes, ils auraient en tout cas fait ce qu'ils voulaient, quoi que pussent souhaiter les socialistes. Lénine y gagna le pouvoir en se soumettant aux paysans. Dans un petit pays comme la Géorgie, sous une direction menchéviste, l'expropriation de la grande propriété foncière et le partage de ses terres se firent selon des principes déterminés. Mais sur le territoire démesuré de la Russie cela eût été difficilement possible. Les révolutions s'accomplissent rarement à souhait.

Mais, d'un autre côté, on n'est pas non plus autorisé à vanter l'expropriation de la grande propriété foncière et le partage de ses terres comme un fleuron particulier de gloire à la couronne du bolchevisme.

Enfin, quelle que soit la part qu'il a eue à la révolution agraire de 1917 et 1918, l'importance historique de cette révo-

lution ne saurait être estimée assez haut. A. Iougov a parfaitement raison quand il dit, dans son important ouvrage sur « L'économie politique de l'Union soviétique et ses problèmes » (1) :

La révolution a supprimé la situation de parias qui était celle des paysans et leur dépendance semi-féodale de la grande propriété foncière. Elle a par là rempli sa fondamentale mission historique et *en cela consiste la grande conquête de la Révolution russe* (p. 106).

La grande conquête de la Révolution sociale en Russie n'a pas été une mesure socialiste, mais une mesure bourgeoise. Quoique d'une autre manière, dans d'autres conditions historiques, elle a néanmoins suivi dans les campagnes la même route que la Révolution française de 1789.

Les bolcheviks veulent-ils qu'on regarde cela comme leur œuvre révolutionnaire particulière? Au fond, ils n'ont fait dans la question agraire que ce que les autres partis révolutionnaires auraient fait arriver également. Mais qu'est-ce qu'ils y ont fait qui leur soit propre?

Le partage des terres des grands propriétaires fonciers entre les paysans était devenu inévitable. Mais la population paysanne avait tellement grandi, que cette mesure ne suffisait pas à assurer son existence. Elle était devenue beaucoup trop nombreuse pour qu'en continuant la culture extensive du sol sur la superficie donnée, elle pût lui faire rendre autant de produits qu'elle en avait besoin pour se nourrir elle-même et disposer des moyens d'échange contre les produits de l'industrie qu'il lui fallait. Tout le sol de la Russie ne suffisait plus à mettre tout producteur rural en possession d'un domaine paysan suffisant, tant que la culture restait aussi primitive. Nombre d'entre les paysans devaient malgré le partage des terres des grands propriétaires fonciers, rester sans terre, ou les lopins devaient être de si petites proportions qu'il serait impossible d'en vivre, étant donné la culture extensive.

Intensifier la culture était indispensable pour l'achèvement

---

1) *Die Volkswirtschaft der Sowjetunion und ihre Probleme.* — Dresde, Kaden, 1929.

de la révolution sociale dans les campagnes. Cela exigeait une meilleure instruction populaire, et aussi un haut développement de l'industrie, livrant à bon marché aux paysans des outils meilleurs ainsi que d'autres moyens de production, par exemple des engrais artificiels, et enfin une entière sécurité des conditions de propriété. Celle-ci est nécessaire pour le progrès technique. Personne n'édifiera de grands et coûteux bâtiments ou ne se procurera des machines, s'il ne peut espérer en tirer un avantage. C'est une des raisons qui font que la méthode de confisquer les moyens de production comme moyen de les faire entrer dans la propriété commune est économiquement si préjudiciable et condamnable. Pour l'agriculture, la sécurité de la propriété est déjà nécessaire avec une technique très primitive, parce que le paysan ne récolte pas dès qu'il a semé: il lui faut bien des mois pour recueillir le fruit de son travail. Pour les améliorations, c'est souvent plusieurs années. Quand il n'est pas sûr que son bien et sa récolte lui resteront, il se refusera à toute amélioration, il limitera son ensemencement à l'extrême. C'est pourquoi, par exemple, en Turquie, par suite de l'arbitraire des pachas, l'agriculture n'est jamais parvenue à un état florissant.

La grande Révolution française n'a pas seulement donné aux paysans plus de terre, elle a aussi réalisé à un haut degré la plupart de ces conditions nécessaires à l'intensification de l'agriculture. Le régime bolcheviste est, sous ce rapport, resté loin en arrière de la révolution bourgeoise. Sans doute, il a reconnu lui-même la nécessité d'au moins quelques-uns de ces progrès, mais il n'a pas pu les amener, par un manque de moyens qui provenait des chaînes où il tient l'industrie et la population industrielles. L'insécurité permanente des conditions de propriété, elle aussi, est venu non de son caractère révolutionnaire, mais de son caractère autocratique. Nous reviendrons encore là-dessus.

L'instruction, dans les campagnes, est restée presque aussi misérable que sous le tsarisme, parfois même est descendue audessous de ce niveau à cause de la pauvreté de l'Etat. Avec cela, les écoles sont organisées, tout comme autrefois celles du

tsarisme, en vue d'élever non des êtres pensants, mais des sujets soumis et des croyants sans critique ; il n'y a de changé que le gouvernement et les articles de foi. Les écoles ne sont plus des moyens de domination du tsar et de l'Eglise orthodoxe, mais du Parti communiste.

Sur la fourniture des machines, des outils, des engrais, nous avons déjà rapporté quelques faits. Nous n'en donnons qu'un exemple.

D'après les données d'une enquête organisée par le Commissariat du peuple pour l'agriculture, il n'y avait pour 24 millions d'exploitations que 9 millions de charrues et 8 millions de herses. (1)

Le produit des récoltes en Russie par rapport à l'unité de terrain était toujours resté loin derrière celui de l'Europe occidentale. Dans la République des Soviets, il est encore descendu. Le rendement en froment par dessiatine (à peu de chose près par hectare) était en 1913, de 62,2 pouds, en 1928 seulement de 49,5 (1 poud=16 kg 38).

Avec la culture extensive, d'ailleurs, les mauvaises récoltes sont très fréquentes.

Dans les dix années d'existence du gouvernement soviétique, il n'y a eu que trois années de bonne récolte, cinq de mauvaise, deux de famine proprement dite. Et tandis qu'en Europe occidentale la récolte des mauvaises années descend de 5 à 10 %, le déficit de rendement dans les années de mauvaise récolte en Russie est de 20 à 30, et même, les années de famine, jusqu'à 50 % (2).

A l'ignorance et au manque d'outils, engrais, bétail, s'est ajouté encore le caractère capricieux du gouvernement soviétique, qui. n'étant limité par rien, mais acculé par les embarras croissants aux expériences les plus folles et les plus contradictoires, réduit au dernier point le goût du paysan pour son travail et tue complètement ses efforts pour améliorer son exploitation. Car enfin, il a vu quiconque récoltait plus qu'il

(1) Iougov, *L'économie politique de l'Union soviétique*, p. 111.
(2) Même ouvrage, p. 110.

n'en avait absolument besoin puni comme « koulak » ! Aussi la surface ensemencée a-t-elle diminuée.

Ainsi, le partage des terres de la grande propriété foncière aux paysans en Russie depuis 1918 n'a pas pu produire les effets favorables qu'avait eus le renversement de la féodalité en France après 1789. La culture paysanne a rétrogradé de plus en plus. C'est le motif le plus important de l'absurde expérience des kolkhoses que nous avons d'abord considérée, et qui exproprie le paysan au profit de l'exploitation en grand.

Et alors se pose cette question : De tout cela, qu'est-ce qui est à considérer comme révolution qu'on doit sauver de la contre-révolution ?

Le partage des terres entre les paysans ne s'était pas opéré dans des formes très correctes ; mais dans un soulèvement spontané de masses populaires inorganisées tout ne se fait pas avec ordre et méthode. Le résultat final fut un grand progrès. Voilà une révolution sociale réellement considérable. Si une classe ou un parti quelconque en Russie se proposait d'anéantir cette conquête et de rétablir l'état de choses d'avant la Révolution, le devoir du socialisme international serait assurément de marcher résolument contre.

Mais où trouvera-t-on ce facteur contre-révolutionnaire ? Certainement pas dans la classe paysanne elle-même. Il s'y élève bien une opposition sans cesse croissante contre le régime soviétique, mais non contre le partage des terres des seigneurs aux paysans : quand le bolchevisme a soutenu ce partage, il a pu être assuré de l'assentiment enthousiaste des paysans. A lui est dû pour une bonne part sa puissance politique dans les débuts de sa domination.

Mais tout ce que l'Etat soviétique a depuis ajouté à cette révolution sociale et tout ce qui aboutit aux expropriations massives et à l'asservissement des paysans est, avec les entraves mises à l'industrie et le faible développement de l'instruction, fait ou pour arrêter la révolution sociale, ou pour la supprimer directement et la changer en son contraire. Si les débuts du régime soviétique dans les campagnes constituent une révo-

lution, l'action ultérieure qu'il y a menée doit de plus en plus être considérée comme une contre-révolution.

C'est contre cette contre-révolution que les paysans s'élèvent.

Eh bien, de quel côté devons-nous nous mettre en Russie, si nous voulons sauver la Révolution menacée et repousser la contre-révolution ?

2. La révolution sociale dans l'industrie

A. — La politique sociale de la Révolution

Nous pouvions, dans les pages précédentes, constater que, par contraste avec la Révolution française de 1789, la Révolution russe après 1918 a apporté non un progrès, mais une décadence progressive à l'agriculture paysanne, ce qui a conduit à l'erreur des kolkhoses.

Le véritable salut de son agriculture consiste pour la Russie à élever la capacité de rendement de son industrie, qui seule peut fournir les moyens d'une culture plus intensive du sol.

Là est la racine du mal. Mais comment l'extirper?

Considérons les caractères particuliers de l'industrie en Russie soviétique.

La guerre mondiale n'a pas seulement amené la chute du tsarisme, mais celle aussi des trois grandes monarchies militaires de l'Europe occidentale. Dans tous ces pays, elle a fini par une révolution politique qui a porté les partis prolétariens au gouvernement de l'Etat. Par cette révolution, la classe des travailleurs salariés a bénéficié d'importantes améliorations dans son état d'existence: la journée de 8 heures, le commencement d'une démocratie dans l'usine par l'institution de Conseils d'exploitation, ainsi que l'assurance contre le chômage. Chacune de ces innovations a beaucoup favorisé les syndicats, et d'autre part a elle-même encore augmenté en partie la nécessité de syndicats forts si elles doivent recevoir leur pleine application.

Il y a bien des prolétaires, notamment parmi les communistes, à qui ces conquêtes paraissent trop peu de chose pour être comptées comme conquêtes révolutionnaires. Elles en sont pourtant, d'abord parce qu'elles ont été l'œuvre d'un boule-

versement politique, ensuite parce qu'elles n'ont pas été, comme d'ordinaires les réformes sociales, faites graduellement, pas à pas, mais d'un coup. Et si on les compare, non pas à l'image idéale de l'Etat futur auquel nous tendons, mais à l'état de choses antérieur, il est impossible qu'on déprécie l'importance de ces résultats de la révolution. Elles n'ont guère moins amélioré la situation du salariat que ne l'a fait, par exemple, la suppression des entraves corporatives dans la Révolution française.

En Russie, la révolution a apporté aux ouvriers les mêmes conquêtes dont nous parlons ici. Si un bouleversement politique devait amener au gouvernail un parti qui voudrait faire perdre aux ouvriers ces fruits de la révolution, ce serait à coup sûr une contre-révolution et appeler à la combattre serait notre devoir. Mais, pour le moment, on ne voit là-bas personne qui travaillerait à rendre pire la situation des ouvriers, si ce n'est les gouvernants soviétiques. Eux, ils y travaillent depuis longtemps déjà.

Mais n'est-ce pas une calomnie de malintentionnés ? N'ont-ils pas remplacé la journée de huit heures par la journée de sept heures ? N'y a-t-il pas là un grand pas au delà de la mesure atteinte dans les pays capitalistes ?

C'en serait un, certes, si réellement à la place de la journée de huit heures celle de sept heures s'était établie. Mais cela n'est pas le moins du monde. Ce n'est pas « la journée » de sept heures qui a été introduite, c'est « l'équipe » de sept heures. Et c'est tout autre chose.

J'ai déjà indiqué les réserves à faire sur les sept heures de travail de nuit comme institution permanente. Mais dans l'innovation accomplie en Russie, ce n'est pas cela qui est le pire. On s'attendait généralement que chaque période de travail serait occupée par une équipe particulière. Là où antérieurement deux équipes travaillaient chacune huit heures, le nombre des ouvriers serait, à l'avenir, pour occuper la troisième période de sept heures, augmenté d'un tiers. En réalité, il n'est pas question de cela. Comment a-t-on fait ? Voici un seul exemple entre beaucoup, la filature et tissage de Naro-Fomin.

Les ateliers comprenaient avant le passage à la journée de sept heures 6.577 ouvriers; après son introduction, on a embauché 1.169 travailleurs, et au 1er octobre 1928, le personnel total se montait à 8.046 personnes. Mais, au 1er octobre 1929, il n'y avait plus que 7.363 ouvriers, et en novembre plus que 6.558, soit un peu moins qu'avant le passage à la journée de sept heures.

Ce cas, et d'autres analogues, ont été indiqués par l'organe du Conseil supérieur économique, « Za Industrialisaziiou » (31 janvier 1930). (1)

Ainsi, l'on avait trouvé qu'avec l'équipe de sept heures on n'avait pas besoin de plus d'ouvriers qu'auparavant et on a licencié les nouveaux embauchés. Dans d'autres usines qui sont passées plus tard à l'équipe de sept heures, on a mis à profit ces expériences et, dès le début, on n'a pas augmenté le nombre d'ouvriers.

Le résultat est que le même nombre d'ouvriers doit maintenant, sur les 24 heures, en trimer 21 au lieu de 16, chacun individuellement 10 heures et demie au lieu de 8. Leur labeur est augmenté, non diminué.

Il y a d'autres méthodes encore pour tirer des ouvriers plus d'heures de travail, mais fournir d'autres détails à ce sujet nous entraînerait trop loin.

La période de travail de sept heures avait été saluée comme un moyen de remédier à l'épouvantable chômage. Elle ne l'a pas réduit le moins du monde. Le manque de travail est un fouet pour le prolétariat dans l'Etat soviétique aussi bien que dans les Etats capitalistes.

Mais n'y a-t-il pas au moins de quoi faire honte à ces derniers dans l'assurance contre le chômage en Russie ? Voyons :

Dans le dernier rapport annuel 1928-29 le secours mensuel moyen pour un chômeur (secours familial compris) était compté 14,84 roubles, le gain moyen d'un ouvrier d'industrie étant de 74,33 roubles. Ainsi le chômeur assisté recevait 20 % d'un salaire moyen. Voyez à ce sujet l'article de S. Schwarz,

1) Reproduit dans *R. S. D.* du 6 février dernier.

paru en allemand le 13 février 1930 dans R.S.D. : « Le Komintern, l'U. R. S. S. et la lutte contre le chômage ».

Une somme de 15 roubles représente nominalement 30 marks (ou 180 francs actuels), mais en réalité beaucoup moins, la puissance d'achat du rouble en Russie ayant beaucoup diminué par suite de l'inflation de ces dernières années. Ainsi, le chômeur assisté recevait là-bas l'année dernière moins pour un mois qu'en Allemagne pour une semaine.

Avec de pareilles sommes, les chômeurs ne doivent pas aller bien loin. Et pourtant, heureux celui qui a part à ces secours. On compte qu'en 1928-29, 713.500 chômeurs avaient été assistés.

Officiellement, on donne un nombre supérieur : 853.700; mais S. Schwarz démontre dans l'article déjà cité qu'il y en a eu bien moins. D'ailleurs, même le nombre donné officiellement est bien inférieur au nombre des chômeurs enregistrés, puisqu'on en comptait officiellement pour 1928-29 une moyenne annuelle de 1.223.700. Il n'y en aurait donc eu, selon les calculs officiels, que 70 % de secourus, en réalité bien moins encore.

Or, pour l'année courante, ces chiffres ont encore baissé. Avec les ressources prévues pour cette destination, on ne pourrait plus secourir que 541.600 ouvriers en chômage!

Et en outre, tous les chômeurs sont loin d'être enregistrés. Un fort grand nombre sont repoussés par les offices de placement et, ne figurant pas sur les registres, ils n'existent tout simplement pas pour la politique sociale de la Russie.

Sans livret de syndiqué, on ne peut ici (en Russie soviétique) trouver de travail. Mais d'autre part, il est presque impossible au chômeur de devenir membre d'un syndicat. Il dépend du syndicat de donner au chômeur un livret ou du travail, ou de le laisser mourir de faim. (1)

Dans un article du « Bulletin économique » publié en russe à Prague (2) sur le chômage, le nombre des chômeurs en

---

1) Th. Dan, La *Russie des soviets telle qu'elle est.* (Prague, 1926) page 81.

2) Reproduit dans *La Russie opprimée*, 24 mai 1930.

Russie dans l'année 1928-29 est compté pour 2.912.800, par conséquent près de 3 millions, sur 12 millions de travailleurs salariés.

D'après cela, il y aurait donc eu presque un quart de chômeurs. L'année dernière, le chômage aurait diminué. Pour combien de temps?

Mais si désespérée que puisse être la situation des chômeurs dans la Russie d'aujourd'hui, bien pire que dans plus d'un Etat capitaliste en Europe, et à quelque point qu'elle puisse empirer d'année en année, les hommes qui travaillent ne sont-ils pas au moins en meilleures conditions? Certes, pas au point de vue du temps de travail, nous l'avons vu. Mais les Conseils ouvriers ne dirigent-ils pas la marche de la production et les syndicats ne sont-ils pas dans la Russie des Soviets plus puissants que n'importe où dans le monde?

Le fait est qu'à peu près tout homme qui a du travail est membre de son syndicat, ne serait-ce que par la raison que je viens d'indiquer, parce qu'il n'obtient du travail qu'en en étant membre. Mais le syndicat en Russie soviétique n'a de commun que le nom avec ceux d'autres pays.

La Révolution de mars 1917 avait apporté aux ouvriers la pleine démocratie et avec elle la possibilité de constituer de grands syndicats. En même temps étaient nés aussi les Conseils d'ouvriers, aussi bien comme éléments tant de force politique que de force économique. Ils l'étaient grâce à la Révolution « démocratique », et ils existaient comme tels avant l'avènement du bolchevisme. Ce n'est pas à lui qu'ils ont dû leur puissance, mais au rebours, ce sont eux dont la puissance, avec celle des soldats et matelots de Pétrograd — qui n'était pas encore Léningrad — fut ce qui aida le bolchevisme à se mettre en selle.

Mais une fois que celui-ci se sentit bien assuré dans sa nouvelle position, toute organisation libre dans l'Etat qu'il ne pouvait pas diriger bureaucratiquement lui devint désagréable. Celles dont il ne pouvait pas se servir ou qui lui résisteraient furent brisés. Celles dont il avait besoin, parce qu'il s'était

élevé sur leurs épaules, il chercha à se les rendre dociles. S'il y réussissait, elles avaient le droit de continuer d'exister.

Cela s'applique aux syndicats, aux coopératives, aux Conseils d'ouvriers. Ils existent et agissent jusqu'à l'heure qu'il est, ils jouent un grand rôle en Russie. Mais si, sans se laisser abuser par le maintien des noms, on y regarde de plus près, on s'aperçoit que toutes ces institutions sont aujourd'hui le contraire de ce qu'elles étaient à l'origine: ce ne sont plus des organisations indépendantes pour la garantie des intérêts d'ouvriers libres, mais des instruments soumis de la bureaucratie d'Etat et du Parti communiste régnant, qui insstalle leurs chefs et prescrit le résultat de leurs délibérations. Quiconque parle dans une des réunions contre le système régnant ou bien se présente dans une élection comme candidat d'opposition cesse d'être un homme libre. Le lendemain, la police politique lui met la main au collet et il peut s'estimer heureux s'il n'est qu'expédié aux îles Solovietsky dans la Mer glaciale et non immédiatement collé au mur.

Syndicats et Conseils d'ouvriers ne sont plus que des auxiliaires dociles du gouvernement; leur fonction ne consiste plus à adapter le plus possible la marche de l'exploitation de l'usine à l'intérêt des ouvriers, ils doivent au contraire de plus en plus faire accepter et imposer aux ouvriers tout ce qui rend l'exploitation pire, prolongation du temps de travail, intensification du travail, réductions de salaires, etc.

Voilà ce que sont devenues les conquêtes de la Révolution en politique sociale. Et alors, nous sommes autorisés à poser encore une fois la question : Où trouve-t-on dans ce domaine la révolution et où, la contre-révolution? Qu'est-ce qui est la contre-révolution dont la Révolution est menacée et contre quoi nous devons la sauver?

B. — L'abolition de la propriété individuelle des moyens de production

Mais qui donc fera grand état des résultats de la politique sociale? En somme, ce ne sont que de pitoyables réformes. Ce n'est pas sur ce terrain que la Russie des soviets

a rivalisé avec les Etats capitalistes, c'est sur une véritable révolution sociale. Là, elle peut montrer des œuvres qu'aucun autre Etat n'a osé aborder. Et même la Révolution russe « bourgeoise » de 1917 en a eu peur. Elles sont uniquement et exclusivement dues au bolchevisme.

A la vérité, la révolution démocratique aurait aussi bien que la révolution bolcheviste exproprié la grande propriété foncière. Par contre, l'expropriation du capital, de tout capital quelconque, en trois coups de cuiller à pot, il n'y a eu pour l'oser que le Parti communiste victorieux. Et la révolution démocratique donnait sans doute aux propriétaires la liberté de se rassembler en syndicats et Conseils d'ouvriers puissants. Mais la toute-puissance dans l'Etat ne leur a été donnée que par le Parti communiste victorieux. C'est proprement la révolution sociale que celui-ci a accomplie. C'est elle qui est menacée par la contre-révolution s'il tombe. — Ainsi parlent les bolcheviks.

Alors la question se pose : Est-ce là la Révolution que nous aussi, les socialistes, devons défendre contre la contre-révolution ?

Le manifeste de l'I.O.S. déclare ceci :

Une victoire de la contre-révolution serait une catastrophe, non seulement pour les peuples de l'U. R. S. S., qui seraient frustrés des fruits de leur grande Révolution, non seulement pour la classe ouvrière de l'Union soviétique, dont la lutte héroïque n'aurait servi à rien, mais encore pour le mouvement ouvrier, pour la démocratie et pour la paix du monde.

Sommes-nous maintenant arrivés à ces « fruits de la grande Révolution » qui sont si infiniment précieux que leur suppression par une contre-révolution serait une immense catastrophe même pour la démocratie et la paix du monde ?

On ne saurait douter, en tout cas, que les domaines maintenant en question caractérisent spécifiquement l'Etat bolchevik et que ce qu'il a créé dans ces domaines est menacé si la toute-puissance du communisme vient à cesser.

Il prétend exécuter le programme propsé par Marx et Engels portant ces revendications : Conquête du pouvoir politique par le prolétariat et socialisation des moyens de pro-

duction, pour le moins de ceux qui sont aujourd'hui propriété privée capitaliste.

L'un et l'autre sont aussi le but de la social-démocratie. Il est vrai que nous n'avons pu être d'accord avec la méthode que le bolchevisme a appliquée. En quelques coups il a fait passer tous les centres de production industrielle de la Russie, hors les tout petits, dans la propriété de l'Etat.

Or, il est certes possible d'accomplir d'un coup un simple changement de propriété. Mais cela seulement à condition que dans l'exploitation industrielle elle-même rien ne soit changé, que tout reste comme il était. Si la socialisation ne changeait rien que de mettre le nom de l'Etat à la place de celui du ci-devant propriétaire, cela pourrait assurément se faire tout de suite pour toutes les usines sans aucune difficulté.

Cependant, il s'en pose une déjà dans le cas où le ci-devant propriétaire était aussi le directeur de l'entreprise, comme c'était la règle jusqu'à l'avènement des sociétés par actions. Déjà la transformation d'une entreprise privée en exploitation par actions n'apparaît pas toujours avantageuse, elle est liée à certaines conditions préalables et doit toujours être soigneusement préparée.

Il en est de même de l'étatisation d'un établissement. Des conditions de propriété peuvent être changée d'un coup, mais non des conditions d'exploitation. Les changer à fond subitement sans préparation produit dans tous les cas des perturbations profondes, et peut souvent mener l'exploitation à la ruine.

C'est vrai dans une mesure particulièrement forte de toute transformation du fonctionnement d'une entreprise qui se lie à la socialisation. L'entreprise ne doit plus servir, comme entre des mains capitalistes, à procurer du profit, mais à répondre le mieux possible aux besoins du consommateur et au bien-être de ceux qui y travaillent. Les résultats en doivent satisfaire, non plus les capitalistes, mais les consommateurs et les trvaailleurs. Cela représente des modifications profondes dans la situation des ouvriers et dans la part prise par eux à la direction de l'entreprise, mais aussi dans la politique de placement des produits.

Tout veut être bien préparé. D'ailleurs, une transformation de ce genre n'est pas possible pour toutes les branches de production, pour toutes les entreprises, pour tous les personnels ouvriers. Si une partie des exploitations peuvent être socialisées immédiatement, il est nécessaire que d'autres continuent temporairement à produire selon le mode capitaliste. Mais leurs propriétaires ne le feront pas, s'ils courent le risque de voir un beau jour leurs entreprises confisquées.

Pour que la marche de la production puisse se continuer sans trouble, malgré une socialisation entamée, il est de nécescité urgente qu'on prépare celle-ci avec soin, qu'on l'entreprenne par échelons, et qu'on indemnise les capitalistes expropriés de leur moyen de production, non pour leur faire plaisir, mais parce qu'un arrêt complet de la marche de la production représente la plus effroyable misère, ordinairement pour les travailleurs plus encore que pour les capitalistes.

Les chefs du bolchevisme se sont montrés si dénués de tout coup d'œil économiquement, qu'ils ont été aveugles à cet égard. Ils ne peuvent pas dire que nous autres socialistes ne l'avons reconnu que plus tard, grâce à leurs expériences. J'ai traité ce sujet il y a près de trente ans déjà, en 1902, dans ma brochure sur « La Révolution Sociale », chapitre intitulé : « Confiscation ou indemnité ». (1)

Il se peut que la méthode de confiscation générale de toutes les usines ait été, dans les premiers mois du régime bolchevik, aussi inévitable que le procédé correspondant à l'égard de la grande propriété foncière. Peut-être les prolétaires arrachés à leurs chaînes par la chute du tsarisme étaient-ils assez indisciplinés et ignorants pour ne pouvoir être acquis à des formes de socialisation mieux entendues. Il est certain que les bolcheviks ont dû alors leur montée au pouvoir à cette circonstance, qu'ils disaient Oui et Amen à tout ce que voulaient les masses, que ce fût raisonnable ou non. Cependant, on peut voir par les écrits

---

(1) Traduction Léon-Rémy. Paris, Rivière, 1912, pages 145-150, 12e édition 1921).

de Lénine qu'il ne pressentait à aucun degré la grandeur des tâches qui s'ouvraient devant lui et croyait qu'on pouvait se rendre maître des problèmes les plus difficiles en se jouant.

C'est ainsi qu'on en vint à nationaliser tous les centres de travail à l'exception de l'agriculture.

Méthode assurément toute barbare, primitive, qui montre à quel point les choses étaient peu mûres. Inévitable, la méthode pouvait bien être, mais ce qui ne l'était pas, c'était les espérances que les bolcheviks y attachaient et qu'ils prônaient comme leur grand exploit. De cela, ils sont exclusivement les responsables.

Mais le socialisme à un degré supérieur de développement a beau devoir répudier cette méthode, il ne va pas de soi qu'il en soit de même du résultat. L'étatisation de l'appareil total — à de minimes exceptions près — de production industrielle est, c'est un fait, accomplie en Russie. Est-ce qu'il n'a pas ainsi dépassé de loin touts les autres pays dans la voie du socialisme ? N'est-ce pas là cette révolution dont la défense contre toute contre-révolution est aujourd'hui le devoir de tout le prolétariat socialiste, de toutes ses organisations, à quelque école qu'elles puissent appartenir ?

Il y a là une grossière méprise qu'Engels repoussait déjà en 1878, il y a plus d'un demi-siècle, et qui néanmoins retrouve toujours volontiers à s'infiltrer chez des socialistes qui ne sont que superficiellement éduqués : c'est l'idée que toute étatisation d'une industrie est du socialisme. Dans son livre : « M. Eugène Dühring bouleverse la science », il est dit :

On a vu dernièrement apparaître, depuis que Bismarck s'est mis à étatiser, un faux socialisme qui, dégénérant même çà et là en un brin de servilité, déclare d'emblée socialiste *toute* étatisation, même celle de Bismarck. Certes, si l'étatisation du tabac était une mesure socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Quand l'Etat belge, pour des raisons politiques et financières absolument terre-à-terre, a construit lui-même ses principales lignes de chemin de fer, quand Bismarck a, sans aucune nécessité économique, étatisé les principales voies ferrées de la Prusse, tout simplement pour être à même de les organiser et exploiter mieux en vue de la guerre,

pour faire des employés de chemins de fer un bétail électoral au service du gouvernement, et surtout pour se procurer une nouvelle source de revenus indépendante du Parlement, ce n'étaient pas le moins du monde des mesures socialistes, ni directes ni indirectes, ni consciemment ni inconsciemment. (1)

Seule la façon d'utiliser les exploitations d'Etat décide si l'étatisation est dans le sens du socialisme ou non. Celui-ci veut bien-être et liberté pour le peuple travailleur. Quand cette fin est favorisée par une étatisation, nous devons marcher pour. Une étatisation qui éloigne de ce but doit rencontrer notre opposition.

Maintenant, les mesures de socialisation en Russie soviétique étaient certes fondamentalement différentes de celles de Bismarck, et a priori socialistes en ce qu'elles émanaient du prolétariat et étaient prises dans l'intention d'accroître son bien-être et sa liberté. La seule question est de savoir si on y a réussi à réaliser cette intention et ce qui en est effectivement sorti.

La liberté ne manqua pas tout d'abord aux ouvriers dans les entreprises étatisées de la Russie. Lénine et ses hommes avaient crié aux ouvriers salariés : Emparez-vous des usines et des mines ! Exploitez-les à votre gré. Vous avez assez de cervelle en tête pour vous y entendre. Ce n'est pas si difficile!

Au fond, l'idée était du pur bakounisme. Le tantinet de marxisme qu'y amalgamait Lénine n'améliorait pas la chose. D'après la conception anarchiste, les fabriques devaient appartenir aux ouvriers qui y travaillaient. Cela, Lénine ne le voulait pas. Elles devaient être propriété de l'Etat, mais être librement gérées par les ouvriers. Autrement dit, on donnait aux ouvriers, en plus de la pleine liberté anarchiste, la perspective que l'Etat leur paierait leurs salaires. C'était encore plus beau que le régime d'anarchie, sous lequel il n'y avait pas d'Etat pour se préoccuper des salaires.

L'usine Poutilov reçut pour une période déterminée 96 millions de roubles de subvention de l'Etat; 66 millions furent

(1) Note du ch. 2 de la IIIe partie. Traduction de Bracke, à paraître dans les œuvres de Frédéric Engels (A. Costes, éditeur).

employés en salaire, la valeur totale de la production n'atteignant pas la somme de 15 millions. (1)

Les ouvriers trouvèrent en effet que la tâche de faire marcher une usine était la chose la plus simple du monde. Les bolcheviks avaient mené leur propagande, pour la rendre vraiment populaire, d'une façon excessivement primitive et grossière, prêchant l'Evangile de la main calleuse de l'ouvrier, qui, dans l'élément arriéré de la classe ouvrière russe — et c'en était la grande majorité — trouvait un public au surplus très naturellement préparé. Non seulement les capitalistes, mais encore les employés furent considérés comme des « maîtres » gênants et des frelons superflus, et chassés, quand on ne les assomma pas sur l'heure.

La masse des ouvriers russes était dépourvue de tout savoir, mais aussi de toute discipline volontaire, indispensable si l'on veut qu'une grande exploitation continue à produire avec succès sans pression capitaliste. Le meilleur moyen d'inculquer aux masses ouvrières cette éducation et cette discipline, ce sont les syndicats, ordinairement supérieurs en cela aux partis socialistes, qui, la plupart du temps, ne réussissent pas au même degré à englober la grande majorité des ouvriers. Les syndicats n'ont pas seulement des tâches pour le présent. Des années de mouvement syndical intensif constituent aussi la condition indispensable pour l'éducation de l'élément humain qui seul sera en état de remplir en une discipline volontaire le devoir qui lui incombe dans la marche de la production.

Le tsarisme n'avait pas laissé se produire en Russie un mouvement syndical fort. Aussi la plupart des ouvriers salariés y manquaient-ils complètement de ces conditions préalables sans lesquelles il est impossible qu'une libre exploitation en grand donne de bons résultats.

Toutefois, même la plus grande discipline syndicale ne supprimera jamais la nécessité d'une direction de l'entreprise. Et cette direction est plus nécessaire encore pour la circulation

1) Dr. Gawronsky, *Le bilan du bolchevisme russe* (en allemand) Berlin, 1919, p. 68.

que pour la production. La technique de l'usine, l'ouvrier s'en tirerait au besoin. Mais il ne peut continuer à produire sans un apport incessant de matières premières et auxiliaires, ainsi que d'outils et machines neufs quand il y en a d'usés. D'autre part, les ouvriers de l'exploitation ne peuvent pas vivre de ses produits. Il leur faut les écouler en échange des moyens d'existence dont ils ont besoin ou contre de l'argent pour acheter ces moyens d'existence.

On a beaucoup parlé de « gestion méthodique » pour régler tout cela. Mais comme la nationalisation se faisait chaotiquement, sans préparation, sans plan, et comme en même temps on chassait des entreprises précisément les éléments qui eussent seuls été capables d'apporter un peu de méthode dans l'approvisionnement et dans le placement des produits, tout l'appareil de production fut bientôt dans un désordre affreux. Il était menacé d'arrêt complet.

Iougov, dans son ouvrage déjà plusieurs fois cité, « L'économie politique de l'U.R.S.S. », donne, d'après des données officielles, les chiffres suivants sur la production brute de la grande industrie russe (calculés en prix d'avant guerre).

Elle donnait comme montant :

Années	*Roubles*	*en pourcentages par rapport à 1913*
1913	5.621.000.000	100
1916	6.831.000.000	121
1917	4.344.000.000	77
1920-21	981.000.000	17

Iougov ajoute :

> Dans certaines branches d'industrie, la production était presque complètement arrêtée. Ainsi la fonte du minerai de cuivre était ramenée à 0,001 %, l'exploitation des mines à 1,7 %, la production de fonte de fer à 2,4 %, celle des matériaux de construction à 2 à 3 % (p. 37).

Comme causes de cette désorganisation de l'industrie, Iougov indique « la guerre, la Révolution, la guerre civile et l'étatisation violente ».

Il ne ressort pas des chiffres un préjudice catastrophique porté à l'extension de la production par la guerre. Une révo-

lution représente naturellement toujours un trouble dans la production, mais même la révolution démocratique n'accusait pas encore — si les chiffres sont exacts — un recul catastrophique de l'industrie. Il se produisit dans la période de la guerre civile et de l'étatisation « violente », c'est-à-dire précipitée, chaotique, anarchique...

L'industrie menaçait d'arriver à l'arrêt complet, et cela dans le plus bref délai, s'il n'était énergiquement mis un terme à son état d'anarchie. Les bolcheviks avaient, par la dissolution de l'Assemblée nationale constituante, amené la guerre civile et y étaient restés vainqueurs. Ce qui antérieurement ne les avait pas le moins aidés à conquérir le pouvoir politique, c'était d'avoir achevé de pousser l'armée, déjà profondément ébranlée par des années de guerre sans succès, à la désorganisation complète, à la débandade. Mais maintenant, dans la guerre civile, ils réussirent à créer une nouvelle armée, strictement disciplinée, qui vint à bout des bandes des généraux des «gardes blanches » contre-révolutionnaires. La masse des paysans et des ouvriers se mit pour cela du côté des bolcheviks, parce que dans les rangs des gardes blancs prédominaient les éléments qui voulaient abolir non pas seulement le bolchevisme, mais toute la Révolution depuis mars 1917.

La mise sur pied de cette armée est une des œuvres les plus étonnantes de l'histoire du monde, d'autant plus étonnante que l'esprit animateur ne fut pas un spécialiste militaire, mais un civil, et pas même un civil à qui sa profession eût donné à faire un travail pratique d'organisation, mais un écrivain de cabinet, Trotzki. Il est vrai qu'il se fit aider par les généraux tsaristes, comme Garvy l'explique dans son livre sur le militarisme rouge.

Le bolchevisme avait toujours été une conjuration sur le modèle blanquiste, bâtie sur une obéissance aveugle des membres envers leurs chefs autocrates. En cela, le bolchevisme se rencontre avec le militarisme. C'est pourquoi tous ses succès ont lieu dans des domaines où des méthodes militaires sont applicables.

Après avoir triomphé de l'anarchie militaire par la créa-

tion d'une armée à la discipline de fer, le bolchevisme entreprit de triompher encore par les mêmes moyens de l'anarchie dans l'industrie étatisée.

Comme quelquefois déjà auparavant et si souvent depuis, le bolchevisme, cette fois encore, sauta sans transition d'un extrême à l'autre. De la liberté illimitée dans l'usine, il passa à la discipline la plus rigoureuse, et même souvent à une militarisation en forme.

Sans doute Lénine n'alla pas aussi loin que le voulait Trotzki. En tout cas, on imposa aux ouvriers une discipline à grande portée et, c'est le point décisif, en les subordonnant à des fonctionnaires, non pas élus par eux ou pour le moins sous leur influence, mais nommés d'en haut, par les détenteurs du pouvoir de l'Etat.

Les choses marchent de plus en plus ainsi depuis ; de plus en plus tous les hommes de confiance élus par les ouvriers qui pouvaient avoir leur mot à dire dans l'exploitation sont remplacés par un personnel directement nommé ou imposé aux ouvriers par le pouvoir de l'Etat. Cela s'étend même aux syndicats et aux coopératives, nous l'avons vu.

Ce sont des fonctionnaires de l'Etat qui dirigent maintenant la production. Mais souvent ce sont des hommes qui n'ont pas la confiance du pouvoir. La Révolution s'y est pris trop brutalement avec les anciens employés pour qu'ils aient pu prendre beaucoup d'enthousiasme pour elle. Et même ceux qui se sont pliés à l'inévitable ont été regardés avec méfiance. Pourtant, on n'avait pas de choix. Sans eux, on ne pouvait pas produire. On a dû leur donner des postes de direction.

Autant que possible, on a naturellement essayé de mettre à côté de ces éléments hérités de l'ancien régime des communistes pour les charger de la direction. Mais se tiendraient-ils indemnes de toute corruption et de toute présomption à quoi leurs fonctions pourraient les induire ?

Une forte démocratie dans l'usine et dans la vie politique pouvait empêcher cela, pouvait faire qu'aucune défaillance ne restât cachée, que toutes fussent aperçues. Mais le bolchevisme s'est engagé dans une opposition de plus en plus forte à la

démocratie. Il a tendu à l'omnipotence dans tous les domaines de la vie publique. Cela était incompatible avec la démocratie, cela exigeait les mêmes moyens que s'était déjà donnés l'absolutisme monarchique : une armée et une bureaucratie qui furent assujetties à la discipline la plus stricte. Par ces deux moyens, toute la population est soumise et menée en laisse.

Un silence complet imposé par la force au peuple rend très malaisément possible de porter au jour les fautes des dirigeants. Un régime autocratique se voit donc toujours obligé de mettre à la place du contrôle par le public des organes spéciaux de contrôle, qui doivent à leur tour être contrôlés. Il en résulte une éternelle défiance et un espionnage incessant, conduit par une police qui partage avec le bon Dieu les qualités d'omniprésence et d'omnipotence, mais non pas celles d'omnipatience et d'omniscience.

Le système soviétique qui, de la politique, transporte encore les méthodes de l'absolutisme monarchique dans l'industrie, augmente de plus en plus les pouvoirs des directeurs d'usine à l'égard des ouvriers, mais en même temps soumet aussi de plus en plus ces mêmes directeurs à une surveillance et à une contrainte continuelles par des hiérarchies politiques et économiques qui leur rendent impossibles toute initiative, toute démarche indépendante. Un énorme appareil bureaucratique est édifié, afin de surveiller les personnes chargées de fonctions directives dans l'appareil de production. Mais en fait, le seul résultat est la paralysie complète de ces personnes et de cet appareil.

Ce nouveau système d'absolutisme bureaucratique appliqué par le gouvernement dans l'industrie ne se révèle pas pernicieux aussi vite que le précédent, l'anarchie. Il produit des résultats meilleurs étant donné l'état de l'« âme » prolétarienne en Russie. Mais ces résultats « meilleurs » sont seulement des résultats moins mauvais, non pas bons. L'effet n'en est pas aussi rapidement destructeur. Néamoins, quoique plus lentement et d'une autre manière, ils ne ruinent pas moins irrésistiblement l'industrie russe. Ils ne la désorganisent pas, mais ils l'étouffent dans une étreinte de fer.

Tandis que dans tous les pays capitalistes, les ravages de la guerre ont été depuis longtemps réparés et que la productivité de l'industrie s'est fortement accrue, l'industrie de la Russie, malgré la cessation des guerres mondiale et civile, malgré les dix années de paix dont a joui la Russie, n'a dépassé le stade d'avant guerre que tout dernièrement. Et quand elle a réussi par des stimulants extraordinaires, comme celui du plan quinquennal, à augmenter numériquement sa production, cela s'est fait la plupart du temps aux dépens de la qualité, comme nous l'avons vu.

Bien entendu, la statistique ne permet pas de saisir à quel point l'augmentation de la quantité produite est compensée par la baisse de la qualité. Mais une chose est certaine : l'extension de la production n'est réalisée que par des méthodes qui rabaissent de plus en plus le goût et la capacité de travail des ouvriers qui, par conséquent, ruinent le facteur le plus important de la production, la main d'œuvre. A cela, les chiffres éblouissants des statistiques de Staline ne changeront rien.

Mais cela représente, en présence de l'accroissement rapide de la population, une incapacité croissante de l'industrie russe à satisfaire les besoins du pays. Cela représente son appauvrissement croissant.

C'est à cet appauvrissement, non à un manque de bonne volonté, qu'il faut s'en prendre si rien n'a été réalisé de ce que les hommes au pouvoir soviétique se sont proposé. C'est avec des plans grandioses qu'ils se mirent à l'œuvre lorsqu'en 1917 ils arrivèrent au pouvoir par surprise. Ils étaient tout pleins du programme socialiste qu'ils avaient en commun avec nous. Si les social-démocrates de l'Europe occidentale ne l'avaient pas encore exécuté, les bolcheviks mettaient cela au compte de leur trahison et de leur lâcheté, quand ce n'était pas de leur basse complaisance envers la bourgeoisie. Eux, ils allaient maintenant montrer au monde ce que c'est qu'une révolution sociale, quels miracles elle est capable de faire.

Ils avaient les meilleures intentions, ils avaient des plans magnifiques. Mais tout cela a échoué contre l'impuissance de

l'industrie étatisée. Voilà, en dernière analyse, la cause non seulement de la triste réalité en Russie, mais aussi de la fiévreuse ligne en zigzags suivie par ses gouvernants, qui constamment, aux plus brefs intervalles, entreprennent de soudaines voltes-faces politiques et économiques, déclarent erronée la marche dernièrement suivie et l'engagent dans la direction opposée, sans jamais se tirer de misère, mais pour s'y enfoncer toujours davantage. L'histoire de la Russie des Soviets est celle du fiévreux, qui, pris d'une insupportable angoisse, se tourne et se retourne sans repos sur son lit de malade. Quelque position qu'il prenne, qu'il se couche sur le côté droit ou sur le gauche, cela n'enlève pas son mal. Il continue à le ronger.

Et maintenant, des diverses manières bolchevistes de pratiquer l'industrie étatisée, laquelle est celle qui est vraiment révolutionnaire, qui libère et élève le prolétariat?

Aucune de ces manières n'a rien de commun avec notre but socialiste. Celui-ci commande, non l'étatisation sans condition, mais, comme disaient déjà Marx et Engels, la socialisation de l'industrie, ce qui peut se faire par voie non seulement d'étatisation, mais aussi de communalisation et, si l'on peut dire, de « coopératisation ». Mais en outre, notre programme réclame la socialisation par voie démocratique. L'Etat démocratique, avec plein contrôle démocratique et pleine liberté de mouvement politique de tous ses citoyens, doit préparer méthodiquement la socialisation et la réaliser sur une base démocratique également dans l'usine, c'est-à-dire sur la base d'un règlement démocratique de l'exploitation par ses travailleurs d'une part et ses consommateurs de l'autre.

Cela, c'est un but fondamentalement distinct tant de l'absence de règle et de discipline qui marqua les commencements de l'industrie soviétique, que du ligotage bureaucratique qui caractérise le deuxième stade de son exploitation d'Etat.

Maintenant, devons-nous considérer ces modes bolcheviks d'étatisation comme une révolution sociale, tout convaincus que nous sommes qu'ils ruinent et doivent ruiner la cause du prolétariat et de sa révolution ? Si nous nous laissions aller à ce contresens, il faudrait du moins décider quand a com-

mencé en Russie la vraie révolution sociale ? Celle de l'anarchie du début ou celle de la contrainte bureaucratique ? Elles sont incompatibles, l'une étant l'inverse de l'autre. Laquelle est en réalité la Révolution, laquelle la contre-révolution ?

Ou devons-nous admettre que tout ce que font les bolcheviks est à considérer par nous comme révolution et à sauver, tant que les bolcheviks s'y tiennent, que ce soit aller à droite ou à gauche, par la simple raison que les bolcheviks le font au nom de la révolution?

On le voit, dans la Russie des Soviets, cette question : Qu'est-ce qui est révolution, qu'est-ce qui est contre-révolution, est devenue fort compliquée.

C. — Le prolétariat érigé en classe dominante

Tout autant que par l'étatisation générale des moyens de production, les bolcheviks croient réaliser le programme du marxisme par la situation qu'ils assignent au prolétariat, aux ouvriers salariés, dans l'Etat, dans la production, dans la société. Ils l'érigent en classe dominante, ils parlent de dictature du prolétariat.

Qu'est-ce qui faisait l'intérêt de Marx et Engels pour le prolétariat ? Comme les autres socialistes, ils furent, eux aussi, portés à leurs idées socialistes par la misère qu'ils voyaient autour d'eux et qui les indignait. Toute misère, toute servitude produisait en eux une révolte, et non pas seulement les conditions lamentables des ouvriers salariés.

Cells-ci se montraient, il est vrai, sous un jour particulièrement cru dans les premières années du siècle dernier, attirant d'autant plus sur soi l'attention générale qu'elles faisaient encore, par leurs nouveautés, un effet de surprise.

Mais la condition des salariés n'était pas tout ce qui préoccupait Marx et Engels. La première grande détresse que Marx prit la parole pour combattre (1843) fut celle des pay-

sans vignerons de la Moselle. Le premier manifeste de l'Internationale que rédigea Marx après l'adresse inaugurale de 1864, fut pour féliciter Lincoln au sujet de l'affranchissement des esclaves noirs.

Si néanmoins l'intérêt de nos maîtres s'adressa, plus qu'à tout le reste, au prolétariat salarié de l'industrie, c'est en raison de son rôle historique, qu'ils avaient découvert.

Dans aucune autre classe exploitée, asservie, dénuée de droits, qu'ils observaient, ils ne pouvaient noter aucune capacité de se libérer elle-même par une transformation sociale. Ni le bas prolétariat (Lumpenproletariat), ni les esclaves ne le peuvent. Aux serfs du moyen âge aussi ou à d'autres paysans asservis, il fallut que la liberté fût apportée des villes. Les jacqueries paysannes ont toutes échoué.

Tout autre est la classe ouvrière urbaine, celle des salariés de l'industrie. Elle ne grandit pas seulement, elle, dans la production capitaliste, bien plus rapidement que le reste des classes et des couches laborieuses, elle se trouve aussi en meilleure situation pour s'organiser et s'éduquer. Elle est, de par le capital, arrachée aux conditions d'autrefois, dans lesquelles vivaient ses ancêtres, elle est moins dominée par des idées traditionnelles, elle est plus libre de préjugés, plus facilement à même de comprendre des idées nouvelles.

Il y a près de quatre-vingt-dix ans que Marx et Engels reconnurent dans le prolétariat industriel non seulement sa présente misère, mais aussi sa future grandeur. Ils voyaient dès lors la capacité et la force qu'il allait, au cours de ses luttes de classe, grâce au progrès incessant de la grande industrie, acquérir pour se faire maître de l'Etat et à l'aide du pouvoir politique adapter toute la marche de la production aux besoins de la classe ouvrière.

Ce n'est pas là cependant tout ce que nos maîtres découvrirent dans le prolétariat industriel. Avant celui-ci déjà, il y eut des classes qui, de la bassesse et de l'asservissement, montèrent à la liberté et à la main-mise sur l'Etat. Mais cette ascension, jusqu'à présent, ne représentait pas une diminution de la misère sociale, elle ne faisait que changer le personnel

qui en souffrait. Le prolétariat, lui, est de toutes les classes la plus inférieure. Marx et Engels pensaient qu'il ne pourrait employer le pouvoir politique à s'élever lui-même, en nouvelle classe dominante, au-dessus d'autre classes et à les tenir opprimées, mais seulement à mettre fin à toute domination de classe, à tout asservissement.

C'est cette grande mission historique qui donne au prolétariat industriel une valeur particulière aux yeux des marxistes. C'est elle aussi qui l'élève moralement et intellectuellement au-dessus de toutes les classes laborieuses, elle qui le met au-dessus des classes exploitrices, avant tout moralement, parfois même intellectuellement par sa faculté de saisir des idées nouvelles. L'homme grandit en se donnant des buts plus grands.

Mais justement, il ne grandit qu'en se proposant ces buts plus grands ou en acceptant qu'on les lui propose. Au début, le prolétariat, échelon inférieur de toutes les classes laborieuses, est réduit à des conditions tellement inhumaines, tellement dégradantes, qu'il constitue la partie la plus grossière et la plus ignorante de la population. C'est seulement au cours de ses luttes de classe, mais surtout, c'est par ses hautes visées : affranchissement de l'humanité tout entière, qu'il se relève de la boue où il est enfoncé pour gravir les plus hautes cîmes de l'idéalisme humain.

Marx et Engels n'étaient pas des admirateurs aveugles du prolétariat en soi. Nul n'a décrit d'une façon plus émouvante qu'eux la dégradation profonde où l'a plongé la fureur d'exploitation capitaliste. Mais nul non plus n'a vu plus clairement la grandeur à laquelle peut se hausser le prolétariat, parce qu'il est la seule classe qui, dans la société capitaliste, ait encore de grands idéaux.

Leur intérêt allait aussi bien au prolétaire descendu au plus bas degré, jusqu'à n'être plus un homme, qu'à celui qu'a relevé bien haut l'idéal socialiste. Par contre, ils n'en avaient aucun pour des ouvriers salariés réussissant à se tirer de la misère, mais qui ne pensaient en cela qu'à eux-mêmes, préoccupés, non d'utiliser ce qu'ils avaient conquis de force pour

élever les êtres qui étaient au-dessous d'eux, mais pour s'assurer, en qualité d'aristocratie privilégiée du travail, une situation exceptionnelle meilleure aux dépens des moins favorisés. Encore moins s'intéressaient-ils à un prolétaire qui ne visait qu'à un profit personnel immédiat, de quelque manière qu'il fallût chercher à l'obtenir, soit en achetant la faveur des possédants, soit en les détroussant.

L'effet de tous ces procédés égoïstes devait nécessairement être d'enlever au prolétariat le grand but qui le tire de son abaissement originel, de le dégrader moralement et intellectuellement, de faire que, d'instruments de libération générale, certaines catégories dans son sein devinssent des instruments d'oppression, créant ainsi une situation susceptible de rabaisser de nouveau le prolétariat comme classe.

Si grande que fût la valeur que Marx et Engels avaient de très bonne heure, plus tôt que tous les autres socialistes, attribuée aux syndicats, ils virent pourtant avec peine que quelques-uns de ceux-ci, en Angleterre, commencèrent à se fermer, à rendre l'accès difficile à des membres nouveaux, pour former une aristocratie du travail.

C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, nous devons condamner certains syndicats d'Amérique qui n'admettent pas les négres ou veulent limiter l'immigration ; ou bien la politique suivie dans le Sud-Africain par des travailleurs blancs, refusant aux ouvriers de couleur l'égalité des droits politiques et économiques.

D'un autre côté, nos sympathies ne sauraient non plus aller à ces ouvriers, par malheur encore trop nombreux, qui s'affilient à des syndicats jaunes ou se vendent à des organisations fascistes.

Ce n'est pas pour le prolétariat comme tel, mais pour le prolétariat « ayant la conscience de classe », c'est-à-dire arrivé à se rendre compte de sa grande mission historique, que nous tendons à conquérir la domination politique. Nous y tendons par le poids de la majorité dans la démocratie. Cette majorité peut lui être acquise, soit par l'évolution économique, qui fait de plus en plus de la grande exploitation la

forme prédominante, soit par la confiance que le parti du prolétariat conscient gagne chez tous les opprimés des classes les plus diverses en défendant, avec ses intérêts propres de classe, les intérêts de toute l'humanité exploitée et asservie.

Comment se concilie avec cette conception marxiste la pratique des bolcheviks en ce qui concerne le prolétariat ?

Tout d'abord, ils ont supprimé toute l'exploitation privée qu'exerçaient des capitalistes et grands propriétaires fonciers, en les expropriant radicalement. Quelques critiques qu'on ait à faire aux méthodes employées pour cela, le résultat semble en somme celui-là même auquel vise le socialisme de l'Europe occidentale. Le fait est que nombre de camarades ont prétendu que c'est seulement dans la méthode, non dans le but, que nous nous distinguons des communistes.

Cela n'est pas vrai de l'étatisation, nous l'avons déjà vu. Cela ne l'est pas non plus de l'abolition des différences de classes, si l'on examine les choses de plus près.

En fait d'expropriation, on est allé dès le début trop loin. Ainsi, par exemple, l'abolition des différences de classes dans les campagnes, veut, étant donné un mode de culture paysanne, que chacun reçoive assez de terre pour une exploitation paysanne. C'est d'ailleurs d'après ce principe qu'on procéda en Géorgie. Là, on fit du grand propriétaire foncier un paysan. Aucune famille n'eut le droit de posséder plus de 15 dessiatines de sol arable ; un dessiatine = un peu plus d'un hectare.

En Russie, c'est autre chose. Là, les grands propriétaires se sont vu simplement tout prendre : leur terre en totalité et tout l'outillage en sorte qu'il leur devint impossible d'exercer jusqu'à la plus petite culture paysanne; et par-dessus le marché, leurs logements, leur argent, et même ce qui est le plus indispensable à l'existence, les vêtements, le linge.

On n'a pas fait d'eux des paysans, mais des mendiants placés au-dessous des paysans.

Cela ne répondait pas du tout au programme marxiste, qui n'exige la suppression de la propriété privée que pour les

moyens de production sociaux, et non pour les moyens de consommation personnelle.

Les capitalistes ont été expropriés de la même façon que les grands propriétaires fonciers : non seulement leurs moyens de production, mais aussi leurs moyens de consommation ont été confisqués.

Maintenant, on peut objecter qu'en temps de révolution, quand les masses sont déchaînées, on ne peut pas procéder si exactement d'après le programme. On peut répliquer qu'au cours du XIX[e] siècle, dans aucun mouvement révolutionnaire du prolétariat industriel en Europe occidentale, il ne s'est produit de pillages. Tout au rebours, les prolétaires regardaient cela comme indigne d'eux. Non contents de s'y refuser, ils empêchaient aussi le bas-prolétariat de faire ses affaires par ce procédé. Si le prolétariat russe s'est conduit autrement, cela prouve ou bien qu'il n'était pas encore arrivé au niveau où se trouvait déjà le prolétariat français il y a cent ans, ou bien que le parti bolcheviste apaisait ses scrupules et poussait en tête ses éléments les plus effrénés.

C'est le cas encore aujourd'hui. Les « troupes de choc » envoyées par les bolcheviks dans les campagnes pour les « dékoulakiser », pillent les paysans aujourd'hui, dix ans après le stade de la guerre civile, tout comme on pillait au temps du « communisme de guerre » les grands propriétaires et les capitalistes.

Cela ne veut pas dire qu'un train de vie bourgeoise ne serait plus toléré en Russie. Seulement, il est limité au Parti communiste.

Mais en ce qui concerne les « bourgeois », on ne s'est pas contenté de leur ôter la disposition de leurs moyens de production et de les priver de tout luxe, ce qui, après tout, fait rationnellement et sans rigueur excessive, eût pu prendre un sens révolutionnaire. On ne s'est pas non plus contenté, en outre, de leur retirer ou de détruire tous leurs moyens de culture, livres, instruments de musique, objets d'art. Très souvent ils ont été dépouillés même du plus nécessaire, quand on ne les assommait pas tout bonnement.

Mais même les ravaler au rang du bas-prolétariat le plus indigent n'a pas encore suffi.

L'affranchissement du prolétariat exigeait apparemment davantage. Les ci-devant bourgeois n'ont pas seulement été jetés dans la plus extrême misère, ils ont été aussi dépouillés de tous droits, privés, non seulement de tous droits politiques, mais de tous les droits civils, livrés sans défense à tous les arbitraires.

Et ce traitement n'a pas été uniquement appliqué, comme qui dirait à titre de châtiment, à d'anciens bourreaux du pauvre monde... Il n'a pas seulement atteint des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, mais quiconque était considéré comme un « bourgeois ».

Or, la bourgeoisie est une couche sociale, ce n'est pas une catégorie économique. Le capitaliste ou le grand propriétaire sont des espèces nettement définies, ayant des fonctions économiques déterminées. La notion de bourgeois est bien plus vague. On la restreint parfois à celle de capitaliste par opposition au propriétaire foncier, quand celui-ci est un noble. Mais, d'autre part, on entend aussi par là toute personne qui jouit d'un train de vie « bourgeoise », d'où que provienne son revenu, que ce soit d'un capital ou d'une propriété foncière ou de son propre travail comme intellectuel, medecin, ingénieur, professeur, artiste, fonctionnaire ,employé. En ce sens, compte pour bourgeois quiconque n'a pas la main calleuse de l'ouvrier.

Tous les « bourgeois » de cette sorte ont été, en punition de leur situation antérieure d'existence, qui les élevait au-dessus du prolétariat, privés de droits et maltraités, si utile à la société que pût avoir été et être leur travail. Non seulement la propriété, mais encore la culture furent des crimes — quand on les rencontrait chez des non-communistes. Elles furent crimes, non pas seulement aux jours fiévreux de la guerre civile. Non, ce sont des crimes pour lesquels il n'est pas de prescription, qui aujourd'hui encore enlèvent toute espèce de droit.

Avait-on besoin, comme il arriva fréquemment, de tra-

vailleurs par contrainte pour exécuter des travaux répugnants, on ne réquisitionna pour cela que de ci-devant bourgeois, fussent-ils vieux, faibles, malades. Se manifeste-t-il disette de vivres, les aliments sont-ils rationnés et répartis seulement au moyen de cartes, il y a des cartes pour les ouvriers salariés, il n'y en a pas pour les ci-devant bourgeois; ils peuvent crever de faim, qui s'inquiétera de pareils criminels?

Et tous ces gens repoussés de la société soviétique sont des criminels « de naissance », qui sont censés transmettre leur nature criminelle par hérédité : les enfants de capitalistes ou d'intellectuels demeurent aussi dénués de droits que leurs parents.

Manque-t-on de place dans une école, et c'est ce qui ne se présente que trop souvent en Russie, le nombre des écoles étant tout à fait insuffisant, il faut que les enfants de « bourgeois » s'en aillent, quand d'ailleurs ils ont été admis.

Mais n'est-ce pas la faute des bourgeois eux-mêmes ? Que ne vont-ils à l'usine comme ouvriers salariés? Un travail de ce genre n'est pas facile à un savant ou à un écrivain, c'est clair comme le jour ; néanmoins beaucoup prendraient avec joie un métier pareil — si cela leur était permis!

Le travail salarié est devenu en Russie soviétique une profession privilégiée, qui, comme toute catégorie avantagée, sauvegarde ses privilèges en en empêchant l'accès. Pour être ouvrier salarié, il faut être admis dans un syndicat. Lequel recevra un bourgeois ? Prolétaire, il peut le devenir, mais pro-prolétaire sans ouvrage, exclu de tous les droits prolétariens, de tout secours de chômage !

L'élévation du prolétariat dans l'Etat soviétique s'est donc faite en créant au-dessous de lui une catégorie de parias ou d'ilotes — catégorie qui, dans les villes, n'est pas peu considérable. Elle prend d'ailleurs maintenant de grandes proportions même dans les villages, depuis qu'on y « liquide le koulakisme » de la même façon que dix ans avant on avait « liquidé la bourgeoisie » dans les villes.

Y a-t-il un véritable socialiste que l'existence d'une pareille espèce de gens vivant dans la pire misère et le désespoir le plus

profond ne doive révolter à l'extrême? Et ne doit-il pas se tourner avec une horreur particulière contre un régime qui crée artificiellement, par idée préconçue, une misère et un désespoir de ce genre? Faut-il que nous approuvions cette impudente insulte au sentiment socialiste parce qu'ainsi des ouvriers salariés arrivent à une situation favorisée?

Sans compter que cette situation favorisée pour le prolétariat se révèle d'ailleurs très douteuse. « Economiquement », la situation de l'ouvrier russe a décidément empiré dans les dernières années, certainement en comparaison de celle des ouvriers dans les pays capitalistes, pour beaucoup même en comparaison du temps d'avant guerre en Russie même. Et la situation du prolétariat va nécessairement en empirant toujours, à mesure que l'industrie d'Etat bureaucratiquement ligotée fait davantage faillite.

« Socialement » seulement, il a progressé en ce sens que les éléments des classes et catégories qui, jusqu'à la révolution bolcheviste, étaient socialement au-dessus de lui sont maintenant au-dessous, dans la mesure où ils existent encore. Mais il est arrivé là non du fait qu'il s'est élevé plus vite que ceux-là, mais uniquement parce que leur état s'est empiré énormément plus encore que le sien.

En face d'eux, le prolétaire se sent élevé et il est possible que cela lui procure une certaine satisfaction, que même cela l'attache au régime des soviets auquel il doit cette curieuse sorte d'élévation. A la vérité, le plus borné des prolétaires doit finir par s'apercevoir qu'étant donné l'appauvrissement progressif de la Russie soviétique, sa position d'aristocrate est de nature fort contestable et le prive de tout relèvement réel.

L'ouvrier salarié constitue en Russie une espèce de noblesse, à savoir son degré le plus bas, la petite noblesse. Celle-ci mène dans beaucoup de pays féodaux une triste existence et souvent y est obligée d'étouffer le murmure de son estomac vide sous un sentiment de hauteur aristocratique.

Au-dessus de lui, comme dans les pays de féodalité, il y a dans la Russie soviétique une haute noblesse. Elle y est constituée par le Parti communiste, qui gouverne cet Etat. Ses mem-

bres ont plus de liberté de mouvements que les « sujets »; ils peuvent publier des journaux, faire fortune, se donner un train d'existence bourgeois. En principe, ceci n'est pas interdit en Russie, sauf pour l'ancienne bourgeoisie et ses descendants. Les communistes sont la classe seigneuriale, disposant à son bon plaisir du reste de la population, dont ils ne forment pas beaucoup plus d'un pour cent.

Naturellement, cette classe veille sur ces monstrueux privilèges bien plus jalousement encore que le prolétariat qui travaille sur sa situation favorisée.

En d'autres pays, est admis dans un syndicat ou un parti quiconque est disposé à en reconnaître et à en exécuter les décisions. En Russie, les ci-devant paysans ou bourgeois ne trouvent que difficilement accès dans un syndicat. Bien plus difficile encore est l'admission dans le Parti communiste, et on n'est jamais assuré d'y rester. Constamment des « épurations » ont lieu.

En cela réside une différence essentielle entre l'aristocratie soviétique et l'aristocratie féodale. Celle-ci était héréditaire et possédait vis-à-vis du chef de l'Etat des droits considérables, qui rendaient souvent son opposition fort efficace et lui assuraient fierté et indépendance à l'égard non seulement de la masse plébéienne, mais encore du monarque.

Dans la Russie des Soviets, nul n'a un droit sur la position où il se trouve. Après tout ce n'est pas de la confiance du peuple et de son libre choix, comme en démocratie, c'est uniquement de la confiance et de la faveur de la tête de l'Etat que dépend cette position. Cette tête n'est pas une dynastie héréditaire, c'est une clique qui s'est rendue maîtresse de tout l'appareil soviétique, armée, bureaucratie, police politique, et grâce à lui domine non seulement les syndicats et les Soviets, mais aussi le Parti communiste, dictatorialement, c'est-à-dire dans un arbitraire sans limites.

De quelle façon, on l'a vu il n'y a pas longtemps par le sort de Trotzki, assurément le plus important après Lénine parmi les chefs du bolchevisme, et qui avec lui a le plus contribué à la victoire de ce parti.

L'arbitraire illimité est sans doute entre les caractères les plus horribles de la Russie soviétique le plus redoutable, celui qui en dégrade le plus la population tout entière.

La grandeur morale du prolétariat résulte de la grandeur de sa mission historique : mettre fin à tout asservissement et à toute exploitation. Cette grandeur, il la perd, il devient égoïste, dur et grossier, dès que, de champion de la libération de l'humanité, il devient un maître au-dessus d'autres, un défenseur de ses propres privilèges.

Ces effets-là peuvent dès à présent se remarquer dans le prolétariat russe. Par sa situation historique sous le tsarisme, les parties du prolétariat capables de lutter étaient poussées à se proposer des fins particulièrement hautes. Cela faisait des militants russes des figures réellement modèles pour toute l'Internationale socialiste. Le coup d'Etat bolchevik a mis le prolétariat russe dans une situation qui a changé sa sympathie active pour tous les déshérités et opprimés en un plaisir mauvais et un désir de vengeance envers des hommes en proie à de rudes souffrances, que lui-même a rabaissés au rang de parias et d'ilotes.

Depuis, l'âme des ouvriers russes est en train de changer. La presse de la Russie des Soviets signale elle-même de plus en plus fréquemment avec inquiétude une augmentation de grossiéreté et un accroissement de stupidité dans le prolétariat du pays, progrès de l'ivrognerie, mauvais traitements exercés sur des confrères juifs, mépris des femmes.

Pire encore est, il est vrai, le changement qui s'accomplit dans le caractère du Parti communiste. Autrefois, les bolcheviks étaient au même niveau moral et intellectuel que tous les autres socialistes de Russie. Se faire des amis de tels et tels d'entre eux provoquait une grande joie, une extrême satisfaction.

De ces vieux bolcheviks, qui, c'est vrai, n'étaient qu'une poignée, il n'y en a plus beaucoup dans le Parti communiste.

Beaucoup sont morts, beaucoup d'autres se sont rendu compte qu'on ne peut pas continuer comme cela. Plus d'un s'est retiré désillusionné ou a été refroidi. C'est tout au plus

si quelques-uns de ces camarades à l'esprit critique sont encore tolérés comme chevaux de parade dans des postes où ils ne peuvent exercer d'action ni politique ni économique. Qui ne se montre pas satisfait d'un rôle aussi passif et veut agir dans l'opposition est ou exclu ou simplement mis au rancart, si cela peut se faire sans éclat. A qui ne veut pas s'exposer à de pareilles éventualités et pourtant se sent trop porté à l'action pour rester dans l'inertie, il ne reste qu'une chose à faire: renier sa véritable conviction, professer ouvertement qu'il la condamne et s'en repent.

Ainsi le communisme devient une véritable école de versatilité.

A cela s'est ajouté l'absence de scrupules dans le choix des moyens de combat, prêchée déjà de bonne heure par Lénine, notamment la tromperie à l'égard de ses propres camarades. Plus la situation réelle de la Russie des Soviets a été en empirant, plus le mensonge est devenu indispensable au communisme pour se maintenir.

Si, sous ces influences, beaucoup des anciens bolcheviks, quand ils restaient dans le parti, ont été de plus en plus abaissés, moralement et intellectuellement, à plus forte raison cela est vrai du nombre bien plus grand des néo-communistes. Parmi eux se trouvent sans aucun doute bien des éléments honnêtes, qui prennent au sérieux tout ce que disent leurs chefs. Mais la grande et toujours croissante majorité sont des arrivistes qui commencent leur carrière dans le Parti tout de suite au niveau de bassesse où leurs camarades plus anciens ne sont tombés qu'après de longues et pénibles luttes.

Soumis à bien moins d'entraves, pourvus de bien plus de puissance que la masse des ouvriers salariés, les communistes développent les tares d'un prolétariat en décadence dans des proportions plus fortes encore. Ils y ajoutent la tendance à mentir ainsi qu'à ramper comme un chien devant le supérieur, de la bienveillance duquel, il est vrai, leur existence dépend encore bien plus que celle des simples ouvriers « sans-parti ».

Toute cette attristante déchéance d'une fière hauteur

est un effet inévitable des conditions sociales créées par la victoire du bolchevisme. Qu'y a-t-il dans cette déchéance et dans le classement social de la Russie soviétique d'où elle provient, que nous puissions considérer comme une révolution sociale à reconnaître et à défendre?

3. La révolution politique

A. — La Révolution de 1917

Une révolution sociale résulte d'une révolution politique. Mais celle-ci à son tour agit sur celle-là. L'état politique et l'état social d'un pays sont en étroite réaction mutuelle. Cependant, l'état politique est dans un jour plus net, est plus aisé à saisir que l'état social, parce que les bases en sont résumées en brèves lois ou décrets.

Les changements dans la constitution politique de la Russie montrent de la façon la plus claire les modifications de ses conditions sociales.

La seconde révolution russe a éclaté le 13 mars (d'après le calendrier russe alors en vigueur, le 28 février 1918), en pleine guerre mondiale, comme conséquence de la terrible misère engendrée par celle-ci, ainsi que du relâchement de la discipline dans l'armée, qui était fatiguée de la guerre sans succès et se joignant à la masse des ouvriers et des paysans pour crier : La paix!

La carence de l'armée dans la lutte contre l'« ennemi intérieur » mena le tsarisme à sa perte. Ce que la première révolution russe de 1905 n'avait obtenu qu'imparfaitement réussit cette fois d'un coup de la façon la plus radicale : la victoire d'une large démocratie politique. Celle-ci fonda une république démocratique dont la Constitution devait être élaborée par l'Assemblée nationale constituante, convoquée pour janvier 1918 et élue au suffrage universel égal. Les partis socialistes y avaient obtenu l'immense majorité. Sur 36 millions de suffrages émis, près de 21 millions étaient allés aux socialistes révolutionnaires, 9 millions aux bolcheviks, un peu moins de

2 millions aux mencheviks, et le reste, plus de 4 millions, à divers partis bourgeois.

Nécessairement, ce qui sortirait des travaux de cette Assemblée nationale, c'était une démocratie nettement favorable aux ouvriers et aux paysans.

Mais l'assemblée n'arriva jamais à l'action. Elle fut, à son début, dissoute « manu militari »; ainsi finit la révolution démocratique.

Pour le malheur de la Russie, elle y avait éclaté plus tôt qu'en Allemagne et sur les territoires de l'Autriche. Dans les monarchies militaires des Habsbourg et des Hohenzollern, elle coïncida avec la terminaison de la guerre. En Russie, c'est au beau milieu de la guerre que le régime tsariste fut renversé. La question de l'attitude à l'égard de la guerre, qui avait déjà divisé l'Internationale socialiste et l'avait rendue incapable de fonctionner, produisit aussi dans la démocratie russe de profondes divergences, qui ne coïncidaient nullement avec les antagonismes de classes. La social-démocratie et les socialistes révolutionnaires se divisèrent également à ce sujet. Naturellement, la paix, tout le monde la voulait; mais comment arriver à la paix? Et quelle paix? C'était là la grande difficulté, car les hommes d'Etat dirigeants et les militaires d'Allemagne et d'Autriche se sentaient encouragés par l'effondrement militaire du tsarisme à étendre leurs buts de guerre, ce qui faisait paraître d'autant plus urgent aux puissances occidentales de tenir jusqu'à l'écrasement des puissances centrales. Comment alors arriver à une « paix sans annexions ni indemnités » que les socialistes réclamaient?

Seuls, les bolcheviks avaient l'audace de demander simplement que l'armée se débandât, abandonnant les frontières russes aux armées des Allemands, des Autrichiens et des Turcs. Ils envisageaient que la réponse à pareille témérité serait la débandade également des autres armées et la révolution mondiale. S'ils avaient prévu que le résultat de leur politique serait au contraire la paix de Brest-Litowsk (février 1918), la marche en avant sans obstacles des Allemands à travers l'Ukraine et même jusqu'en Géorgie, peut-être auraient-ils

poussé moins énergiquement dans l'été de 1917 à la dissolution de l'armée.

Ce ne fut pas par la révolution mondiale que la Russie bolcheviste fut sauvée alors, c'est par la victoire de l'Entente. Sans doute celle-ci ne voulait que poursuivre l'œuvre contre-révolutionnaire des Allemands et des Turcs en Russie, mais les puissances occidentales occupaient des territoires trop éloignés des territoires russes et la lassitude de la guerre était trop grande dans leurs propres armées pour qu'elles eussent pu développer une offensive énergique pour des buts qui ne pouvaient d'ailleurs, avec la meilleure volonté du monde, s'interpréter comme défense contre une menace de l'étranger.

Toujours est-il que l'invasion en Russie d'armées étrangères continua d'exister et cela, tout autant que la guerre civile, contraignit aussi les bolcheviks, qui venaient à peine de pousser à la dissolution de leur armée, à entreprendre ensuite de mettre debout un nouveau instrument de guerre.

Mais tout d'abord le mot d'ordre : débandade immédiate de l'armée les avait aidés à conquérir une immense popularité chez les ouvriers et les paysans et surtout chez les soldats eux-mêmes.

Cette popularité grandit encore quand les bolcheviks encouragèrent ouvriers et paysans à s'emparer sans règle et sans autre forme de procès de toute la propriété sur laquelle ils pouvaient mettre la main, tandis que les autres partis socialistes voulaient sans doute aussi l'expropriation de la grande propriété foncière et une socialisation aussi étendue que possible des industries capitalistes, mais non pas sans règles, bien étudiées, d'après un plan défini.

Cependant, si fort que grandît ainsi la popularité des bolcheviks par opposition aux autres partis socialistes, ils ne gagnèrent pourtant pas la majorité des paysans et pas même celle des ouvriers d'industrie. Du moins pas dans le pays en général, mais seulement dans certaines villes.

Au premier Congrès panrusse des Conseils d'ouvriers et soldats (juin 1917), sur 770 délégués qui renseignèrent sur leur affiliation à des partis, 285 se firent connaître comme socia-

listes révolutionnaires, 248 comme mencheviks, 105 comme bolcheviks, 32 comme internationalistes (mencheviks sympathisants avec le bolchevisme). Il y eut en outre 73 socialistes qui n'appartenaient à aucune fraction.

Nous avons déjà parlé des chiffres de voix recueillies aux élections pour l'Assemblée nationale constituante. Ils offrent une image analogue, sauf une part notablement moindre de suffrages aux mencheviks. Ceux-ci n'étaient qu'un parti d'ouvriers industriels, non de paysans (excepté en Géorgie).

Pas même parmi les soldats, qui réclamaient de façon si pressante le retour au foyer, les bolcheviks n'obtinrent la majorité dans ce scrutin, mais seulement 1.800.000 voix sur 4 millions 500.00, soit 38 %.

Mais ils avaient à leur disposition un élément : leur organisation, qui dès avant la guerre était, en organisation de conspirateurs, édifiée sur une discipline de fer des adhérents, une soumission passive au chef Lénine. La guerre désorganisait l'appareil de l'Etat et l'armée, mais aussi les partis de démocratie révolutionnaire. Sans doute ceux-ci gagnèrent au cours de la Révolution une forte clientèle, mais à laquelle manquait complètement une cohésion solide. Les partis socialistes mêmes se divisaient, notamment sur la question de la guerre, mais aussi sur la participation à des gouvernements de coalition qui, faute d'un parti prédominant sur tous les autres par son nombre, étaient inévitables. Parmi les mencheviks, les internationalistes formaient un groupe de frondeurs contre la majorité du Parti, parmi les socialistes révolutionnaires, la gauche prenait la même attitude.

Seuls les bolcheviks surent discipliner leur clientèle croissante et acquérir par là une prépondérance sur les autres partis socialistes.

Cela pourtant n'eût pas suffi à leur conquérir l'autocratie par des méthodes parlementaires sur la base de la démocratie. Mais quand ils s'en aperçurent, ils avaient toute prête une autre arme qui devait les conduire à la victoire.

Ce qui s'était passé chez les ouvriers et les paysans se passait alors chez les soldats; comme ceux-là, et même plus

encore, ils constituaient une masse chaotique dont les autres partis socialistes ne surent pas faire grand'chose. Là aussi les bolcheviks se montrèrent supérieurs à eux.

Sans doute ils avaient recueilli moins de 40 % du total des suffrages de l'armée, « mais plus de 60 % des voix au front Nord et presque 70 % au front Ouest, c'est-à-dire dans les portions de troupes qui résidaient le plus près des capitales et qui, dans les événements qui suivirent, donnèrent le branle », dit Woytinsky, au t. VII de la publication « Le Monde en chiffres », (1), p. 27.

De ceux des soldats qui étaient leurs partisans, les bolcheviks surent tirer assez de volontaires qui, malgré toute la lassitude de la guerre, ne regardaient pas à continuer de guerroyer. Leur inculquer à nouveau la discipline fut l'œuvre décisive qui procura aux bolcheviks la prédominance sur les autres partis socialistes et finalement le pouvoir à exercer seuls.

Tout d'abord, ces avantages ne reposèrent pas sur la confiance de la majorité des paysans et ouvriers, mais sur le fait de disposer de plus forts bataillons.

A la fin d'octobre 1917, le deuxième congrès panrusse des Conseils devait se réunir. Dans l'intervalle cependant, les bolcheviks s'étaient beaucoup renforcés militairement. Ils commencèrent l'insurrection armée à Pétersbourg contre le gouvernement provisoire et y furent vainqueurs (7 novembre).

Alors seulement put se réunir le deuxième congrès panrusse des soviets. Comme les délégués des Conseils d'ouvriers appartenaient aux partis menchevik et socialiste révolutionnaire refusaient de siéger sous la dictature du coup d'Etat armé, les bolcheviks avaient dorénavant atteint leur but : de 670 délégués qui prirent part au Congrès, 390 étaient bolcheviks, à côté de 179 socialistes révolutionnaires de gauche et 35 menchevistes internationalistes; le reste se composait d'indépendants isolés. Parmi les internationalistes, une partie quitta le congrès pendant les débats, une autre resta « dans l'intérêt de l'unité de front révolutionnaire », mais vota pourtant contre la réso-

1) *Die Welt in Zahlen.*

lution de confier le pouvoir au gouvernement soviétique, qui fut alors institué — par la grâce non des soviets, mais des soldats gagnés par les bolcheviks.

Ceux-ci permirent encore les élections pour l'Assemblée nationale constituante. Lénine ne pouvait guère les empêcher, puisque c'était lui-même qui les avait réclamées à plus grands cris, accusant les autres partis d'entraver par des difficultés la convocation des électeurs. Mais quand la grande majorité des électeurs se fut prononcée contre les bolcheviks, ce fut la condamnation à mort de l'Assemblée nationale. Elle fut dissoute aussitôt après sa réunion (18 janvier 1918) par des marins et soldats bolchevistes. Les bolcheviks ayant désormais en main l'appareil gouvernemental, les autres partis ne disposaient plus d'aucune force armée dans la capitale.

Le coup d'Etat du 7 novembre 1917 avait eu pour conséquence une lutte sanglante dans les rues de Pétrograd (qui n'était pas encore Léningrad). Le coup d'Etat du 18 janvier 1918 rencontra une résistance aussi faible que jadis en France celui de Napoléon Bonaparte le 18 Brumaire (9 novembre 1799).

Tout le monde n'avait pas alors saisi aussitôt l'importance qu'avait pour la Révolution le remplacement du Directoire par Napoléon. On ne voyait pas encore bien clairement que des rangs révolutionnaires avait surgi un régime nouveau, dirigé contre la Révolution antérieure. C'est seulement quand il se fut achevé en empire de Bonaparte (avril 1804) que la portée contre-révolutionnaire en fut reconnue partout. De même il y eut peu de gens pour comprendre immédiatement la portée contre-révolutionnaire des coups d'Etat de novembre 1917 et janvier 1918. Il y a encore jusqu'aujourd'hui des socialistes qui ont complètement oublié qu'en 1917 avait eu lieu en Russie une révolution de mars qui avait fondé la République démocratique. Un bon nombre pensent même que par les coups d'Etat qui ont donné le coup de grâce à la République démocratique, c'est la véritable Révolution qui a commencé.

Les partis démocratiques de Russie — presque exclusivement d'essence paysanne et prolétarienne — furent en peu

de jours d'autant plus accablés qu'ils voyaient la force militaire tournée contre eux en même temps par des adversaires de gauche et de droite.

Si la révolution de mars 1918 avait été due en grande partie à la rébellion de certains régiments et si, à partir de ce moment, la dissolution de la discipline militaire avait fait des progrès rapides, il y avait pourtant encore des formations qui semblaient sûres pour leurs commandants.

Le commandant en chef de l'armée russe, le général Kornilov, avait dès août 1917 cherché à utiliser de ces formations pour renverser le régime alors encore démocratique et restaurer, non pas seulement la discipline de l'armée, mais encore, s'il était possible, l'ancien Etat. Le 26 août, il commençait l'attaque. Mais le soulèvement s'affaissa bientôt. Kornilov s'était fort exagéré la solidité des troupes qu'il commandait. Elles furent d'autant plus facilement ébranlées que toutes les forces vives du pays étaient derrière le gouvernement et le Comité exécutif central des soviets institué par le premier congrès panrusse des soviets, en sorte que le soulèvement de Kornilov resta complètement isolé et trouva bientôt son terme, « prototype historique complet de l'issue que devait avoir plus tard le putsch Kapp en Allemagne ». (1)

Toutefois, ce soulèvement ne resta pas sans conséquences. Il avait montré quel danger menaçait la Révolution de la part des officiers et de leur clientèle. Cela poussa beaucoup de révolutionnaires les plus résolus dans le camp du bolchevisme. Non qu'ils en partageassent les vues, mais parce qu'ils voyaient dans ses organisations militaires le seul appui solide de la Révolution. Ce que les social-démocrates d'Allemagne et d'Autriche n'ont compris que plus tard, ce qu'en Russie les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, contrairement aux bolcheviks, ne saisissaient pas encore clairement en 1917, c'était une idée qui jusqu'alors avait peu préoccupé le prolétariat international : quand il n'y a plus d'armée disciplinée et que les partis s'arment, les socialistes démocrates doivent aussi orga-

---

1) El. HURWIZ, *Histoire de la dernière révolution russe*, p. 122.

niser solidement leurs milices, quelque répugnance qu'ils éprouvent à régler des différends politiques à main armée. Seuls les mencheviks de Géorgie reconnurent de bonne heure ce qu'exigeait alors la situation. Dès le 5 septembre 1917, ils fondaient à Tiflis la Garde ouvrière, composée de camarades éprouvés et organisés.

Dans le reste de la Russie, les socialistes démocrates eurent à expier durement leur manque de défense. Au rebours, la force défensive des bolcheviks exerça un grand attrait sur beaucoup de révolutionnaires de tendances diverses, notamment sur les socialistes révolutionnaires de gauche.

Après la dissolution de la Constituante, la lutte des partis dans l'Etat russe revêtit complètement la forme d'une guerre civile. De nouveau, généraux « gardes blancs » se soulevèrent et enrôlèrent des bandes pour la lutte contre la Révolution. Sans Parlement, sans liberté de la presse et de la parole, de réunion et d'association, il devint impossible de faire opposition au gouvernement autrement que les armes à la main. Les bolcheviks eux-mêmes célébraient la guerre civile comme la forme suprême de la rénovation de la société.

De même qu'en Allemagne, en Autriche et dans d'autres Etats encore, la durée infinie de la guerre n'avait pas seulement produit en Russie une terrible lassitude de la guerre, elle avait aussi enlevé à beaucoup de jeunes gens tout goût d'un travail paisible. D'une part, nous trouvons largement répandue dans les masses la plus profonde horreur pour le métier des armes, mais d'autre part nous voyons des éléments isolés, et malgré cela nombreux, les uns visionnaires, les autres gouapes, devenir de vrais natures de soudards, ne chercher que bataille et pillage et courir se joindre à tout chef de bande en train de racoler des forces de ce genre.

Les luttes armées des partis auraient sans doute pris une fin plus prompte si chacun d'eux avait été réduit à des camarades désintéressés et convaincus. L'afflux de ces natures de soudards, héritage de la guerre, prolongea la guerre civile. Dès lors, l'intérieur de la Russie, qu'avait épargné l'invasion étrangère, fut également ravagé.

Le nombre des combattants s'augmenta du fait que d'une part comme de l'autre on fit appel aux prisonniers de la guerre mondiale. Un assez grand nombre de Tchèques, parmi les prisonniers que la Russie avait faits dans la guerre, s'étaient laissé enrôler comme « légionnaires » pour combattre l'Autriche. Ils firent alors front contre le bolchevisme. En revanche, celui-ci se posa en ami des prisonniers de guerre allemands, dont beaucoup furent enrôlés, soit volontairement, soit de force, pour servir dans l' « armée rouge ».

La situation des social-démocrates, et aussi des autres socialistes non bolchevistes fut, dans les luttes de cette période, pleine de tourments. Il leur était impossible de prendre fait et cause pour les bolcheviks, qui venaient de dissoudre la Constituante, qui supprimaient toute liberté dans l'Etat, qui barraient toutes les routes menant au relèvement moral, intellectuel, économique, du prolétariat, qui abattaient à coups de fusil, comme un chien enragé, tout socialiste qui ne se soumettait pas docilement à leur direction.

Mais pouvaient-ils se mettre de l'autre côté? Sans doute ceux qui faisaient la guerre au bolchevisme proclamaient souvent que leur but était le rétablissement de la démocratie et de l'Assemblée nationale constituante. Mais dans la lutte armée, ce qui dominait, ce n'était pas les hommes politiques, c'était les officiers. L'ancien corps d'officiers, avec ses sympathies tsaristes, aristocratiques, capitalistes, fut le facteur déterminant dans tous les soulèvements qui éclatèrent contre les bolcheviks dans la période de 1918 à 1920. Ils avaient à leur tête des officiers supérieurs de l'ancienne armée : après le général Kornilov et son successeur Alexéiev vinrent bientôt le général Denikine, l'amiral Koltchak et finalement le général Wrangel. Quand ces gens avaient du succès, ils montraient bien vite le bout de l'oreille réactionnaire. Des socialistes et des démocrates se laissaient-ils prendre aux paroles de liberté de ces généraux et passaient-ils de leur côté, cela finissait par une amère désillusion et souvent une haine acharnée.

Un grand nombre de démocrates et socialistes ne pouvaient en bonne conscience se battre dans ces guerres civiles ni d'un

côté ni de l'autre. Or, il était alors difficile en Russie d'avoir une action politique autrement que les armes à la main. C'est ainsi que les social-démocrates et les autres partis voisins d'eux furent dans ces luttes écartés de la scène politique. D'un côté ou de l'autre, il n'y avait pas de milieu!

Mais toujours est-il que la victoire des officiers, de Kornilov à Wrangel, menaçait du retour de l'ancien régime. Les bolcheviks au contraire n'avaient pas encore développé les conséquences de leurs coups d'Etat. Ils apparaissaient comme les défenseurs de la nouvelle propriété paysanne, en ce que celle-ci venait de se constituer par le partage des terres des grands propriétaires fonciers. Ils apparaissaient comme les protecteurs des Conseils ouvriers, qui avaient apporté aux salariés la liberté et, politiquement comme socialement, un relèvement en face des capitalistes. Tout ce que le bolchevisme avait de funeste, son terrorisme, son omnipotence policière, sa suppression des libertés politiques ainsi que le déclin économique, cela ne semblait être que des effets de la guerre civile, qui disparaîtraient avec elle.

A cela s'ajoutait que, pour appuyer les généraux ennemis du bolchevisme, des gouvernements capitalistes étrangers firent marcher leurs troupes en Russie, Anglais, Français, Italiens, Japonais, quand l'invasion allemande eut été refoulée. Des troupes polonaises passaient la frontière russe dès la fin de 1919; en avril 1920, il y eut entre la Russie et la Pologne une guerre en règle, qui fut menée avec des alternatives de bonheur et de revers, où les chefs bolchevistes remportèrent tout d'abord de grands succès, puis essuyèrent à leur tour des défaites sensibles. Lénine mit complaisamment fin à la guerre, pour avoir les mains libres contre Wrangel dont il vint alors à bout rapidement (novembre 1920).

Alors, les bolcheviks apparaissaient comme la seule puissance en Russie qui fût en état de défendre les prolétaires et paysans contre le retour de leurs oppresseurs et exploiteurs de la veille, capitalistes, aristocrates, bureaucrates, comme de repousser les invasions de l'étranger. Si jamais ils conquirent la majorité de la population de l'empire russe, ce fut à ce

moment. Ils ont, il est vrai, prétendu qu'il en a toujours été ainsi; cependant ils se sont soigneusement gardés, même aux jours de leur plus grande popularité, d'en laisser faire la preuve en permettant à l'ensemble de la population de voter librement.

B. — La Constitution soviétique

Par le coup d'Etat d'octobre-novembre 1917, les bolcheviks avaient obtenu, après la sortie des mencheviks et des socialistes révolutionnaires de droite, un Congrès des soviets où n'étaient représentés qu'eux ou des socialistes tolérés par eux, comme par exemple les socialistes révolutionnaires de gauche. L'alliance avec ceux-ci cessa quand les bolcheviks opposèrent les « pauvres du village » aux autres paysans et les organisèrent séparément et quand le gouvernement des soviets capitula devant l'empire allemand. L'opposition des socialistes révolutionnaires de gauche aux bolchevistes prit rapidement une fin lamentable. Depuis, ces derniers exercent dans les soviets un pouvoir absolu (juillet 1918). Cela se manifesta dans la Constitution de l'Etat soviétique, qui fut votée par le cinquième Congrès panrusse des soviets le 10 juillet 1918.

En apparence, ce qu'elle fonde n'est pas, il est vrai, la toute-puissance du Parti communiste, mais seulement la souveraineté de la classe ouvrière salariée.

Le Congrès panrusse des soviets a été érigé en instance suprême de la République. Il se compose de représentants des ouvriers des villes et de la population rurale. Il y a là déjà une différence faite au préjudice des paysans. Voilée, à la vérité. Dans les villes il y a un député pour 25.000 « électeurs », dans les campagnes par 125.000 « habitants ». Pourquoi le nombre des députés n'est-il pas, ici comme là, fixé par électeurs ou par habitants? Pas d'autre motif concevable pour cela que de rendre moins aisé à saisir le désavantage des paysans.

Le droit de vote a été donné aux deux sexes à partir de dix-huit ans. Les habitants adultes des villages ayant presque tous le droit de vote, il y a là bien plus de 25.000 électeurs pour 125.000 habitants. Il peut y en avoir environ 70.000.

Ainsi, les prolétaires des villes se voient, de par la Constitution, attribuer deux à trois fois plus de puissance électorale que les paysans.

Au-dessous des ouvriers salariés et des paysans, une masse qui n'est pas calculable statistiquement, mais qui est loin d'être minime, est complètement privée du droit de vote. D'ailleurs, même le privilège électoral des ouvriers salariés n'est pas grand'-chose. Tous les procédés que, depuis 1848, la réaction a inventés pour étouffer la voix du peuple et l'empêcher de se faire entendre aux élections, quand on n'osait pas abolir ouvertement le droit de suffrage, ont été fidèlement empruntés par les bolcheviks, qui se sont, du moins à cet égard, montrés bons élèves de la civilisation occidentale, à la vérité seulement par son côté délibérément contre-révolutionnaire.

Comme sous le système des trois classes en Prusse, le vote est public et indirect. Ni les ouvriers ni les paysans n'élissent directement les députés au Congrès panrusse des soviets; ce n'est qu'indirectement. Et non pas même en élisant des électeurs. Non, les députés au Congrès panrusse sont nommés par les soviets des grandes villes d'une part et de l'autre par les Congrès des soviets des gouvernements (départements).

A ces congrès de gouvernements envoient des délégués : 1° également les soviets des grandes villes, qui ont ainsi un double droit de suffrage indirect pour le Congrès panrusse; 2° les soviets d'arrondissement. Ceux-ci à leur tour émanent d'élections par les soviets des petites villes et des districts (Volost, cantons). Les soviets de district enfin sont élus par les soviets de village.

Quels magnifiques résultats produit ce droit électoral si subtilement raffiné, on le voit par quelques chiffres que nous empruntons à l'étude très documentée parue à ce sujet dans le VII^{e} volume déjà cité de Woytinsky, « Le monde en chiffres » (pages 26-33). En 1924, dans les soviets d'arrondissement, on ne comptait pas moins de 64 % de fonctionnaires de l'Etat, et par contre 8 % d'ouvriers. Les membres du Parti communiste se trouvaient cette année-là 8 % dans les soviets de village, 20 % dans les soviets de district, 58 % dans

les soviets d'arrondissement, 68 % dans les soviets de gouvernement. Au congrès panrusse enfin, les non-communistes — les « sans-parti » — sont en quantité négligeable. C'est lui seul qui élit le Comité exécutif central de 485 membres.

Quelle complication de tamisage des délégués, multipliée encore pour les représentants des paysans! Avec le vote public cela seul devrait déjà suffire à rendre en tout temps impossible toute opposition ouverte au gouvernement dans les soviets. Mais il s'y est ajouté bien vite après le coup d'Etat de novembre la suppression de toute la presse non communiste, celle de toutes les associations libres, y compris les coopératives et syndicats qui n'ont pas voulu se laisser dégrader au rang d'instruments aveugles du communisme, de même que le manque absolu de protection pour les candidats et les délégués, à qui l'immunité n'est assurée en aucune manière. En revanche a été instituée l'omnipotence de la police politique et, en outre, ont été créés des tribunaux révolutionnaires qui « ne sont limités par aucunes dispositions dans le choix de leurs moyens contre la contre-révolution, le sabotage, etc. ». (Décret du Comité exécutif central du 17 juin 1918).

Comme sous les mots « contre-révolution » et « sabotage », et surtout sous la formule « etc. » on peut entendre tout ce qu'on veut, on a par là proclamé toute opposition hors la loi.

Dès lors, tous candidats et délégués autres que communistes ou tolérés par le Parti communiste, à plus forte raison tous orateurs délibérément d'opposition, étaient dès lors rendus tout à fait impossibles. Le droit de suffrage est une farce, quand il n'y a pas de candidats de tendances diverses entre lesquels on peut se décider. Cette organisation du suffrage n'a plus pour but que de faire accroire aux ouvriers qu'ils sont, dans le système soviétique, la classe dominante. Et ce but, d'ailleurs, le droit de suffrage soviétique le remplit, du moins chez des âmes naïves parmi lesquelles on peut trouver plus d'un auteur et penseur en vue, non seulement en Russie, mais encore dans le reste du monde.

Le comble, ce fameux droit de suffrage y atteint dans les

dispositions qui remettent complètement au bon plaisir des hommes au pouvoir soviétique de décider comment et qui peut voter.

La Constitution ne dit à ce sujet que ceci (article 70) :

Le mode précis de votation, de même que la participation aux élections des syndicats et autres organisations ouvrières est fixé par les soviets locaux conformément aux instructions du Comité exécutif central panrusse.

Ainsi, c'est le gouvernement lui-même qui détermine comment on votera, absolument à son gré.

Et il peut, conformément à ses pouvoirs, exclure qui ne lui convient pas, non seulement de la candidature, mais même du droit de vote actif. Car à ce sujet, la Constitution ne contient de dispositions claires et fixes qu'à l'égard des personnes à qui le droit de vote actif et passif est refusé en toutes circonstances. Rentrent dans ce cas non seulement les capitalistes, les moines, les anciens policiers, les fous, mais aussi les commerçants, avec lesquels sont évidemment comptés les pauvres colporteurs.

Sont, par contre, qualifiés pour être inscrits comme électeurs, par une formule qui n'est pas très claire, ceux « qui subviennent aux besoins de leur existence par un travail productif et socialement utile ».

Qui ne travaille pas, peut perdre son droit de suffrage. On n'a qu'à priver les gens incommodes de toute place pour qu'ils perdent la qualité d'électeur. Et qu'est-ce qu'un travail productif et utile?

Les « bourgeois » en font -ils de pareils? Notez bien qu'il n'y a plus en Russie de capitalistes et de grands propriétaires fonciers : ils sont tous expropriés. Mais à l'occasion, on peut là-bas considérer encore des ingénieurs ou des maîtres d'enseignement supérieur comme des travailleurs improductifs.

Où l'arbitraire auquel cette disposition ouvre toute grande la porte apparaît au jour le plus criant, c'est en ce qui concerne la population rurale. Il y a des périodes où il convenait aux maîtres du Kremlin de ranger tous les paysans, même aisés, parmi les travailleurs productifs et utiles et de leur impartir le droit de vote. Mais la plupart du temps, les plus aisés se le

sont vu refuser. Parfois même on en a exclu les paysans moyens, on l'a limité aux « pauvres de village », c'est-à-dire à ceux qui n'avaient ni terre ni outillage pour produire ne fût-ce qu'autant qu'ils en avaient besoin pour vivre. Que dis-je? L'épidémie des kolkhoses dont nous avons parlé au commencement de cet ouvrage a, çà et là, conduit à faire priver les « pauvres de village » du droit de vote — et aussi du reste de leur avoir — quand ils étaient réfractaires aux kolkhoses.

C'est là qu'apparaît peut-être au jour le plus cru le complet arbitraire du Parti communiste et de son gouvernement auquel est soumise toute la population de la Russie des soviets.

Au reste, les soviets et par là même les élections aux soviets ont dans ces dernier temps perdu toute importance. Le pouvoir politique est confié non aux soviets, mais au Parti communiste. Son bureau politique (« Politburo ») constitue l'autorité suprême de législation et d'administration de l'Etat. Le Comité exécutif central des soviets a perdu toute importance réelle. La Constitution soviétique n'est plus qu'une fiction. Au dernier Congrès communiste de Moscou, Krylenko a déclaré froidement : « Les lois soviétiques ne sont autre chose que les consignes du Parti ».

Ici encore, nous sommes en droit de reposer la question : Lesquelles de toutes ces dispositions devons-nous considérer comme révolutionnaires, lesquelles comme antirévolutionnaires? Dans tout cela, où est la Révolution que nous avons à défendre contre la contre-révolution menaçante?

C. — La démocratisation des soviets

Le nombre n'est pas petit parmi nous de ceux qui cherchent l'élément révolutionnaire de la Constitution soviétique dans la position privilégiée qu'elle fait aux ouvriers et aux Conseils d'ouvriers. Ils ne voient pas que l'octroi d'un privilège politique aussi bien que social dans la Russie des soviets est acheté par eux bien cher de leur dégradation morale, intellectuelle, économique et de leur soumission à l'arbitraire illimité d'une organisation de secte particulière, les communistes.

J'espère avoir montré dans ce qui précède que ces faits ne coïncident pas fortuitement, mais qu'il y a entre eux un enchaînement nécessaire.

C'est pour cela que fatalement doivent échouer tous les essais de maintenir la Constitution soviétique en la purgeant de ses tares. On peut prendre comme exemple d'un tel essai l'effort pour démocratiser cette constitution.

Un mot d'ordre en ce sens avait été lancé déjà par une bonne partie de mes amis menchevistes peu de temps après la dissolution de la Constituante. Paul Axelrod le combattit aussitôt (ef. ses « Observations sur la tactique des socialistes dans la lutte contre le bolchevisme » (1). Ce qu'il y disait contre la « démocratisation des soviets » conserve aujourd'hui encore sa valeur.

Malgré cela, cette tendance n'est pas encore complètement abandonnée. Le dernier Appel de l'Exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste pourrait même être interprété en ce sens. Il y est dit :

Il faut que soit rendue aux peuples de l'U.R.S.S. la liberté, aussi indispensable aux ouvriers et aux paysans que l'air et l'eau.

Et ensuite on réclame :

Liberté de parole! Liberté d'organisation! Vote libre et secret!

Cela fait déjà un singulier effet, que la liberté semble n'être indispensable que pour les ouvriers et paysans, non pour tous les hommes. Et puis, pourquoi ne réclamer que le vote libre et secret, et non en même temps le suffrage universel?

Même le programme des bolcheviks revendiquait encore, au temps où ils chassèrent la Constituante, le « droit de suffrage universel, égal, direct et secret ».

Naturellement, nul ne pense dans l'I. O. S. à abandonner cette revendication. Mais y aurait-il des camarades qui croiraient devoir faire une exception pour la Russie? Comme si fatalement, là-bas aussi bien que partout, une classe, du fait qu'elle reçoit des privilèges particuliers, n'était pas condamnée

1) Paris, 1921.

à être corrompue et dans la dépendance des éléments par lesquels ces privilèges ont été octroyés et défendus.

L'idée de démocratiser les soviets est en soi un contresens. Elle veut dire : démocratiser une aristocratie privilégiée. Ou bien croit-on que les soviets comprennent la masse entière de la population? A quoi bon alors cette répugnance au si simple suffrage universel et cette préférence pour l'artificiel système soviétique?

A-t-on peur des voix des ci-devant capitalistes et grands propriétaires? Mais ils ont jusqu'à présent exercé l'influence politique non par les bulletins de vote qu'ils mettaient eux-mêmes dans l'urne — et dont le nombre était forcément toujours minime — mais par le pouvoir de leur argent. C'est cela, et non le suffrage universel égal qui leur donne le pouvoir politique.

Il est doublement absurde de vouloir rendre les capitalistes et les grands propriétaires fonciers politiquement inoffensifs en les privant du droit de vote là où ils sont expropriés, où par conséquent ils n'existent plus comme classe et ont perdu, comme individus, tous moyens d'influencer la population.

Mais il est vrai que l'on compte souvent aussi dans la bourgeoisie les gens qui ont un savoir supérieur. Chose qu'on ne peut pas confisquer. Et le mieux cultivé acquiert facilement une grande influence sur ceux qui sont plus mal instruits. C'est contre les gens cultivés surtout qu'est dirigé le système soviétique, parce qu'il a la possibilité de les réduire au silence et de les éloigner du contact avec le prolétariat — quand ils n'ont pas des idées communistes ou n'acceptent pas d'être employés par les communistes.

Fait encore partie de la démocratisation la fixation précise des droits de la personne vis-à-vis des détenteurs et représentants du pouvoir. Dans l'autocratie et l'aristocratie, les lois ne comptent que pour les classes et castes inférieures, les supérieures ne sont point tenues par elles. Dans la démocratie, les lois n'établissent pas uniquement des droits pour les autorités, uniquement des devoirs pour les citoyens. Elles donnent au

citoyen des droits strictement définis, qu'il peut maintenir contre toute prétention d'en haut.

Avec cette protection légale de la personne contre tout arbitraire de l'autorité, le système soviétique est incompatible. Dès 1919, Lénine, dans sa brochure polémique contre moi « (La dictature du prolétariat et le renégat Kautsky)[1] », p. 5., faisait cette déclaration :

> La dictature est un pouvoir fondé directement sur la force, qui n'est lié à *aucune loi.*

Ce pouvoir arbitraire est imparti, dans le système soviétique, à la classe des maîtres, les communistes, envers la masse du peuple. Un arbitraire plus grand encore est donné aux maîtres suprêmes dans le Comité exécutif central envers le peuple et les communistes.

La démocratisation des soviets doit commencer par une loi électorale qui définisse, sans aucune équivoque, le mode d'élection aux soviets. Pour n'être pas totalement absurde, elle donnera le droit de suffrage à toute la population travaillant ou désirant travailler. Ce droit deviendrait par là en fait, dans les conditions actuelles de la Russie, universel et égal.

Et de même, tout autre essai de donner aux ouvriers et paysans une plus grande liberté aboutit nécessairement à accorder cette liberté à la nation tout entière. Ne veut-on donner la liberté de la presse que pour les ouvriers et les paysans pauvres? Nul en dehors d'eux ne doit-il avoir le droit d'écrire et de lire un journal?

La démocratisation des soviets est une idée absurde, qui ne saurait remplacer notre revendication de la démocratie pour tous.

Néanmoins elle peut encore acquérir une importance historique. Il serait possible que cette revendication, étant donné la faillite progressive du système soviétique, gagnât une partie des prolétaires russes plus tôt et plus facilement que celle du suffrage universel. L'homme est par nature conservateur et, même quand il agit révolutionnairement, il aime, dès qu'il ne veut plus simplement détruire, mais créer du neuf, à s'attacher à ce qui existe pour le transformer.

C'est ainsi que la revendication de démocratiser les soviets peut devenir un des points d'appui pour mettre un terme au règne communiste. Si une telle revendication surgit spontanément, il pourrait être utile de la soutenir. Pourtant, nous ferons bien de rester bien persuadés que cette démocratisation ne peut pas mener à une amélioration du système des soviets. Son importance consiste en ce que, précisément par le contresens qui est en elle, elle ne ferait que pousser au delà d'elle-même, à la pure démocratie complète.

Et nous avons toutes raisons d'affirmer toujours avec énergie qu'une telle démocratie est notre but politique.

Nous n'avons pas le droit d'oublier que le prolétariat ne saurait remplir les grandes tâches historiques qui lui sont imposées par sa situation sociale sans collaboration des intellectuels : la science et les ouvriers, selon la formule de Lassalle. Seul le prolétariat peut donner au mouvement socialiste la force sociale sans laquelle il ne peut pas vaincre. Seuls des hommes de culture supérieure, sympathisant avec lui et avec ses buts, peuvent acquérir et répandre la vue profonde du réel qui est nécessaire pour que le mouvement prolétarien n'avance pas en tâtonnant dans l'obscurité, mais avance en suivant une route claire et précise et sache épuiser à plein ses victoires.

Les intellectuels ne sont pas, j'ai souvent insisté là-dessus, une classe, ils sont une catégorie qui s'est jusqu'à présent attachée en majorité à la classe capitaliste, mais qui n'est liée à elle par aucun intérêt de classe. Plus le prolétariat s'élève haut, plus il exerce d'attraction sur les intellectuels, plus le nombre est grand dans leurs rangs de ceux qui viennent adhérer à lui. Aider à ce mouvement est une des tâches les plus importantes du socialisme.

En Russie, où les intellectuels étaient plus qu'ailleurs intensément poussés dans l'opposition par l'état politique arriéré, où d'autre part le capital était particulièrement retardataire et, en comparaison de lui, le prolétariat particulièrement élevé dans les trente ou quarante années qui ont précédé la guerre — en Russie, le penchant des intellectuels pour la cause prolétarienne

était plus grand que dans les Etats de l'Occident. Et en même temps, le prolétariat russe avait encore plus besoin d'eux, vu la terrible ignorance de la population laborieuse par suite du manque d'écoles et de journaux.

Nulle part une étroite collaboration d'un large contingent des intellectuels avec le prolétariat n'est aussi aisément possible, aussi nécessaire, nulle part elle ne peut porter de meilleurs fruits qu'en Russie.

La Révolution de mars 1917 ouvrait pour cela les perspectives les plus heureuses, une fois la malheureuse guerre terminée. Les deux coups d'Etat bolchevistes de novembre 1917 et janvier 1918 ont brutalement interrompu cette collaboration et rempli le prolétariat de haine et de méfiance envers tout intellectuel qui ne s'engageait pas sous les drapeaux communistes. Tous les autres intellectuels, les communistes les traitaient sur le pied de criminels.

Ainsi, les bolcheviks ont, par égoïsme myope de fraction, amené une scission profonde entre les deux éléments les plus avancés de Russie, dont seule la collaboration peut tirer de la Révolution russe les fruits que lui permet de porter l'état général de la Russie.

Un des devoirs les plus importants de ses véritables révolutionnaires consiste à mettre fin à ce malheureux obstacle, à cette mutilation de la Révolution. C'est impossible sur la base du système soviétique, qui prive de droits tout intellectuel qui ne s'abaisse pas à être l'instrument docile de la dictature. Seul le rétablissement d'une pleine égalité démocratique peut combler entre intellectuels et prolétaires l'abîme qu'a, pour le plus grand dommage des deux parts, creusé le coup de force bolcheviste.

Nous ne devons laisser aucun doute là-dessus. Nous pouvons au besoin utiliser cette revendication : « Démocratisation des soviets » à titre de « transition » à la pleine démocratie, nous ne pourrons jamais l'accepter en « remplacement » de cette démocratie.

D. — Jacobins ou bonapartistes ?

Nous avons mis en lumière le système soviétique sous ses faces les plus diverses : économique, sociale, politique. Nulle part nous n'avons réussi à apercevoir un progrès au delà de ce que la Révolution russe avait, de mars 1917 au coup d'Etat des bolcheviks, ou déjà conquis ou préparé et qui serait devenu le point de départ d'une montée rapide de la Russie et de ses classes laborieuses. Ce que les bolcheviks y ont ajouté depuis était certainement dans leur intention, et plus encore dans leur phraséologie, quelque chose de superlativement magnifique. En réalité, cela s'est simplement montré entraver, amputer, paralyser tout ce que la Révolution avait fait jusqu'à la prise du pouvoir par le bolchevisme.

Pendant un temps, bien des révolutionnaires l'ont contesté, même dans nos rangs. Mais le nombre de ceux qui nient encore la décadence continue de la Russie dans tous les domaines sous le régime soviétique diminue d'année en année. Les faits parlent trop fort pour quiconque est accessible à leur langage et n'est pas un illusionniste fieffé.

Eh bien, n'a-t-on pas, dans ces conditions, le droit de qualifier l'action des bolcheviks de contre-révolutionnaire?

Les amis du bolchevisme, ne pouvant alléguer de faits en sa faveur, ont recours à une comparaison historique. Ils se réfèrent à la grande Révolution française. Ce qui est arrivé alors, disent-ils, est arrivé maintenant. Tout d'abord, il y eut après 1789, à côté des monarchistes constitutionnels, les faibles de la Révolution, les Girondins; à ces derniers ont correspondu en 1917 les socialistes révolutionnaires et les mencheviks. Au-dessus de ces faibles se levèrent les vrais révolutionnaires, qui seuls déployèrent assez de force et d'énergie pour mener la Révolution à la victoire: ce furent, de 1792 à 1794, les hommes de la Terreur, les Jacobins, le parti de la Montagne. Personne ne voudra qualifier ceux-ci de contre-révolutionnaires. Eh bien, ce que furent alors les Jacobins, c'était de nos jours les bolcheviks.

A cela il faut opposer que comparaison n'est pas raison.

Dans une comparaison entre deux événements analogues, l'un peut bien jeter de la lumière sur l'autre. Mais la comparaison peut également tromper beaucoup, si elle est entreprise sans observer suffisamment non seulement ce qu'il y a de commun, mais aussi ce qu'il y a de différent, et si l'on s'en tient à des détails extérieurs. Les Jacobins se distinguent déjà des bolcheviks en ce qu'ils étaient un parti bourgeois ou petit-bourgeois, et non socialiste. Un parti socialiste n'avait encore que faire à' la fin du XVIII^e siècle.

Mais aussi les circonstances dans lesquelles triomphèrent les Jacobins étaient, en 1792 et 1793, tout autres que celles qui mirent en selle les bolcheviks en 1917. Sans doute, aux deux époques, c'était la guerre. Mais en 1792 elle sortait de la Révolution; en 1917, c'était tout au contraire la Révolution qui sortait de la guerre. Les terroristes de la grande Révolution française tirèrent leur force de ce qu'ils étaient ceux qui, lorsque l'ennemi extérieur pressait, poussèrent avec le plus d'énergie et le moins de ménagements la conduite de la guerre.

Au rebours, les terroristes de 1917, qui dissolvaient la Constituante, tiraient leur force de ce qu'ils mettaient le plus d'énergie et d'intransigeance non seulement à réclamer, mais à amener la capitulation devant l'ennemi.

La Terreur était, dans la Révolution française, un effet non de la Révolution, mais de la guerre. Elle cessa dès que la France cessa d'être acculée par l'ennemi. Elle ne dura que deux ans.

On aurait pu s'attendre à voir de même la terreur cesser en Russie dès qu'aurait fini l'ère des guerres civiles et du « communisme de guerre ». La paix apporterait un rétablissement économique, un relâche de dictature dans l'économie et la politique. C'est le moment où surgit l'idée de la démocratisation des soviets.

Mais nous savons qu'il en fut tout autrement. La terreur n'est pas, dans le système bolcheviste, seulement une mesure de guerre. Au contraire, elle jeta dans les dix années de paix à partir de 1920 des racines de plus en plus profondes.

Un moment il sembla, après la défaite de la dernière armée blanche, qu'un revirement se produisait.

La guerre civile et la ruine économique avaient engendré une misère telle que beaucoup de bolcheviks ne furent plus d'accord avec leurs chefs et se révoltèrent contre eux. De là, à la fin de février 1921, une grève générale à Pétrograd et Moscou, et, en connexion avec elle, une mutinerie des troupes d'élite du bolchevisme, celles auxquelles il avait jusqu'alors dû surtout ses victoires, les marins, qui se soulevèrent à Cronstadt, près de Pétrograd.

La continuation de la Terreur, c'est-à-dire de la domination arbitraire et violente des communistes sur tout le peuple travailleur, paraissait intolérable.

Le 27 février, il circulait parmi les grévistes une proclamation conçue en ces termes :

> Changer à fond toute la politique du gouvernement est nécessaire et, avant tout, les ouvriers et paysans doivent avoir la liberté. Ils ne veulent pas suivre la direction bolcheviste, ils veulent décider eux-mêmes de leurs destinées.
>
> Il faut que vous réclamiez de manière pressante et organisée les mesures suivantes : Mise en liberté de tous les socialistes et ouvriers sans parti ;
>
> Levée de l'état de siège ;
>
> Liberté de parole, de presse et de réunion de toutes les classes de travailleurs ;
>
> Nouvelles élections libres dans les Comités d'usine, dans les unions syndicales et dans les soviets ;
>
> Organisez des réunions, publiez des résolutions, envoyez vos délégations aux autorités, efforcez-vous de faire prévaloir votre volonté.

Cette proclamation était évidemment l'œuvre de cette tendance mencheviste qui voulait se limiter à la démocratisation des soviets. Il n'y a pas dans cette proclamation un seul mot de la Constituante ; il n'est pas réclamé d'amnistie politique générale, mais seulement la mise en liberté des socialistes et des ouvriers sans parti. La liberté de parole, etc., n'est réclamée que pour les ouvriers. Enfin, les ouvriers n'étaient invités qu'à manifester et à pétitionner.

Cependant, même la mise en pratique de ces revendications eût été un grand progrès. Les communistes sentirent leur mono-

pole de parti dans l'Etat menacé. L' « Histoire illustrée de la Révolution russe de 1917 » (1), où cette proclamation est reproduite ainsi qu'une autre (vraisemblablement socialiste révolutionnaire) du 28 février 1921, fait là-dessus cette remarque :

L'étonnant n'est pas que les mencheviks et les socialistes révolutionnaires... aient répandu de pareilles proclamations. Ils le faisaient déjà auparavant. Ce qui était nouveau, c'est qu'elles étaient lues et même faisaient impression. Le gouvernement soviétique sentit dans ces manifestations nouvelles un grand danger politique qui semblait menacer l'œuvre de la classe ouvrière (p. 559).

L' « œuvre de la classe ouvrière », c'est dans le vocabulaire communiste l'œuvre du Parti bolcheviste sous une direction dictatoriale.

Le danger devint encore plus sérieux, lorsque les marins prirent en main la cause de la liberté des ouvriers et paysans. Ils n'envoyèrent pas de délégués aux autorités, ils agirent comme Lénine et Trotzki le leur avaient appris, ils prirent les armes.

Ils étaient les interprètes non des ouvriers des villes, mais des paysans. L'ouvrage que je viens de citer dit que c'étaient « des gars de village déguisés en marins » (p. 560).

Des « Informations du Comité révolutionnaire » publiées par les mutins à Cronstadt, l' « Histoire illustrée de la Révolution russe » a cité une série de textes qui tous attestent à quel point dès lors, quand à peine paraissait écarté le danger garde-blanc, la haine contre les communistes était profonde au village. Un point caractéristique, et important pour l'intelligence de la situation actuelle de la Russie soviétique, c'est que les paysans étaient particulièrement irrités de l'institution de grandes exploitations privilégiées dans les campagnes. Un marin, Koptelov, écrivait :

Du haut de leurs tréteaux ensanglantés, ils crient que la terre appartient aux paysans et les usines aux ouvriers. Pourtant, les communistes ont organisé partout des domaines com-

---

1) *Illustrierte Geschichte der russischen Revolution* 1917. Berlin, Willi Münzenberg, 1928.

munistes, en choisissant pour cela les meilleures terres, et ils ont chargé les pauvres paysans plus fort et plus dur encore que n'avaient fait auparavant les propriétaires. (p. 561).

Il vaut la peine encore de citer cette phrase :

Il en résulta un nouveau servage communiste. Le *paysan* devint dans les exploitations soviétiques un esclave, l'*ouvrier* dans les usines un *journalier*. Le *monde des travailleurs intellectuels* périt.

Voilà comment les paysans considéraient, dès 1921, la bénédiction que leur avait apportée le bolchevisme.

Le monde intellectuel pouvait bien périr ou mener une existence d'ilotes. Des ouvriers, Lénine pensait être déjà venu à bout. Mais pour les paysans et l'armée, il avait des égards. Sans doute il réussit à écraser dans le sang la révolte de Cronstadt, mais l'avertissement ne s'en perdit pas dans le vent. Le seul moyen d'agir sur les bolcheviks qui ait jusqu'à présent fait ses preuves, c'est l'insurrection armée ou la menace d'insurrection — la mutinerie des « gars du village déguisés en « marins » ou en soldats. C'était vrai en mars 1921 pour Lénine, ç'a été vrai en mars 1930 pour Staline.

En réponse à la mutinerie, Lénine proclama la « Nouvelle Economie Politique » la « Nep ». Elle relâcha les liens de la dictature pour la production et le commerce des marchandises à la ville comme aux champs :

Désormais, le « communisme » qui avait exercé son action durant trois années, au nom duquel des centaines de mille hommes étaient allés dans les prisons, dans les camps de concentration, dans les caveaux de la Tchéka et de là à la mort, ne fut plus qualifié « travail de construction socialiste », mais triste nécessité imposée par la guerre civile, « communisme de guerre ». (1).

Toutefois ceux-là se trompaient fort, qui pensaient que dorénavant s'ouvrait une ère nouvelle de liberté de mouvement pour les travailleurs, non seulement dans la production, mais aussi dans la politique.

1) Th. DAN, *La Russie des soviets*, etc., p. 33.

Même dans le domaine de l'économie, la nouvelle liberté n'alla pas loin et ne dura pas longtemps : simple « pause pour respirer ». Certes, les bolcheviks eussent volontiers fait des concessions au capital étranger pour lui donner envie d'affluer en Russie, car ils en avaient d'autant plus besoin que leur propre industrie était plus insuffisante. Mais ils ne voulaient ni ne pouvaient renoncer à leur régime arbitraire sans miner leur propre domination. Or, sans sécurité de la propriété, ni accumulations ni investissement de capital.

La Nep resta un phénomène passager et partant l'impulsion économique apportée par elle n'eut nécessairement qu'une existence très courte. Mais plus elle faiblit et faillit, plus la détresse augmenta de nouveau, et plus rapidement se succèdent à la ville et aux champs les expériences désordonnées, qui n'ont qu'un point commun, le constant accroissement de l'oppression exercée sur les ouvriers et paysans : réduction du salaire, intensification du travail, à plusieurs reprises prolongation de la durée du travail, et pillage des paysans aisés, à qui l'on prend d'abord leurs instruments, leur outillage, puis aussi leur terre, la limite où l'on fait commencer l' « aisance » étant abaissée de plus en plus profondément.

Telles furent les conséquences de Cronstadt, côté économique.

Du côté politique, elles n'amenèrent pas même transitoirement une amélioration, mais bien plutôt elles empirèrent les choses immédiatement.

Les bolcheviks avaient vu avec terreur que les idées des mencheviks et des socialistes révolutionnaires recommençaient à agir sur les ouvriers et paysans, dès que ces classes avaient l'occasion d'entendre une parole un peu libre. Il fallait à tout prix empêcher cela. Fermer hermétiquement aux ouvriers et paysans le contact de tout courant d'air libre fut dès lors chose pratiquée avec plus de sollicitude et plus de conséquence qu'auparavant. Jusqu'à la moindre possibilité de s'informer autrement que par la presse et les orateurs du Parti communiste leur fut enlevée. Les suites de ce régime isolant et désorientant ont un effet de rachitisme intellectuel non seu-

lement sur ceux qu'on y assujettit, mais aussi sur les maîtres eux-mêmes. La masse des communistes en Russie ne lit en effet que la presse communiste et se représente le monde tel qu'il y est dépeint. Comment pourrait-elle alors pratiquer une politique sensée et opportune ?

Les masses ne peuvent apprendre que ce que les maîtres veulent bien. Mais eux-mêmes, leurs sujets leur donnent de préférence les informations que Leurs Excellences désirent entendre. De tout temps, un autocrate qui ne fut informé sur le monde que par ses courtisans fut constamment trompé. C'est ce qui a nui toujours à tout Etat gouverné de la sorte. Mais où le danger est le plus grand, c'est pour un régime qui, quel que soit son caractère actuel, n'en est pas moins d'origine révolutionnaire, qui n'est maintenu par aucune tradition et qui doit se soutenir en un temps de furieux orages.

Plus ces difficultés augmentent, plus il s'acharne à ne connaître qu'une méthode politique pour s'affermir : le terrorisme. Ce qui, dans la Révulution française, ne fut qu'un effet de la guerre au temps où la menace de l'ennemi était le plus terrible, est en Russie soviétique devenu pour ses maîtres une nécessité issue des conditions de leur existence et ne diminue pas en période paisible, mais ne fait toujours que grossir.

Le discours où Lénine proclamait, le 11 mars 1921, la nouvelle politique économique, se terminait par ces mots : « Quant aux socialistes, il faut les garder dans les prisons. » (1)

Au début de leur action dans la Révolution de 1917, il se peut que les bolcheviks ait ressemblé aux Jacobins, quoique, même alors, il y eût déjà de grandes différences. Mais depuis leur coup d'Etat, ils s'éloignent de plus en plus de leur base primitive, ayant d'ailleurs du jour au lendemain adopté un nouveau programme diamétralement opposé à leur programme de la veille. Jamais les Jacobins n'ont opéré pareille volte-face. Ceux-là restèrent fidèles à l'idée du Parlement et du suffrage universel égal.

Ce ne sont pas les Jacobins, c'est un tout autre parti qui,

---

1) Th. Dan, *La Russie des soviets*, etc., p. 34.

quoique issu de la Révolution et du jacobinisme, n'eut aucun scrupule à jeter son programme entier par-dessus bord dès que l'occasion se présenta d'arriver par là au pouvoir et de s'y maintenir : ce parti, c'étaient les « bonapartistes ».

Si l'on veut établir des comparaisons entre la dernière révolution russe et la première révolution française, ce n'est pas aux Jacobins qu'il faut surtout comparer les bolchéviks, c'est aux bonapartistes. Ceux-ci ne furent pas comme ceux-là une organisation de domination à courte vie dans une situation passagère et anormale, ils fondèrent une constitution d'Etat à longue durée, valable pour le temps de paix comme pour le temps de guerre.

Dans la grande Révolution française, il y eut deux sortes de contre-révolutionnaires. Les plus anciens d'entre eux, les contre-révolutionnaires primitifs, étaient les princes qu'on avait chassés, membres de la dynastie des Bourbons, ainsi que des gens de la noblesse et du clergé, qui voulaient revenir à leurs anciens postes de domination et d'exploitation.

Mais à côté d'eux surgit à l'occasion — et des occasions se formèrent en France au cours de la Révolution — un élément contre-révolutionnaire qui sortait de la Révolution même. Aussitôt accompli le renversement de l'ancien régime qui tenait en respect les diverses classes et catégories opprimées et exploitées, celles-ci entrèrent en lutte les unes contre les autres. En cas pareil, il peut arriver qu'une des classes ou des partis révolutionnaires conquière tant de prépondérance sur tous les autres qu'elle monopolise à son profit tous les fruits de la Révolution et condamne tout le reste des révolutionnaires à la même impuissance et à la même inertie auxquelles ils étaient contraints avant la Révolution. De cette façon, la Révolution est annulée pour la plus grande partie des classes révolutionnaires.

Si, dans la grande secousse française, on appela « légitimistes » la première sorte de contre-révolutionnaires, adhérents de la monarchie légitime, les contre-révolutionnaires issus de la Révolution elle-même furent appelés « bonapartistes »,

d'après leur chef, le général Napoléon Bonaparte, qu'ils finirent par faire empereur.

Le conflit entre contre-révolutions légitimiste et bonapartiste se renouvela en France après le déclin de la Révolution de 1848.

Ces deux sortes de contre-révolution se distinguent entre autres par ceci. La forme primitive, telle qu'elle se manifesta, par exemple, en Autriche et en Prusse en 1849, se donne ouvertement pour ce qu'elle est. La forme bonapartiste, au contraire, conserve le plus possible l'attitude révolutionnaire; bien souvent ses représentants n'ont pas eux-mêmes une conscience claire de leur rôle contre-révolutionnaire. Il se passa des années avant que le premier Napoléon allât jusqu'à se faire empereur — empereur par la volonté nationale, installé par un plébiscite qui eut lieu en mai 1804, après quoi il se fit couronner le 2 décembre de la même année, Sans sa vanité, il aurait pu jusqu'à la fin de sa vie revêtir la dignité de Premier consul, qu'il avait conquise le 18 Brumaire, avec le même rôle contre-révolutionnaire qu'il joua comme empereur, et pourtant, il serait apparu au monde comme un révolutionnaire et non un contre-révolutionnaire.

La forme bonapartiste de contre-révolution n'est donc pas aussi facile à déceler que la forme primitive. Elle a, dans ses commencements, encore bien des points communs avec la véritable Révolution, elle peut passer pour sa continuation, parfois même pour son achèvement. Mais elle est toujours fondée sur l'oppression d'une partie des révolutionnaires et sur la restriction de la liberté de mouvement pour les masses, et doit donc à mesure qu'elle dure plus longemps dévoiler davantage son caractère contre-révolutionnaire.

C'est ce qui est arrivé en France au temps de sa grande Révolution. C'est ce qui arrive en Russie depuis 1917. Les essais de contre-révolution primitive se sont produits de bonne heure : ce sont les révoltes des « gardes blancs », Kornilov, Denikine, Koltchak, Wrangel. Mais est-ce la seule sorte de contre-révolution qui s'est produite ? Le manifeste rédigé par l'Exécutif de l'I.O.S. en mai dernier ne parle que de « contre-

révolutionnaires blancs », contre lesquels il faut protéger la Révolution russe. Elle ne parle pas d'une contre-révolution bonapartiste.

Maintenant, il se trouve de nombreuses voix menchevistes pour signaler que le bolchevisme menace de dégénérer en un nouveau bonapartisme. Mais ce danger ne menace-t-il que d'aujourd'hui? Ne s'est-il pas manifesté déjà plus tôt? Le bolchevisme n'est-il pas depuis longtemps déjà devenu un véritable bonapartisme depuis les coups d'Etat de novembre 1917 et janvier 1918 ? N'a-t-il pas depuis aboli peu à peu toute liberté de mouvements pour les ouvriers et paysans, après avoir, dès ses débuts, mis hors la loi tous les intellectuels qui n'étaient pas dans son camp ? Que doit donc faire Staline pour arriver au bonapartisme ? Croit-on qu'on n'en soit là que le jour où Staline se ferait couronner tsar ? Depuis le commencement de la grande Révolution française, il s'est presque écoulé un siècle et demi. Ce temps n'a pas été favorable à la monarchie héréditaire. Presque aucune des monarchies nouvellement établies depuis n'a subsisté, beaucoup des anciennes ont disparu. Même Mussolini ne pense pas qu'il vaille la peine de fonder une nouvelle dynastie. Cela fait-il qu'il ne soit pas le représentant incarné de la contre-révolution ?

Or, le fascisme n'est que le pendant du bolchevisme, Mussolini n'est que le singe de Lénine.

Il est vrai, le point de départ ici a été tout autre que là. Le fascisme fait voir que les méthodes bolchevistes de dictature peuvent aussi bien être utilisées pour ligoter le prolétariat que pour ligoter ses adversaires. Mais en les comparant nous constaterions que ce qui, dans le fascisme, est « intention » d'avance, l'étranglement de toute liberté de mouvement prolétarien, est dans le bolchevisme « résultat » immanquable. Les méthodes bolchevistes ne « peuvent » pas seulement, elles « doivent » nécessairement conduire à enchaîner le prolétariat, au moins là où l'industrie et l'agriculture sont dans le marasme et où la situation des classes qui travaillent dans les villes et les campagnes devient insupportable. Et ce déclin économique à

son tour est une conséquence inéluctable de tout ligotage bolcheviste ou fasciste de l'appareil de production.

La dégénérescence bonapartiste, ou, si l'on aime mieux, fasciste, du bolchevisme n'est donc pas un danger qui menace dans un lointain avenir, mais un état où la Russie est plongée déjà depuis près de dix ans. L'hostilité aùx ouvriers et paysans à laquelle mènent naturellement les méthodes bolchevistes, ne s'est, il est vrai, déployé que petit à petit, mais il a dans ces dernières années pris des proportions si terribles que déjà, joint à l'imminente ruine complète de l'agriculture, il menace le système bolcheviste de la catastrophe dont nous avons parlé au début et qui rend nécessaire de se préoccuper plus que jamais de la situation en Russie.

La complexité et l'ambiguïté qu'a pris en Russie depuis une douzaine d'années la notion de « révolution » sont encore accrues par le fait qu'il y a là-bas, deux sortes de contre-révolution, la primitive, celle des gardes blancs, et la bonapartiste, ou fasciste et bolcheviste.

Quiconque se place au point de vue du socialisme démocratique doit naturellement combattre l'une et combattre l'autre. Mais on devrait admettre qu'en le faisant, on tourne à chaque moment le plein de sa force contre le genre de contre-révolution qui se trouve au pouvoir, et non contre celui dont la venue est seulement à craindre, et n'est même pas sûre encore. Les républicains français ne se sont jamais avisés sous Napoléon de renoncer à la lutte contre l'Empire parce qu'il était aussi combattu par les légitimistes.

On peut d'ailleurs remarquer à ce propos que la contre-révolution issue de la révolution est bien plus forte, soutenue par des couches plus énergiques, que la contre-revolution primitive, dont les représentants avaient déjà. avant le bouleversement qui les a chassés, perdu toute force vitale. Combien il y avait plus de force dans l'Empire de Napoléon Ier que dans la royauté de Louis XVI ou même dans la très réactionnaire royauté de Louis XVIII ou de Charles X ! Pour renverser Napoléon, toute l'Europe dut se coaliser. Les

Bourbons furent chassés par le prolétariat parisien en une bataille de rues de trois journées.

A dire vrai, Staline est bien moins sûrement assis sur son siège que jadis Napoléon. Celui-ci avait employé toutes les énergies dont il disposait à vaincre et à piller les ennemis de la France. Staline n'emploie tous les moyens de force qui sont à sa disposition qu'à combattre et à piller les ouvriers et paysans de Russie. Cela diminue beaucoup le danger de cette espèce de bonapartisme pour le reste de l'Europe. Mais pour la Russie, elle devient la pire, parce que la plus forte, des formes que puisse prendre la contre-révolution.

4. Les formes possibles d'un changement en Russie

A. — La révolte paysanne

Après avoir examiné l'état des choses actuellement existant en Russie et les facteurs dont il est sorti, il nous faut rechercher les conséquences et les devoirs qui en résultent pour la Russie et sa socialdémocratie, ainsi que pour l'Internationale socialiste.

Naturellement, ce qui sera décisif pour transformer l'Etat en Russie, ce sont les forces qui agissent dans la Russie même. L'émigration russe ne pourra en attendant pas y faire grand chose. Et moins encore l'Internationale. Ne peuvent agir pour un changement de direction sur un puissant colosse comme l'empire russe que des mouvements éclatant spontanément de la masse populaire même avec la force des cataclysmes naturels.

Notre attitude sera forcément décidée par ce que nous permettent d'attendre les mouvements venant des populations mêmes de la Russie soviétique.

Le malheur est que ces mouvements ne sont pas de nature très définie. Les bases de tous les changements politiques et sociaux futurs, les tendances de l'évolution économique, peuvent, il est vrai, se prédire avec assez d'exactitude. Les « prophéties marxistes » fondées là-dessus se sont d'ordinaire démontrées justes. Au contraire, rien n'est plus difficile, quand ce n'est pas impossible, de prévoir pour des évènements à venir, résultant de l'évolution économique générale, sous quelle forme précise et à quelle date ils se produiront.

Cela s'applique dans une mesure particulièrement forte à ce qui concerne la Russie d'aujourd'hui, dont la situation actuelle est absolument unique et n'est comparable à celle d'aucun autre pays dans le présent ou le passé. Avec cela, pas d'Etat, depuis que le Japon et la Chine se sont ouverts dans le milieu du siècle dernier, qui soit aussi complètement coupé du monde et où toutes les sources d'information soient autant monopolisées par le gouvernement, que ce n'est le cas de la Russie. Partout il est plus facile aujourd'hui d'arriver à connaître ce qui se passe à l'intérieur qu'il ne l'est là-bas.

Certes, la situation économique de la Russie peut malgré tout être en quelque mesure établie. Il est impossible de la dissimuler entièrement. Mais l'état d'âme des masses sur lesquelles agit l'économie, est difficile à connaître et cela rend déjà impossible de prévoir avec précision comment elles pourraient réagir à la ruine de l'agriculture.

Il n'est pas d'une impossibilité absolue que cette ruine ait l'effet que souhaite le manifeste de l'I. O. S. : que les bolcheviks s'en trouvent intimidés à tel point que, comme le dit le manifeste, « communistes ou sans parti » s' « allient avec les socialistes », rendent « aux peuples de l'U.R.S.S. la liberté » et ainsi les mènent d'une marche « pacifique » à la « pleine démocratie ».

Pas de doute, entre les solutions possibles, celle-ci serait la plus heureuse, celle qui épargnerait le mieux à la Russie la misère et les dangers d'une guerre civile.

Mais si nous ne donnons pas la parole à nos seuls désirs, mais laissons parler aussi les expériences faites jusqu'à présent et la nature des choses, force nous est bien d'avouer que cette solution est de toutes la plus invraisemblable.

Amener pacifiquement une autocratie à la démocratie est une opération qui jusqu'à présent n'a encore réussi nulle part. En Allemagne et en Autriche, même en Russie, il existait avant la guerre bien plus de chances données pour cela que dans la République soviétique aujourd'hui, et néanmoins, dans ces pays, la majorité des socialistes déclarait visionnaires ceux qui croyaient à la possibilité d'entrer ainsi pacifiquement

en république démocratique. Nous n'avons pas aujourd'hui de raisons pour être plus disposés à y croire.

Il a fallu au début de 1921 une grosse insurrection pour amener Lénine à des concessions, et ce sont tout autant les commencements d'un soulèvement du même genre qui poussèrent Staline, il y a quelques mois, à freiner sa marche. Mais même dans ces deux cas, il n'y eut d'accordé que des concessions économiques ; on ne revint pas sur la suppression de la démocratie; au contraire, les conséquences en furent aggravées.

Jamais cela n'est apparu avec autant de netteté que dans le discours de Staline au XVI[e] Congrès du Parti communiste de Russie et dans le pitoyable traitement qu'on y fit subir à Rykov et Tomski.

Ainsi ce n'est pas une espérance à considérer sérieusement que d'attendre une conversion pacifique des communistes à la démocratie.

Nous devrions plutôt nous attendre à autre chose: l'absence de toute réaction à l'égard d'une famine qui menace prochainement la Russie, si une belle saison exceptionnelle ne vient pas favoriser les kolkhoses et les sovkhoses. Ah ! oui, la faim pousse au désespoir, mais aussi elle affaiblit et énerve, paralyse toutes les énergies, abaisse l'être humain à une résignation muette.

Il n'y a pas longtemps, dans certaines régions de la Chine, des millions d'hommes mouraient de faim sans qu'il en arrivât aucun soulèvement. Sans se grouiller, ils attendaient silencieusement que la mort vînt finir leurs tortures. Dans la Russie tsariste même ,il y eut une famine épouvantable en 1891-92, et une autre en 1898-99. Pourtant, une fois comme l'autre, tout resta bien tranquille.

N'en serait-il pas de même cette fois? Cela n'est pas impossible. Ce serait sans doute là des diverses conséquences possibles de la faillite de l'expérience kolkhose la plus déplorable, non seulement pour le peuple russe, mais aussi pour ses maîtres communistes, quoique ce soit cette marche des choses qu'ils souhaitent le plus parce qu'elle laisserait intacte leur position au pouvoir.

Mais une famine comme celle-là ne serait pas le résultat des conditions naturelles défavorables d'un été, par exemple d'une sécheresse extraordinaire. Des conditions anormales de ce genre ne se renouvellent pas si facilement. A une mauvaise récolte succède le plus souvent une bonne. Le fléau de la famine n'a pas eu en pareil cas une durée de plus d'un an.

Tout autre serait fatalement l'effet d'une disette de vivres qui serait le résultat de conditions sociales et politiques, lesquelles ne changent pas, et nécessairement seraient encore empirées énormément par la famine.

Il faut ajouter que l'agriculture russe n'a plus produit, pendant ces dernières années, même dans les régions où l'économie paysanne est restée intacte, d'excédents assez forts pour compenser le déficit des régions à famine. Toutes les tentatives pour forcer le paysan des territoires les mieux situés à augmenter la fourniture de produits pour les régions déficitaires doivent encore accroître le mal et étendre le déclin de l'agriculture. Les régions qui produisent encore des excédents agricoles ne suffisent pas même depuis longtemps à nourrir les villes, encore bien moins les nombreuses régions oż il y a des kolkhoses sans succès et des exploitations paysannes ruinées, qui entreront encore en ligne de compte en plus.

Si les causes de la détresse actuelle persistent sans changement, une famine qui en proviendrait doit de plus en plus diminuer les forces productives de l'agriculture, en sorte que sa décadence, commencée dejà depuis des années, prendrait dès lors une allure encore plus rapide.

Cela conduirait naturellement à réduire rapidement toutes les dépenses culturales, notamment en ce qui concerne les écoles déjà lamentables actuellement, à voir progressivement empirer encore l'alimentation déjà aujourd'hui insuffisante des ouvriers et des millions de personnes mourir de faim à la ville et dans les campagnes.

Finalement, ce fléau ne s'arrêtera pas non plus devant le Parti communiste et l'armée rouge, auxquels jusqu'à présent même affamée la Russie avait toujours réservé des moyens de bien vivre.

Si les communistes ne se convertissent pas volontairement à la démocratie, ce qu'il est difficile d'espérer, si cette démocratie n'est pas imposée par des mouvements prolétaires ou paysans, alors le sort qui attend le parti communiste, c'est de croupir — dans une Russie croupissante.

Par bonheur, cette éventualité, quoiqu'elle ne soit pas exclue, n'est néanmoins pas du tout certaine, et pas même vraisemblable.

Bien que la dictature ait, depuis une douzaine d'années, cherché à détourner tous les points d'appui d'une opposition possibles, elle s'est elle-même tellement désorganisée et compromise à le faire, elle a créé tant de contradictions, provoqué une telle instabilité, que peut-être n'est-il pas besoin d'une violente secousse pour que la terre lui manque sous les pieds.

D'assez faibles mouvements d'éléments opposants pourraient amener cela.

C'est de la paysannerie surtout que pourrait sortir ainsi un mouvement d'opposition qui aurait du succès. Sans doute la population des villes est pour l'ordinaire plus mobile. Mais c'est aussi dans les villes que tout l'appareil oppresseur de l'Etat est concentré, armée et police. Au contraire, les villages sont moins à portée.

C'est pourquoi, dans ces dernières années, les villes sont restées tranquilles, en dépit d'une détresse croissante, au lieu qu'on signale fréquemment des désordres dans les villages. Encore plus souvent d'ailleurs, des actes terroristes dirigés contre tel ou tel communiste, le meurtre d'agents communistes en pleine campagne.

L'esprit de résistance semble donc, dans les conditions données de la Russie, s'être plus fortement développé, ou mieux, être plus en état de se manifester dans les campagnes que dans les villes.

Certes, ces troubles et ces actes de résistance de la part de paysans n'ont jusqu'à présent conduit à rien, qu'à renforcer le régime de terreur même dans les campagnes, où, aux débuts de la domination soviétique, il s'était fait moins sentir. Les soulèvements paysans ne pouvaient avoir aucun résultat,

tant qu'ils étaient de nature locale, restant toujours limités à certains villages qui s'en prenaient à tel ou tel mal en particulier, par exemple à un fonctionnaire particulièrement malfaisant. Des troubles de ce genre sont naturellement réprimés avec facilité par la force armée du gouvernement central.

Mais les choses se présenteraient autrement, si tous les villages de plusieurs provinces se soulevaient en même temps. Alors les forces armées du gouvernement central ne suffiraient plus à la répression.

La situation deviendrait particulièrement dangereuse pour le gouvernement si l'armée elle-même ou quelques-unes de ses parties viennent à lui manquer, refusent de tirer sur les insurgés ou même passent de leur côté.

Ces choses-là se produisent facilement quand aux divers griefs locaux de certains villages vient s'ajouter une circonstance qui les pousse tous en même temps au plus grand désespoir. Une telle circonstance ne reste pas sans effet sur les « gars de village habillés en soldats ». Un grief local d'un village ne peut les exciter assez pour qu'ils rompent les entraves de la discipline militaire. Mais si tous les fils de paysans d'un régiment entendent venir de leurs villages le même cri de désespoir et qu'on leur commande ensuite de tirer sur père et mère, la colère commune contre les bourreaux de paysans peut bien leur donner le courage de s'opposer collectivement à eux.

Or, qu'une fois seulement les paysans, unis aux soldats rouges, remportent en quelque endroit une victoire sur les troupes du gouvernement, il n'y a plus, dans la tension générale, de point d'arrêt possible, l'avalanche se met en mouvement, écrasant tout ce qui se trouve sur son passage.

Quelles proportions et quelle force victorieuse peut prendre en Russie une révolte de la population paysanne dans de telles circonstances, on l'a vu dans l'insurrection de Stenka Razine, un cosaque rebelle, qui, en 1668, rassembla autour de lui une bande de brigands de quelques milliers d'hommes, avec lesquels il fit la guerre en règle et dont les succès militaires amenèrent bientôt dans son camp paysans et prolétaires. Même des régi-

ments du tsar se joignirent à lui. Il fut en état de conquérir de grandes villes comme Astrakhan, Samara, Saratov.

D'un simple soulèvement de cosaques menaça de sortir une révolution générale, qui avait déjà gagné de vastes territoires de la Basse et Moyenne Volga. (1)

Le mouvement échoua de n'avoir pas de programme et de ne pas être dirigé contre le pouvoir du tsar, mais seulement contre des marchands et des propriétaires fonciers qu'il pillait. Sur cette base, on ne pouvait édifier un ordre nouveau dans l'Etat. En outre, les conditions préalables n'étaient pas réalisées. C'est ainsi que le mouvement tomba en 1671, après que Razine eut été battu par une armée du tsar.

Toujours est-il que son soulèvement montrait avec quelle rapidité un mouvement de rébellion peut gagner de grandes masses de paysans, quand ses auteurs réussissent à obtenir des succès contre les troupes du pouvoir. A cet égard, les conditions ne sont, depuis le XVII[e] siècle, devenues que plus favorables encore à une insurrection paysanne. L'agitation constante dans toute la Russie depuis 1917 doit avoir rendu les esprits des paysans autrement aisés à mettre en mouvement que ne pouvait le faire la fortune guerrière d'un chef de brigands isolé parmi les paysans conservateurs du XVII[e] siècle.

En fait, l'expérience des kolkhoses a provoqué des agitations paysannes si obstinées, notamment dans la région du Caucase, et une fermentation si profonde dans l'armée rouge que Staline, nous l'avons vu, se trouva obligé de mettre un frein à l'affaire des kolkhoses. Mais même s'il devait réussir à arrêter le mouvement, devenu si fort, d'expropriation des paysans, ce qui se peut difficilement, il ne réussira en aucun cas à exorciser le malaise économique qu'a déjà suscité ce mouvement. Celui-ci poursuivra sa marche implacable. Et l'on peut s'attendre alors à voir, dès que les conséquences en apparaîtront au jour, les mouvements dans la paysannerie et dans l'armée rouge qui ont amené Staline à battre en retraite éclater avec une force renouvelée et dans des proportions beaucoup plus larges.

---

1) S. F. Platonov, *Histoire de la Russie*, p. 211.

La possibilité d'un soulèvement victorieux de paysans contre le régime bolcheviste n'apparaît pas comme résultat d'un complot, qui peut être découvert et rendu inoffensif, mais comme le résultat nécessaire du mal qui provient du système soviétique lui-même et dont celui-ci ne peut empêcher les effets ni par aucune police ni par aucune terreur.

B. — Paysans et ouvriers

Il serait très possible qu'une révolte de paysans jetât bas le régime soviétique. Mais que mettra-t-elle à la place ? Des paysans ne furent jamais à eux seuls capables d'édifier un grand Etat. Ils ne le sont pas plus aujourd'hui qu'au temps de Stenka Razine. Les paysans peuvent secouer un joug, les éléments d'une formation d'Etat nouveau sont presque toujours partis des villes. A cela encore, rien n'est changé. Des paysans rebelles ont pu obtenir de grands résultats durables, alliés avec les villes, jamais sans elles, ni encore moins contre elles.

Dans les villes de Russie, la classe qui a l'importance décisive, ce sont les ouvriers industriels. Supposons qu'on en arrive à une insurrection paysanne, il dépendra de l'attitude des ouvriers industriels que l'insurrection affranchisse la Russie et lui rouvre le chemin d'un développement nouveau, aujourd'hui barré par le système soviétique, ou bien qu'elle se termine par la ruine de l'empire tout entier.

La première éventualité, l'heureuse, se produira si les ouvriers s'allient aux paysans. Mais ouvriers salariés et paysans eux-mêmes, s'ils sont seuls, ne sauraient encore fonder un Etat sans intellectuels.

Or, paysans, ouvriers, intellectuels, n'ont un intérêt commun que s'ils se placent sur le terrain de la démocratie. Cela, dans les conditions de la Russie soviétique, va de soi pour les intellectuels comme pour les paysans, mais non pas, malheureusement, pour les ouvriers, qu'on a érigés en classe privilégiée.

Tout dépendra de ceci : les prolétaires perceront-ils l'apparence trompeuse de leurs privilèges et s'apercevront-ils que le

prolétariat ne peut lier des verges pour des catégories opprimées sans qu'elles soient employées aussi pour lui-même et qu'il ne fonde de liberté durable pour lui qu'en créant la liberté pour tous. Le prolétariat en Russie ne peut que gagner à renoncer à ses privilèges : ils peuvent bien faire qu'il soit un peu moins misérable que d'autres portions de la population dans les campagnes, mais ils empêchent la cessation générale de la misère, que par contre le système soviétique multiplie constamment. Si les prolétaires arrivent à voir cela, s'ils s'unissent aux intellectuels et aux paysans en vue de la lutte pour la démocratie, c'est-à-dire avant toute chose pour le suffrage universel égal et pour la République parlementaire assurant la plus grande liberté d'action à tous ses habitants, nous pouvons espérer voir la Russie marcher à des temps plus heureux et rejeter le poids du cauchemar qui l'oppresse et menace de l'étouffer.

Mais malheur à ce pays, si les ouvriers devaient croire qu'il leur faut maintenir leur position privilégiée vis-à-vis des paysans et des intellectuels et défendre contre eux le système soviétique. Non moins pernicieux serait un raisonnement plus bas encore, mais très à portée. Le manque général d'aliments a déjà bien souvent conduit des troupes d'ouvriers à marcher sur des villages pour enlever aux paysans leurs stocks. Si ce procédé se généralisait, il suffirait à lui seul à faire éclater une insurrection de paysans. Pratiqué pendant celle-ci, il en augmenterait encore l'intensité. Dans tous les cas, l'insurrection paysanne deviendrait alors une lutte contre le prolétariat.

Les mêmes conséquences qui naîtraient peu à peu en Russie d'une stupide apathie éventuelle pendant une année de famine, résulteraient rapidement d'une lutte entre prolétariat et paysannerie. On peut se demander qui aurait la victoire militaire, prolétaires ou paysans, comme on peut se demander ce qui adviendrait d'une telle victoire, si, par la victoire des ouvriers, les communistes renforceraient à nouveau leur pouvoir ou si les paysans, par leur victoire, ouvriraient la porte à tous les charlatans réactionnaires possibles. Mais toutes ces questions sont sans importance en face de la grandeur du mal résultant de ce que, dans une lutte pareille, l'industrie comme

l'agricultureè seraient complètement foulées aux pieds et la Russie réduite à offrir le même spectacle que si les hordes de Tamerlan venaient de passer sur le pays.

Pas de doute, tout ami de la Russie, tout ami de l'humanité, doit souhaiter que cette horreur nous soit épargnée. Mais cela sera d'autant plus que les ouvriers se seront plus unis aux paysans et aux intellectuels en vue de la lutte pour la démocratie contre le système soviétique. Le danger de guerre civile résulte de ce système. Il est d'autant plus grand que ce système dure plus longtemps. A maintenir le système, on peut bien retarder quelque peu le danger, mais non jamais le conjurer. L'explosion en doit être d'autant plus horrible que le système soviétique aura eu plus longtemps l'occasion de faire du mal. L'insurrection, on peut bien la maudire. Mais si une fois elle est, il s'agit de prendre position vis-à-vis d'elle.

Entre les facteurs qui agissent sur le caractère des mouvements à venir en Russie, l'attitude du Parti communiste sera naturellement l'un des plus importants. Il est fort possible que dans cette situation il se divise avant d'être complètement coulé à fond. Quand jusqu'à présent un système autocratique a été menacé d'une révolution, ses partisans d'ordinaire étaient pris d'une grande nervosité. Les plans les plus divers, les plus contradictoires étaient formés pour laver la fourrure devenue sale, sans la mouiller. Ces plans peuvent être partagés en deux groupes : les uns tendent à apaiser les éléments de l'opposition par des concessions et à les mettre en dispositions plus douces, les autres à les intimider en multipliant les mesures de violence.

C'est ce qui arrivera chez les communistes aussi et même, c'est ce qui arrive déjà chez eux depuis un bon bout de temps.

Les concessions d'autocraties moribondes n'ont toujours été dans le passé que des tentatives changeantes, entreprises sans décision et bientôt abandonnées. Il en a été jusqu'à présent de même dans la Russie bolcheviste, comme le montre déjà le sort de la Nep. On peut très bien étudier la destinée de telles concessions sur les essais de réformes faits par les gou-

vernements de Louis XVI, prenant les devants sur la grande Révolution sans pouvoir l'empêcher.

L'une et l'autre tendance, celle des concessions aussi bien que celle des répressions renforcées, ont raison dans la critique qu'elles font l'une de l'autre. Les répressions ne font qu'accroître le désespoir et la fureur des adversaires du régime menacé, sans améliorer les conditions existantes. Mais les concessions ne sont accordées que si timidement qu'elles non plus n'améliorent rien. Leur seul effet est d'encourager les ennemis du gouvernement en leur fournissant des possibilités d'agitation multipliées. Le gouvernement, dans une situation pareille, peut bien se tourner et retourner autant qu'il veut, tout ce qu'il fait est à faux, que ce soit vers la gauche ou vers la droite. Tout fatalement lui réussit mal dès qu'une fois le système sur lequel il repose et qu'il ne veut abandonner à aucun prix est évidemment devenu la cause de la ruine ou même de la perte de la chose commune.

Rien ne servant à fond, les gouvernements de ces périodes-là se distinguent par une inquiétude croissante. On fait quelques piètres concessions, mais on voit bientôt, quand même elles rendraient le gouvernement passagèrement populaire, qu'elles sont d'autant plus exploitées par l'opposition à son profit qu'à elles seules elles peuvent moins suffire à conjurer le mal. Alors c'est, dans le gouvernement, le courant opposé qui prend le dessus, on retire les concessions faites, on cherche à les compenser par de nouvelles mesures de violence. Cette course en zigzag irrite encore bien plus que ne ferait le simple maintien de ce qui était auparavant et accélère la culbute finale.

Si réellement, dans les rangs communistes, le mot d'ordre: Démocratisation des soviets devait surgir et trouver des défenseurs, ce serait bien sûr une faute de ne pas les prendre au mot et les soutenir. En tant qu'indice de vacillation de la dictature et moyen de l'ébranler davantage encore, ce mot d'ordre pourrait prendre de l'importance. Mais ce ne serait jamais le résultat d'une politique claire et rectiligne voulue par le gouvernement soviétique, ce ne serait qu'un des multiples résultats

contradictoires de sa course en zigzag et des divisions croissantes, avant-coureurs de la fin du Parti communiste.

Il est impossible de prévoir quelles formes pourra revêtir le bouleversement qui s'annonce en Russie. Mais on peut s'attendre avec la plus grande vraisemblance à le voir n'en pas revêtir une seule, mais plusieurs, peut-être même toutes les formes ici considérées et finalement plus d'une encore auxquelles nous n'avons pas l'idée de songer. L'histoire apporte toujours quelques surprises. Il semble impossible qu'un pays aussi gigantesque que la Russie produise en toutes ses parties exactement les mêmes phénomènes. Il peut y avoir des régions dont la population soit, par la faim et les éternels mauvais traitements, devenue absolument apathique et totalement incapable d'action. Dans d'autres, en revanche, les paysans peuvent avoir encore assez d'énergie pour se mettre fortement en défense contre leurs expropriateurs. Mais alors il peut encore y avoir des villes dont les ouvriers se tournent contre les paysans pour les écraser et les piller, et aussi d'autres villes où les ouvriers fassent alliance avec les paysans et la partie démocratique des intellectuels pour fonder une République démocratique nouvelle.

Alors, il peut également se faire que l'unité du Parti communiste se disloque: il peut ici démocratiser les soviets, autoriser quelque liberté de presse et de parole, là pousser le terrorisme et la toute-puissance de la police politique jusqu'aux excès les plus sanguinaires.

Un empire de près de 150 millions d'habitants qui n'ont jamais encore eu dans l'histoire une seule année durant l'occasion de s'organiser librement en grandes associations embrassant l'Etat entier, jamais encore un peu longtemps l'occasion d'être informés par une presse libre, jamais encore l'occasion de voir dans une représentation nationale de grands partis exposer et appliquer leur programme — un empire de ce genre doit, quand une fois ses masses se mettront en mouvement, nécessairement devenir tout d'abord le théâtre d'un chaos en apparence inextricable. Assurément, c'est à regretter, mais c'est inévitable. L'essentiel sera de mettre le plus tôt possible un terme au chaos. Cela ne pourra se faire par des essais pour élever

à la place de la dictature tombée une dictature nouvelle. Cela, ce serait éterniser la guerre civile.

Une seule perspective s'offre pour terminer rapidement le chaos et donner bientôt aux masses russes, assoiffées de sécurité autant que de liberté, le repos et la sécurité : l'union des ouvriers des villes avec les intellectuels de convictions démocratiques et socialistes de même qu'avec les paysans pour amener l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale chargée de faire une Constitution pour la République parlementaire démocratique.

5. Que faire ?

A. — Les gardes blancs dans l'émigration

« Que faire ? » C'est la question que le grand socialiste russe Nicolas Gavrilovitch Tchernychevsky adressait en 1863 dans le roman qui porte ce titre (1) à la jeunesse révolutionnaire de Russie luttant pour des formes nouvelles d'Etat et de vie. Cette jeunesse se recrutait presque exclusivement dans les milieux intellectuels, qui, de leur côté, venaient très souvent de la noblesse. Le prolétariat, qui, à cette époque, n'existait pas même encore en Russie comme classe ayant conscience d'elle-même, est depuis arrivé à une telle importance qu'il a pu, non pas encore, à la vérité, dominer lui-même l'Etat, mais enfin porter au pouvoir une organisation qui l'exerce au nom du prolétariat, mais autocratiquement, qui lui accorde même une situation privilégiée, mais avec cela lui enlève, comme à toute autre classe ou catégorie toute liberté d'action. Ce caractère singulier d'une organisation d'Etat n'a été dû qu'à la rencontre de conditions tout anormales, résultat des monstruosités de la guerre mondiale. Une telle anomalie ne pouvait durer longtemps, elle marche maintenant à sa fin. Et alors surgit de nouveau, comme en 1863, pour les socialistes de la Russie, cette question : « Que faire » pour élever la nation russe de la misère de l'autocratie à des formes supérieures ?

Certes, cette question n'a plus aujourd'hui le même sens qu'alors ; tout d'abord parce que l'autocratie qui est à combattre est aujourd'hui une autocratie tout autre, mais aussi parce que les classes qui interviennent en combattants dans

---

(1) *Que faire ?* a paru en traduction française à Milan, chez Bignami, en 1878.

l'évolution politique et sociale, se différencient beaucoup de celle de 1863. Mais surtout parce que la question aujourd'hui n'est plus de théorie, elle est d'action. Théoriquement, notre conception en face du bolchevisme est depuis longtemps fixée. Aujourd'hui, c'est de la question politique qu'il s'agit : Que devons-nous faire si le bolchevisme vient à chanceler, si une insurrection la menace ?

Que ce ne soit pas une question oiseuse, une preuve convaincante en est le manifeste, déjà plusieurs fois cité ici, de l'Exécutif de l'I. O. S. aux travailleurs de Russie, manifeste qui doit sa naissance à la constatation de ce changement imminent. Discuter cette question est une nécessité d'autant plus urgente que, malheureusement, les socialistes de Russie eux-mêmes ne sont pas d'accord sur la réponse qu'ils doivent y donner.

Il s'agit là surtout des socialistes de l'émigration. Sans doute, il y a encore en Russie des socialistes non-bolchevistes, d'excellents camarades, mais beaucoup d'entre eux vivent en prison ou en déportation. Il est tout à fait impossible d'estimer le nombre de ceux qui se trouvent encore en liberté, car seul le secret le plus strict sur leurs opinions les assure contre la police politique. Une libre discussion avec eux est totalement impossible.

Au contraire, il n'y a pas de raison pour ne pas mener cette discussion au sein de l'émigration, dont sont presque tous les Russes qui se sont fait connaître comme socialistes et sont encore comme tels au nombre des vivants.

A côté de l'émigration des démocrates et socialistes de Russie — deux catégories qui n'en font presque qu'une — il y a aussi une émigration d'éléments pareils d'Italie.

Les deux émigrations ont beaucoup de points communs mais sur un point elles se différencient. L'émigration italienne se compose exclusivement de socialistes et de démocrates bourgeois. Chez les Russes, au contraire, à côté de cette émigration, il y en a une autre, foncièrement différente, émigration de réactionnaires, de membres de la dynastie russe, de grands propriétaires fonciers, capitalistes, bureaucrates, officiers de l'ancien régime. Une part d'entre eux s'est assurément résignée à

son sort, peut-être même s'y est-elle fait une existence confortable et ne songe-t-elle pas à s'exposer à de nouveaux dangers et à un avenir incertain en prenant part à un soulèvement révolutionnaire.

Mais une autre partie ou bien n'a pas aussi bien réussi ou bien conserve encore assez d'énergie pour s'engager dans de nouveaux combats ou assumer de nouveaux risques. Cette partie compte encore qu'il lui sera un jour possible de retourner en Russie. Mais même cette partie ne constitue pas une masse unie. Le nombre n'est pas petit de ceux qui, dans ses rangs, sont unis seulement par le regret de la patrie absente. Ils n'aspirent qu'à la liberté économique afin de pouvoir se refaire une existence dans leur ancien pays. Cependant, une partie non négligeable n'a pas de sentiments aussi pacifiques. Ces gens veulent le retour de l'ancienne société et du rôle brillant qu'il y jouaient, et ils attendent l'occasion d'amener cette réalisation-là. Comme tant d'autres, ils ont oublié qu'il y a eu en Russie une grande Révolution dès mars 1917, que la Révolution russe n'est nullement l'œuvre des bolcheviks, que ceux-ci l'ont uniquement canalisée dans certaine direction, monopolisée à leur profit et finalement ruinée.

Ces révolutionnaires se figurent que si les bolcheviks chancellent, c'est toute la Révolution qui est remise en question. S'il arrive des troubles en Russie, ils croiront avoir vent d'une aube nouvelle et vite ils courront là-bas pour renouveler les hauts faits des Kornilov, Koltchak, etc. Pas de doute, ce danger qu'indique le manifeste de l'I. O. S. existe. Mais nous ne devons pas, sans y regarder de près, accepter des gardes blancs leurs illusions.

C'est une part du sort tragique d'une émigration que d'arriver malaisément à l'appréciation exacte des conditions nouvelles où se trouve son pays depuis qu'elle l'a quitté. La dernière impression qu'en ont reçue les émigrés lorsqu'ils y agissaient encore, exerce facilement ses effets dans l'émigration avec plus de force que les renseignements trouvés dans des lettres et des gazettes.

Il est ainsi tout indiqué qu'une grande partie des émigrés

réactionnaires inclinent à croire que, si les bolcheviks tombent, les temps reviennent simplement où les généraux gardes blancs ont pu temporairement prendre une grande puissance. Ils ne voient pas que, depuis, l'histoire du monde n'est pas restée stationnaire. Dix ans se sont écoulés, dix ans des nouveautés les plus inouïes, les plus profondes. On a beau en penser ce que l'on veut, une chose est certaine, les hommes en sortent complètement changés.

La vieille Russie n'existe plus et toute tentative pour la ressusciter est condamnée à l'avortement. Déjà, dans les années de guerre civile et de communisme, les gardes blancs ont échoué contre cet écueil, qu'ils apparaissaient comme les chargés d'affaires des grands propriétaires fonciers réclamant de la paysannerie leur propriété. Si maintenant les paysans se soulevaient contre les bolcheviks, ce serait pour la défense de cette même propriété. Ils ne se défendraient pas contre l'expropriation par les kolkhoses pour frayer la route à l'expropriation par les grands propriétaires. Quiconque serait seulement soupçonné de tendre à celle-ci serait renvoyé chez lui la tête en sang.

D'ailleurs, depuis 1917, les paysans de Russie ont pris part à tant de bouleversements, ont tant vécu en perpétuelle agitation qu'ils y ont perdu l'habitude de toute la tradition, qui autrefois avait une force considérable dans la vie monotone du village, où une année ressemblait à l'autre, sauf les vicissitudes des récoltes. La tradition ne leur impose plus aujourd'hui, surtout une tradition représentée par des gens qui émergent tout à coup dans le pays, qui sont devenus complètement étrangers à leur patrie et ne savent plus s'y retrouver.

En outre, dans la période de 1917 à 1920, la vieille organisation de l'armée produisait encore ses effets. Malgré sa désorganisation profonde, des formations se trouvaient encore dont les restes gardaient quelque cohésion. Surtout, le corps des officiers constituait encore un tout cohérent.

De tout cela aujourd'hui il n'existe plus la moindre chose. Où les gardes blancs iraient-ils puiser une force nouvelle ?

Beaucoup redoutent que les choses pourraient aller comme

en Hongrie après l'effondrement de la République des Conseils. Mais celle-ci n'avait duré que quelques mois, elle n'avait pu fonder d'organisation nouvelle. Le partage aux paysans des terres des grands propriétaires fonciers restait une simple espérance et ne fut jamais réalisé. Sous la protection des baïonnettes roumaines, l'ancienne noblesse et une armée contre-révolutionnaire, dirigée par l'ancien corps d'officiers, firent leur rentrée en Hongrie et rétablirent l'ancien état de choses. Ces conditions ne sont absolument pas à comparer avec celles de la Russie d'aujourd'hui.

D'autres craignent un remplacement de la dictature bolcheviste par une dictature fasciste. Mais le fascisme n'a pu se produire qu'en Italie et ses imitateurs en Allemagne et en Autriche n'ont pu acquérir une grande clientèle et quelque pouvoir que par l'argent que lui faisaient parvenir des milieux capitalistes, parce que ceux-ci ont peur du prolétariat gagnant en force et, pour se préserver de ses attaques, veulent entretenir une meute de dogues à bons crocs. Sans soutien capitaliste, pas de fascisme — du moins tant qu'il n'a pas conquis le râtelier de l'Etat.

Mais où y a-t-il dans la Russie actuelle des capitalistes assez riches pour armer et soudoyer une armée à eux ? Avant la Révolution de 1917, déjà le capitalisme du pays était très faible. La grande partie de ses capitaux provenait de l'étranger. Le bolchevisme a complètement détruit la classe des capitalistes. Une insurrection paysanne et même la conquête de la démocratie ne feront pas surgir tout de suite de terre une nouvelle classe capitaliste forte. D'où viendraient alors les ressources pour payer les bandes fascistes ? Sans doute ces ressources pourraient être assurées par des capitalistes étrangers. Mais qu'elles devraient être énormes pour que les bandes qu'on en nourrirait devinssent une force dominante dans l'empire géant! Et pourquoi les capitalistes de l'Europe occidentale et de l'Amérique s'imposeraient-ils des sacrifices pour tomber sur la démocratie paysanne en Russie ? Qu'auraient-ils à y gagner ?

Naturellement, les éléments démocratiques auraient le devoir de bien surveiller les gardes blancs arrivant en Russie, mais ce n'est pas d'eux que viendrait le plus grand danger

qui menace la démocratie et le rétablissement d'une Russie en progrès, c'est d'un conflit entre ouvriers et paysans. La situation deviendrait des plus inquiétantes, nous l'avons déjà dit, si ces deux classes se lançaient l'une contre l'autre. Si les paysans se trouvaient isolés, réduits à eux-mêmes, si une colère s'emparait d'eux contre tout ce qui vient des villes, ils pourraient assurément causer un mal terrible et tomber sous la direction de singuliers énergumènes. Pourtant, ces chefs nouveaux ne pourraient certainement pas être des champions de la grande propriété foncière, de l'ancien corps d'officiers, de la vieille bureaucratie et d'un tsarisme reposant sur ces éléments.

Le mouvement pourrait bien revêtir un caractère religieux, mais, là encore, l'Eglise orthodoxe au service du tsar ne pourra guère y devenir dirigeante en cette qualité. Elle est par trop désorganisée, des sectes religieuses ont pris trop d'influence à côté d'elle.

On ne doit pas pour cela méconnaître que tels et tels popes puissent devenir des personnages dirigeants. Mais ce ne sera pas à la puissance de l'Eglise qu'il faudra l'attribuer. Le temps pourrait bien arriver alors des illuminés et des prophètes, de gens ayant la mentalité des Gapone, des Tolstoï, des Gandhi. Le temps aussi des charlatans et marchands d'orviétan social. La paysannerie asiatique et semi-asiatique offre pour de tels individus un terrain fertile. Ils pourraient nous causer plus d'une surprise. Nous devons être préparés à ces choses-là, et non à voir se répéter les révoltes des généraux d'immédiatement après la grande guerre. Pour celles-là, c'est fini, et plus encore pour les conditions sociales et politiques d'avant la Révolution.

Les formes d'événements à venir se laissent difficilement prévoir. Mais il est un point qu'on peut d'ordinaire prédire sans hésiter : ils seront autrement faits que ceux du passé, fussent-ils de la même espèce. Marx s'est déjà égayé dans son « Dix-huit Brumaire » (1) de ces révolutionnaires français

1) *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, traduction Léon Rémy. Paris, Schleicher, 1900.

de 1848 et 1849 qui voulaient jouer au Comité de Salut public à l'instar de 1793. Et ce n'était pas une moindre erreur que le même genre d'imitation sous la Commune de Paris en 1871. De même on peut affirmer qu'il serait erroné d'envisager le soulèvement à venir contre le bolchevisme sous le même angle visuel que les révoltes des officiers gardes blancs de la période août 1917-octobre 1920.

Nous faisons là abstraction du fait qu'alors le bolchevisme incarnait encore une bonne part de Révolution, tandis qu'il est aujourd'hui devenu totalement contre-révolutionnaire. C'est un point que nous avons déjà traité amplement.

Si l'élément réactionnaire de l'émigration russe peut devenir un danger, c'est à peine par son action en Russie, mais plutôt par son action à l'étranger. Il entretient des rapports personnels avec des milieux politiques influents dans beaucoup de gouvernements, comme aussi avec la presse réactionnaire et beaucoup de financiers. Il peut aisément les décider, en cas d'explosion de troubles en Russie, à des manifestations, des démarches, des subventions contre-révolutionnaires. Elles ne pourraient certes aller très loin. Quant à une intervention militaire en Russie, certainement aucune grande puissance n'y songe, probablement pas même la Pologne. Mais enfin, il pourrait y avoir des mesures, des manifestations, des appuis qui causeraient en Russie une perturbation, y compromettraient la cause de la démocratie et rendraient sa lutte plus difficile.

Dès que de pareilles influences de l'émigration réactionnaire se laissent apercevoir, il est assurément de notre devoir de les contrecarrer autant que possible. Cependant, l'émigration démocrate et socialiste ne pourra guère faire plus à cet égard que d'observer l'action de l'autre élément émigré et de tenir l'internationale au courant à son sujet. Ce sera surtout la tâche des partis socialistes dans chaque pays, d'empêcher que leurs gouvernements interviennent dans les mouvements intérieurs de la Russie et d'avoir l'œil sur la presse réactionnaire.

B. — L'émigration démocratique

Paralyser l'émigration devrait être la tâche la moins importante de l'émigration social-démocrate. Bien plus importantes sont celles qui lui naissent à l'intérieur même de l'empire russe.

A quel degré, fort ou faible, sont actuellement répandus en Russie les éléments consciemment social-démocrates, impossible, nous l'avons déjà remarqué, de s'en rendre compte. En dépit de toute persécution et suppression matérielle, il y en a certainement encore un fort bon nombre, soit restant des anciens partis, soit adeptes nouveaux gagnés aux idées de la social-démocratie par la constatation de ce que la dictature a d'insoutenable et de funeste. Il faut s'attendre à voir leur nombre se révéler très considérable dès que cesserait l'oppression de la terreur bolcheviste. Mais en tout cas, les tâches qui leur incombent réclameront infiniment plus de forces qu'eux-mêmes ne peuvent tout d'abord en mettre en ligne en Russie. C'est là que la plus active collaboration de l'émigration devient indispensable. Elle seule a la pleine conaissance de l'étranger et de ce qui s'y produit de nouveau depuis la fin de la guerre mondiale, connaissance dont les habitants de l'empire soviétique sont entièrement privés ou qu'ils n'ont eue que défigurée. En revanche, les camarades restés au pays seront supérieurs à ceux de l'émigration en juste appréciation des tendances, des capacités, des forces de la nouvelle génération qui a grandi sous le système soviétique.

Moins il se produira de frottements dans cette action réciproque et cette action commune de l'émigration avec les camarades demeurés là-bas, plus grands seront leurs succès, plus tôt ils seront à même de prendre et garder la direction du mouvement.

Mais là se montre un obstacle des plus gênants : l'émigration socialiste n'est pas une masse unitaire cohérente. Elle est divisée en une série d'organisations et de groupes, qui parfois sont très rigoureusement séparés les uns des autres. Qu'il y ait des divergences d'opinion sur des problèmes surtout de tactique et d'organisation, quelquefois aussi de principe, c'est ce

qui arrive dans tous les partis, et c'est inévitable. Ce genre de divergences ne se manifeste jamais autant que lorsque le terrain sur lequel on doit agir n'est ni bien visible ni certain. Il faut, bien entendu, souhaiter que cessent ces différends qui gênent tant l'action. Mais, là aussi, les circonstances sont plus fortes que nos désirs. Et c'est des circonstances, non de caprices personnels, que résultent les divergences d'opinion.

Seulement, une chose à quoi l'on peut et doit tendre, c'est à créer des conditions qui permettent aux tendances et groupements divers de marcher ensemble en dépit de tous les conflits occasionnels et qui faciliteront cette marche.

Une des conditions est que les dirigeants de chaque groupe renoncent à exercer une dictature quelconque à l'égard d'une opposition élevée dans leurs rangs.

L'extension des partis socialistes de l'Europe occidentale en partis de masse n'a été possible que par la renonciation à une intolérance sectaire interdisant à tout membre du Parti d'exprimer publiquement des opinions autres que celles du chef. L'unité indispensable d'organisation et d'action ne peut être maintenue dans un parti de masse qu'en assurant à une opposition quelconque les possibilités de produire tous ses arguments en public. Certainement, les divergences d'opinion sont une mauvaise chose. Mais ce n'est pas les supprimer, c'est les aggraver que de faire du droit de propagande un monopole des chefs et d'en exclure l'opposition. Cela l'irrite et finit par la pousser à la scission.

Mais le public lui-même aussi a droit à savoir tout ce qui peut être dit dans un litige qui le concerne. Alors seulement il sera en état de trouver et d'accepter une solution du problème la plus efficace possible.

Devant l'importance des affaires de Russie pour le prolétariat international tout entier, il a le droit de demander que toutes les tendances parmi les socialistes russes aient l'occasion de l'informer de leurs différends tactiques et théoriques.

Ces différends n'en seront sûrement pas aggravés, ils seront plutôt adoucis. Naturellement, il ne s'agit pas d'en appeler à l'I. O. S. comme arbitre. La solution des différends doit rester l'affaire des organisations intéressées. Mais je crois

que l'entremise des organismes de l'Internationale, informés de tous les côtés, sera dans bien des cas à même d'amener une entente sans vainqueurs ni vaincus.

Oh ! certes, on ne pourrait pas toujours y arriver et réussir, par exemple, à supprimer les frontières traditionnelles que des années et des années d'histoire du parti ont tracées entre les organisations socialistes. Il est à espérer que les conditions pour cela seront créées dès qu'en Russie naîtront pour les classes travailleuses la possibilité de libres organisations et actions de masse, notamment de libres batailles électorales. Sur ce terrain, les conditions manquent pour cela complètement à l'émigration.

Toutefois, une entente sur un programme d'actions communes devrait être possible. Nos camarades italiens ont donné un bon exemple. Ils ont surmonté leurs différends et se sont concentrés en une organisation commune. Il est vrai que les éléments qui subissent une influence de la Russie ont refusé d'y collaborer. Mais ce ne sont que des communistes complets ou des indépendants semi-communistes.

Entre les socialistes russes, les conditions d'une concentration des diverses tendances ne sont pas précisément favorables.

Dans l'histoire du socialisme moderne, nous pouvons distinguer trois grandes périodes, au moins pour le continent européen. L'une s'étend (en laissant de côté la Russie) des commencements du socialisme après la grande Révolution française jusqu'à la guerre franco-allemande et à la Commune de Paris. Les conditions économiques, et plus encore politiques, n'étaient pas favorables alors à la naissance de partis prolétariens de masse, et la plupart du temps les rendaient tout à fait impossibles. Le mouvement socialiste restait limité à de petits cénacles dans chacun desquels dominait une autre personnalité. Le sectarisme, l'émiettement du mouvement prolétarien, la dictature des chefs prédominaient.

La vie prise par la démocratie dans les années 60 ainsi que la fondation de l'empire allemand et de la République française constituent pour la première fois des conditions favo-

rables aux organisations de masse. Le passage de la secte au parti de masse trouve le fondement théorique qu'il lui faut dans le marxisme, là où celui-ci n'est pas lui-même conçu dans un esprit étroit de secte.

Par là, le mouvement socialiste entre dans sa deuxième période.

Ces partis de masse sont révolutionnaires comme l'avaient été les sectes, non seulement au sens social, ce qui va de soi, mais au sens politique. C'est du moins vrai pour les monarchies militaires.

Une opposition irréconciliable est la tâche des partis prolétariens dans cette période; mais aussi un conflit aigu avec les partis de l'opposition bourgeoise. C'est que la masse des ouvriers est encore dans leur camp et il s'agit de les en détacher.

Ce dernier travail était presque accompli dans la plupart des Etats d'Europe lorsque arrivèrent la guerre mondiale, après la guerre le renversement des trois grandes monarchies militaires, et ainsi la troisième période de l'histoire du socialisme moderne, la période où nous vivons à présent.

Les besognes politiques des partis prolétariens sont fondamentalement modifiées par la révolution et ses conséquences. L'Etat où nous vivons n'est plus la monarchie militaire, mais la République démocratique, qui, menacée par la réaction, ne trouve sa sûre sauvegarde que dans le prolétariat. Maintenir la République, c'est-à-dire l'Etat existant, et non la renverser est maintenant notre fonction. Dans cette mesure, la social-démocratie cesse d'être révolutionnaire et devient conservatrice. Non en ce qu'elle abandonne quelque chose des fins auxquelles elle tend, mais parce qu'elle en a réalisé une partie essentielle. Ce n'est pas elle qui a changé, mais l'Etat. Après la révolution politique, l'idée de révolution politique perd ainsi tout sens.

Cependant, quoique nous défendions la République démocratique, elle est néanmoins encore loin — sans parler du tout de l'organisation socialiste du mode de production — d'avoir pris les formes auxquelles nous tendons. Elle n'en offre que le point de départ. Le prolétariat a le plus vif intérêt au dévelop-

pement ultérieur de la République. Il ne peut le confier aux partis bourgeois seuls. Il doit s'efforcer d'y collaborer positivement.

Mais en même temps, le prolétariat a aussi pris une telle extension, acquis de telles forces, qu'il arrive, quoique non pas encore à la prépondérance, du moins à l'égalité avec les partis bourgeois. Un parti socialiste ne peut pas encore gouverner seul, mais il n'a plus besoin de se tenir en opposition irréconciliable à tout gouvernement, à tout autre parti. Cela d'autant moins que pour l'essentiel est déjà remplie sa tâche de détacher le prolétariat des partis bourgeois et de le rassembler en parti de classe. Là où les socialistes n'en sont pas encore arrivés là, ils continuent, il est vrai, à être en antagonisme irréconciliable avec les radicaux.

Toutes ces raisons font que depuis les révolutions qui ont suivi la guerre mondiale, les socialistes sont partout obligés de renoncer à la répugnance de principe contre les coalitions occasionnelles avec d'autres partis qui les avait guidés jusqu'alors, et guidés avec raison dans les conditions d'alors et en vue des tâches politiques qui en résultaient pour le prolétariat. Le quatrième et dernier stade de la lutte pour le socialisme commencera dès que nous aurons conquis une assez grande majorité pour constituer seuls un gouvernement fort et marquer la législation à notre sceau.

La Russie, étant le grand Etat économiquement et politiquement le plus retardataire d'Europe, se trouve jusqu'ici encore au stade où florissait le sectarisme du socialisme. Mais ce n'est vrai que relativement. Certes, la Révolution commencée en 1917 s'est encore à bien des égards accomplie dans des conditions qui rappellent la France de 1789. Mais la Russie ne vit pas en dehors du monde. Elle participe à ses progrès et aux formes les plus avancées que le progrès y prend, et cela déjà rend impossible qu'on veuille trouver dans la Révolution russe actuelle une simple répétition des stades parcourus par la Révolution française du XVIII^{e} siècle. En Russie, ce qu'il y a de plus primitif et aussi de plus évolué s'accouple dans un amalgame singulier. Des rappels de la révolution bourgeoise du XVIII^{e} siè-

cle sont mêlés à des mouvements qui sont ceux d'un prolétariat de grande industrie.

C'est ainsi que les conditions ont sans doute comporté que les socialistes russes fussent, à la mode socialiste primitive, séparés en groupes différents, et s'engageassent dans la Révolution de mars 1918 presque chaque groupe divisé à son tour. Mais d'autre part, ils ont été les premiers, dans les révolutions qui ont suivi la guerre mondiale, à entrer dans des coalitions, non pour des considérations théoriques, pas davantage par « trahison » — l'emploi de ce mot pour qualifier des divergences d'opinion caractérise le sectaire — mais sous la pression des circonstances.

Toutefois, si les circonstances ont bien imposé la formation de gouvernements de coalition, elles n'ont pas, malheureusement, créé les conditions de leur réussite. Dans le chaos qui résulta de la dissolution de l'armée, le sectarisme, étant donné le manque de partis de masse cohérents et bien éduqués, sortit d'affaire plus facilement que la coalition. Le bolchevisme fut vainqueur.

Néanmoins, en dehors de la Russie, l'idée et la pratique de la politique de coalition se sont de plus en plus imposées sous la poussée des événements, malgré la résistance des traditions révolutionnaires qui s'étaient formées dans le siècle d'action socialiste, qui va jusqu'à la fin de la guerre mondiale.

Je suis convaincu que si l'on en arrivait en Russie à la chute du bolchevisme, aucun des partis démocrates et socialistes ne sera assez fort à lui seul pour prendre les rênes du gouvernement. Si l'on veut que s'instaure la démocratie, tous les éléments divers doivent collaborer unis. Pour le moins, en tout cas, les divers partis et tendances socialistes.

Les conditions psychologiques d'un bloc démocratique dans l'émigration russe sont-elles dès maintenant données ? Un homme placé en dehors n'en peut pas décider. On peut souhaiter qu'il se fasse. Mais il serait fou, il serait même funeste de vouloir l'amener prématurément, avant que l'heure soit mûre pour cela. Dans tous les cas, tout ce qui créera des points de contact entre les différents partis ne pourra être qu'avantageux.

C. — Buts démocratiques en Russie

Une collaboration des divers partis démocratiques et socialistes en Russie pourra d'autant plus facilement se réaliser que leurs buts, du moins les plus prochains, concorderont davantage. On est tenté de croire qu'à ce sujet il ne serait pas difficile d'arriver à un accord.

Il va sans doute de soi que tous tendent à la même forme d'Etat, la République démocratique, parlementaire. Même les partisans de la démocratisation des soviets ne la réclameront pas comme moyen de maintenir la constitution soviétique, l'octroi de privilèges aux ouvriers salariés, et d'empêcher la pleine démocratie, mais comme un premier pas vers cette démocratie, parce qu'ils pensent qu'une partie est plus aisée à obtenir que le tout, et, après tout, nous ne nous plaçons pas au point de vue du Tout ou Rien.

Un autre point sur lequel on pourrait arriver à accord, c'est que le meilleur pour la prospérité de la Russie, ce serait un Etat fédératif, et non une centralisation bureaucratique.

Tout comme sur la forme de l'Etat, à peine y aura-t-il de divergences sur la politique sociale à faire. La démocratie bourgeoise a en Russie moins d'intérêts capitalistes que dans l'Europe occidentale, ne fût-ce que parce qu'il n'y avait pas là-bas une forte classe capitaliste nationale. Une telle classe est aujourd'hui pour ainsi dire complètement disparue et, même avec la liberté économique, ne se refera pas de sitôt.

Les démocrates de Russie qui ne sont pas socialistes repoussent le socialisme moins par intérêt capitaliste que parce qu'ils n'ont pas confiance dans une production socialiste. Mais une hostilité quelconque contre la classe ouvrière, un besoin de l'opprimer, n'entre pas dans leurs sentiments.

Ils seront aussi disposés à assurer aux ouvriers des institutions sociales que les socialistes.

S'il se trouvait dans la Russie soviétique une institution sociale qui dépassât dans ce domaine ce qui a été atteint en Europe occidentale, il n'y a pas de chance que l'avènement de la démocratie la lui prenne ou la réduise. A la vérité, je dois

le confesser, une institution de ce genre ne m'est pas connue, à moins que ce ne fût une institution non pas générale, mais n'existant que pour quelques protégés.

D'une façon générale, la politique sociale des pays capitalistes est supérieure à celle de la Russie soviétique. Ce sera l'une des besognes les plus importantes de la démocratie victorieuse que d'apporter là-bas aux travailleurs ce que leurs frères ont déjà dans certains pays de l'Occident : protection ouvrière étendue, bonnes constructions d'habitation, indépendance des conseils d'exploitation à l'égard des directions d'usine, liberté complète des syndicats, assurances correspondant au montant des salaires en cas de chômage, de maladie, d'invalidité et de vieillesse.

La démocratie aura mission d'apporter aux travailleurs bien des choses qui les dédommageront largement de la perte des privilèges si misérables et si inefficaces que la Constitution soviétique leur a octroyés.

Et maintenant, les paysans. Si jamais ils s'insurgent contre la dictature, ce sera pour s'assurer la propriété de leur terre et en général pour garantir la sécurité de leur personne et de leur avoir, à présent menacé d'heure en heure, ce qui exclut tout travail tranquille.

La réalisation du programme de la démocratie comporte une pleine sécurité de la personne contre l'arbitraire des autorités et sécurité pour toute espèce de propriété légalement reconnue.

Les bolcheviks, quand ils sont arrivés au pouvoir, ont bien laissé les paysans se partager toutes les terres dans l'Etat, mais en même temps proclamé ces mêmes terres propriété de l'Etat. On s'est demandé s'il était nécessaire que cette disposition fût abolie par la démocratie victorieuse.

On peut répondre qu'en tout cas, il n'est pas nécessaire de s'échauffer à ce sujet. Tout socialiste doit demander dans l'intérêt de la société que tous les moyens les plus importants de production soient soustraits à l'arbitraire individuel et mis à la disposition de la collectivité. Le plus important des moyens

de production est la terre, le sol. En principe, nous devons tendre à sa nationalisation ou socialisation.

Mais il faut bien nous rendre compte que cela, sur la base du mode d'exploitation paysan, ne sera plus qu'une forme vide, comme ç'a d'ailleurs été le cas en Russie soviétique. Que cette forme soit maintenue ou non, c'est une question très dénuée d'importance.

Le paysan s'approprie la terre par son travail. Par là, il n'en tire pas seulement des récoltes, il l'améliore aussi quand les conditions économiques et techniques pour cela sont données. Le résultat de cette action, il ne l'obtient souvent que des années après. Il se sent frustré du fruit de son travail lorsque son lopin de terre lui est enlevé sans une indemnité correspondante.

Toute expropriation, que dis-je? toute dépossession par force, même contre indemnité, provoque chez lui la plus énergique résistance. Moins que toute chose au monde, la démocratie voudra ôter à une classe si nombreuse de la population la disposition de sa terre.

Tl n'en est pas de même du grand propriétaire foncier. Celui-ci ne constitue, partout où il apparaît, qu'une petite catégorie insignifiante de la population. Et lorsqu'il n'est que propriétaire et non en même temps cultivateur actif, il n'ajoute pas de travail au sol. L'exproprier devient pour la démocratie chose facile et sans inconvénient.

Mais dans la grande exploitation coopérative non plus, le travailleur individuel n'est pas attaché par son travail à un morceau de terre déterminé. On peut donc faire passer les sovkhoses et les kolkhoses en propriété sociale. A leur égard, la question de la propriété sociale du sol a de l'importance ; à l'égard du paysan, non.

Mais comment un régime démocratique doit-il se comporter envers les grandes propriétés industrielles socialisées qu'il trouvera déjà existantes dans l'Etat soviétique ? Le programme démocratique exige-t-il qu'on les confie purement et simplement à des capitalistes, parce que la Russie n'est pas mûre encore pour la production socialiste ?

Ce serait une mesure aussi folle que la mesure inverse, la socialisation subite, clichée, qui a été entreprise par les bolcheviks.

Il y a une chose indispensable à toute société, quelle qu'en soit la constitution, c'est la continuité, la marche ininterrompue de la production. Toute grave perturbation durable représente une crise, une effroyable misère.

L'Etat soviétique tombé, ses successeurs auront d'autant plus le devoir de veiller à ce que la production continue à marcher sans interruption que sera plus lamentable provisoirement la situation économique qu'ils trouveront devant eux.

On ne peut pas plus transformer d'un coup sans danger des exploitations d'Etat en exploitations capitalistes qu'inversement. Non seulement on pourra, mais on devra laisser les exploitations d'Etat continuer à travailler comme telles.

Nous devons vouloir que la « Nep » nouvelle s'accomplisse, comme la première Nep de Lénine, mais, bien entendu, dans une plus forte mesure, de façon que la liberté d'action économique conquise laisse naître à côté des exploitations d'Etat des entreprises libres, capitalistes, coopératives, communales. Si celles-ci travaillent avec des résultats plus heureux, livrent des produits moins chers ou meilleurs, paient de meilleurs salaires, etc., les entreprises d'Etat devront être abandonnées. Mais pas avant. Le passage à une autre exploitation, qui pourrait éventuellement être capitaliste, ne doit se faire que quand et où il est avantageux pour consommateurs et travailleurs.

Là où devrait surtout se rétablir l'exploitation privée, dès qu'elle est permise, c'est dans le commerce. La plupart des branches du commerce s'accommodent difficilement d'une schématisation bureaucratique. La production socialiste a moins besoin d'une « étatisation » du commerce des marchandises que de son « remplacement » par une organisation de la circulation des marchandises entre associations de producteurs et consommateurs.

Le monopole du commerce est une des institutions de la Russie soviétique qui ont les effets les plus déprimants, et qui

doivent le plus tôt tomber pour faire place au commerce libre.

D'autre part, il y a des monopoles naturels qu'aucune considération démocratique n'oblige à transformer de monopole d'Etat en monopole privé capitaliste. La démocratie victorieuse aura toutes raisons de maintenir le caractère d'Etat des monopoles naturels. C'est le cas avant tout des chemins de fer, mais aussi des forêts, des mines et autres genres d'extraction de produits minéraux, tels que le pétrole.

Reste à voir comment se présentera la situation pour des exploitations d'autre sorte.

Tout d'abord, il se pourrait qu'après la défaite du bolchevisme, le capital, soit faiblesse, soit manque de confiance, ne se mît en mouvement qu'avec beaucoup de timidité. D'un autre côté, la liberté d'action conquise aura nécessairement dans les exploitations d'Etat d'heureux effets : chez les travailleurs, la liberté des syndicats et des Conseils d'ouvriers; chez les chefs d'entreprise, le fait d'être libérés de l'espionnage et des menaces venant des communistes et des filières sans fin de la bureaucratie. Chez les hommes occupés dans les exploitations d'Etat, il y aura plus de courage, plus de savoir, plus de conscience ; le cœur à l'ouvrage, l'intelligence du travail seront augmentés. Dans ces conditions, il est bien possible qu'en dehors même du domaine des monopoles naturels, le nombre ne soit pas petit des branches où, une fois donnée, la production d'Etat, après la transformation accomplie en démocratie économique, se maintienne.

Cela se réalisera-t-il et dans quelle mesure ? On ne peut naturellement pas le dire d'avance. Mais en tout cas, là encore comme dans l'attente de voir ressusciter Kornilov, ce serait une erreur de croire que le développement nouveau de l'industrie, après le renversement du bolchevisme, reprendra simplement à l'endroit où il s'est arrêté il y a une douzaine d'années.

On peut apprécier comme on voudra l'action des bolcheviks dans cet intervalle. Elle n'en a pas moins créé une base nouvelle que l'on n'a pas le droit d'ignorer, sur lequelle la

démocratie devra continuer à bâtir, dès qu'elle aura réussi à remplacer l'autocratie communiste

Il faudra qu'au plus tôt soient réparties dans l'agriculture les grandes exploitations communistes, kolkhoses et sovkhoses, lorsque seule la contrainte extérieure, et non une exigence interne des travailleurs et des conditions matérielles, en aura tenu les éléments assemblés. Mais là aussi, cette opération de retour à la culture paysanne sera d'autant plus fructueuse au point de vue économique qu'elle aura été mieux préparée. Recommencer, comme en 1918, à lancer violemment, sans plan et sans précaution, les paysans contre les grandes exploitations pour les détruire et les dépecer, serait anéantir sans profit, tout comme alors, des valeurs considérables dont la production a besoin.

Il n'est pas impossible que certaines de ces grandes exploitations rurales se maintiennent, soit parce qu'elles ont été bien équipées au point de vue technique, soit parce qu'elles disposent d'une élite de travailleurs ainsi que d'une direction éminente. La liberté d'action accrue qui sera en même temps réalisée pour la population mettra aussi les ouvriers et les directeurs de ces exploitations à même de rendre des services supérieurs.

Il n'est donc pas hors des vraisemblances que bien des kolkhoses se maintiennent, et même peut-être qu'ils servent ensuite de modèles. Ce ne seront pas forcément les pays les plus avancés industriellement qui donneront le plus tôt les possibilités d'une exploitation socialiste en grand dans l'agriculture. Il y a pour cela des éléments matériels que des pays en retard peuvent tirer d'autres pays industriellement plus avancés: l'essentiel est ensuite les conditions psychologiques préalables, des sentiments de solidarité développés et un haut degré d'intelligence.

Touchant les perspectives permises à ce genre d'exploitation, qui ne peuvent, pour commencer, être que des expériences isolées, on ne saurait dire rien de précis. On peut prendre à leur égard une attitude sceptique ou enthousiaste. Les expériences faites jusqu'à présent et toutes les conditions existantes en Russie parlent plutôt en faveur du scepticisme. Mais des

divergences à ce sujet ne doivent pas nous diviser beaucoup. N'importe quel menchevik saluera avec joie la prospérité de kolkhoses et sovkhoses, et il n'est pas un socialiste révolutionnaire qui en approuve l'établissement par la force selon la méthode bolchéviste. Les deux partis s'accorderont à dire qu'il y a lieu de laisser à la population agricole la liberté la plus complète dans le choix des modes d'exploitation qui lui iront le mieux.

Nous ne parlons pas dans ce chapitre des conditions qui s'établiront en Russie après la chute du bolchevisme. Notre affaire est de chercher si un programme d'action n'est pas possible, qui pourrait être accepté par toutes les tendances de la démocratie et du socialisme en Russie, qui soit entièrement réaliste, qui se fonde sur les choses telles qu'elles sont et ne demande à aucune tendance de renoncer à une de ses conceptions particulières.

Différer d'opinion sur des perspectives d'avenir qui ne réagissent pas sur notre action dans le présent ne saurait être un motif de division.

Tout ce qu'on peut dire dès aujourdl'hui, c'est ceci : si l'on arrive à conquérir la démocratie « formelle », comme on dit, elle suffira nécessairement à apporter aux classes qui travaillent en Russie à la ville et dans les campagnes non seulement la liberté d'action politique, mais aussi une productivité accrue de leur travail et par là une augmentation de bien-être, et cela d'autant plus que là-bas les ouvriers et paysans ne trouveront devant eux, du moins dans les premiers temps, qu'une classe capitaliste faible et pas de propriété foncière du tout, et n'auront à faire qu'à des intellectuels que leurs sympathies rangeront presque en totalité du côté des classes laborieuses.

Rien de plus erroné que de croire le prestige du prolétariat en Russie et, par suite, dans le monde, condamné à baisser, s'il perdait sa position privilégiée dans cet Etat.

C'est plutôt l'inverse. De la constitution soviétique il ne peut sortir que du mal et le plus net antagonisme entre paysans et ouvriers. Seule la démocratie permet à l'Etat de pros-

pérer de nouveau, mais aussi aux paysans et ouvriers d'avoir des intérêts communs, et alors, dans l'action politique pour le bien commun, c'est aux ouvriers — avec les intellectuels — que la direction ne peut manquer de revenir. Le fait qu'en démocratie ce sera une direction reposant sur une supériorité intellectuelle, non sur une police politique et des « troupes de choc » armées, accroîtra considérablement le prestige du prolétariat russe, qui, sous la direction bolcheviste, est tombé si bas.

Mais l'application du programme de démocratie que nous venons d'exposer aura infailliblement pour conséquence d'entraîner, non seulement pour la Russie, mais pour toute l'Europe, les progrès les plus importants.

Toute pauvre qu'est devenue la Russie, elle n'est pourtant pas entièrement dénuée de ressources. Dès que cessera la possibilité de confiscations arbitraires, des réserves cachées apparaîtront au jour. La partie aisée de l'émigration, en revenant, apportera d'autres ressources, et enfin le crédit de l'Etat montera aussitôt que la légalité parlementaire remplacera l'arbitraire autocratique. Cela, ainsi que la productivité du travail, qui, dans les circonstances nouvelles, croîtra dans les villes et les campagnes, peuvent mettre les habitants de la Russie en état de satisfaire mieux qu'auparavant leur appétit de denrées, mais aussi de remédier au manque de moyens de production, ce qui, à son tour, augmentera encore la force productive et le crédit de l'industrie et de l'agriculture. Qu'est-ce à dire, sinon, par une constante action réciproque, un accroissement continuel de la puissance d'achat russe sur le marché mondial ? Ainsi est engagé un processus qui finalement peut conduire à triompher de la terrible crise pesant actuellement sur tous les Etats modernes.

Ce qui a le moins contribué à l'amener n'est pas le fait que les gigantesques territoires agricoles de l'Orient, Indes, Chine, Russie, n'ont, depuis la guerre mondiale, par suite de perturbations extérieures, de soulèvements, de boycottages, offert à l'industrie de l'Occident que des débouchés très resserrés. Et les hommes d'Etat de l'Europe le savaient bien.

Plus d'un parmi eux a essayé de se mettre bien avec les bolcheviks pour que l'industrie de son pays fût admise sur le marché russe. Ils espéraient d'abondantes commandes. Il n'y a qu'un malheur, c'est que ce marché doit rester absolument sans importance tant que règne le bolchevisme.

L'établissement de la démocratie en Russie n'ouvrira pas seulement son marché à l'industrie du monde. Elle l'élargira aussi rapidement dans des proportions énormes.

Cela doit avoir sa répercussion, non pas seulement sur l'industrie, mais aussi sur la classe ouvrière de l'Europe (et de l'Amérique), renforcer la conscience qu'elle a d'elle-même et sa puissance politique, diminuer le nombre de ses éléments que la guerre et le manque de travail ont fait déchoir, qui se laissent acheter par les capitalistes ou qui gaspillent leurs énergies dans une absurde petite guerre contre la loi. La démocratie prolétarienne doit grandir en force dans les Etats prépondérants du monde, dépasser le stade de la paralysie causée par l'équilibre entre les classes et s'engager résolument dans la voie menant aux formes supérieures de vie que nous appelons socialisme.

Il y a plus.

Si la démocratie triomphe en Russie, elle se trouvera devant un pays entièrement appauvri.

Sans doute, elle lui donnera l'occasion d'une montée économique rapide, mais seulement si elle évite tout gaspillage, si elle concentre tous ses moyens au développement de ses forces productives.

Gaspillage, pour nous, ce n'est naturellement pas comme pour les capitalistes, les dépenses à faire pour maintenir et accroître la force de travail. Se procurer des ressources pour les écoles, pour les malades, pour les chômeurs, ce n'est pas pour nous du luxe.

Mais nous comptons comme gaspillages toutes les dépenses faites pour des buts de destruction, par conséquent toutes les dépenses militaires. Aucun pays n'a plus besoin de désarmement que la Russie. Mais elle n'en jouira pas, elle ne pourra en goûter les fruits en repos, si elle désarme seule auprès de

voisins fortement armés, que gouverne une soldatesque assoiffée d'action, comme la Pologne et la Turquie.

Du programme démocratique pour la Russie fait naturellement partie l'entrée dans la Société des Nations, mais avant tout l'action à engager pour le désarmement général. Sur ce point, elle marchera aux côtés de l'Allemagne et de toute une série de petits Etats, mais aux côtés aussi de l'Angleterre, si la classe ouvrière y reste au gouvernail, et de la France, si le parti des travailleurs y gagne en puissance.

On réussira nécessairement alors à « encercler » le fascisme d'Italie, à l'obliger, lui aussi, à désarmer, ce qui ne serait que le prélude de sa défaite par la démocratie.

A toute cette heureuse marche des choses, le bolchevisme s'oppose comme un bloc de rocher sur la route. Qu'on réussisse à le pousser de côté et à le remplacer par la démocratie, et la voie est libre pour l'ascension, non seulement de la Russie, mais de toute l'Europe.

D. — Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes

On aime à croire qu'un programme comme celui qui vient d'être esquissé devrait, dès qu'il est reconnu comme commun, repousser à l'arrière-plan les divergences quelconques, de théorie et de tactique, encore existantes, assez pour ne pas faire apparaître impossible une entente au moins entre les partis socialistes en vue d'un travail commun.

Pourtant, cette entente rencontre encore un obstacle : des « antagonismes nationaux ».

La Russie est un de ces Etats dont la population se compose de différentes nations habitant chacune un territoire particulier. Si dans un Etat de cette sorte surgit l'aspiration à une démocratie moderne, il vient s'ajouter aux autres revendications démocratiques celle de l'indépendance pour chacune des nationalités. Chaque peuple veut être administré, instruit et jugé dans l'idiome qu'il comprend.

La forme la plus naturelle et la plus simple que revêt cette

aspiration est celle de réclamer un Etat indépendant pour chaque nationalité, la division de l'Etat plurinational en Etats nationaux.

Or, il y a grave diminution de force de la démocratie, là où elle doit lutter d'abord pour se faire admettre, si les démocrates des diverses nations, au lieu de s'élever en commun contre le régime antidémocratique, se lancent les uns contre les autres en ennemis ou enfin restent avec méfiance éloignés les uns des autres.

Cela n'a sans doute jamais pris en Russie des formes aussi funestes qu'en Autriche, où les gouvernements, depuis l'ère de Metternich, gagnaient la clientèle de chacune des nations en lui faisant entrevoir des avantages aux dépens d'autres nationalités.

La pression de l'autocratie était trop forte en Russie pour cela. Là-bas, chaque nation qui réclamait son indépendance, se trouvait en face du tsarisme comme également ennemie. Néanmoins, il ne manquait pas, dans ce pays non plus, de divergences nationales au sein de la démocratie.

Les socialistes et les démocrates, en Russie, ne se divisent pas seulement en écoles diverses, mais presque chaque tendance se divise encore en divers partis nationaux. Si l'on veut chercher à faire un bloc, ou enfin une entente des démocrates ou au moins des démocrates socialistes, il faut rassembler dans le cadre commun non seulement les différentes « tendances », mais encore les socialistes et démocrates des différentes « nations ».

Or, il est évident qu'une des nations de la Russie soviétique ne peut guère à elle seule conquérir sa liberté ou du moins y prétendre, à moins que dans des luttes terribles où toute la nation périrait. Il peut bien se faire que ce soit dans une des nations que commence un soulèvement contre l'Etat soviétique. Mais il sera sans espoir si les autres nations ne se joignent pas à elle. C'est uniquement en liaison avec les autres nationalités de l'empire que chacune des nations peut conquérir sa liberté. Ce sera d'autant plus facile que les socialistes et démocrates de chaque nation auront déjà, avant la lutte d'in-

dépendance, entretenu des rapports permanents et amicaux avec ceux des autres nations, ce qui suppose un accord de principe de leurs programmes nationaux.

Que chaque nation doive acquérir le droit à disposer d'elle-même, cela est hors de doute et ne sera guère contesté par un démocrate, à plus forte raison par un socialiste. Mais quelle forme doit prendre cette libre disposition ? Voilà la grande question.

Pour y répondre, nos camarades de Russie — ou de l'émigration russe — feront bien de prendre conseil des expériences qu'a faites l'Occident, c'est-à-dire, en l'occurrence, d'apprendre de lui comment il ne faut pas faire.

L'effondrement de l'Autriche et de la Russie tsariste, amené par la guerre mondiale, a conduit à voir, des parties de leurs domaines, naître toute une série d'Etats nationaux, parfois bien petits.

Le nombre, déjà grand sans cela, des Etats en Europe, a été de ce fait fortement augmenté. Or, cela coïncidait avec un stade du mode de production capitaliste où, d'une part, il exige pour se déployer librement de grands territoires économiques, mais où, d'autre part, les capitalistes avec leur séquelle de propriétaires terriens, etc., tendent à mettre à la place de la libre concurrence le monopole, à la place de la liberté du commerce le plus de fermeture possible au dehors du marché intérieur, afin de pouvoir mieux le monopoliser. Cette politique apporte aux individus capitalistes et propriétaires fonciers de gros profits momentanés, mais exerce sur l'ensemble de la vie économique des effets d'autant plus pernicieux que l'Etat où elle se pratique est plus petit.

Le fait que les suites de la grande guerre ont grandement favorisé cette politique de monopole par une énorme concentration du capital et en même temps augmenté tant le nombre des Etats en Europe est une des causes principales qui empêchèrent l'Europe de se remettre économiquement des ravages de la guerre, quoique techniquement elle les ait déjà réparés, et de sortir des crises.

Le monde entier s'en rend compte, le monde entier de-

mande qu'il soit mis fin à cet état de choses en remédiant au renouvellement politique de l'Europe en créant une espèce de Pan-Europe. Mais aussi longtemps que les capitalistes et leur suite gouvernent, la myopie de leurs intérêts momentanés et particuliers prédomine en sorte que des vues meilleures ne se réalisent pas. De même pour le problème du désarmement. Seuls les socialistes sont au-dessus de ces intérêts bornés et défendent en face d'eux l'intérêt universel. Ce n'est que s'ils arrivent à une puissance suffisante que la Pan-Europe pourrait être réalisée, et de même le désarmement, encore que ce ne soient pas là des idées spécifiquement socialistes.

On voit combien il est difficile de remédier à la division d'un Etat, une fois qu'elle s'est produite, quelque nécessaire que soit la ré-union.

Les divers partis nationaux des socialistes et démocrates sur le territoire de la Russie feront donc bien, la liberté reconquise, d'y regarder à trois et quatre fois avant de faire que cette liberté soit employée à une séparation d'Etats.

Ce qui a éloigné de la Russie, c'est l'autocratie, d'abord du tsar, puis des bolcheviks. Prenons, par exemple, les Géorgiens. Aux élections de 1917, ils envoyaient encore leurs députés à l'Assemblée nationale constituante. C'est seulement après sa dissolution qu'ils se sont détachés de l'Etat russe. Mais alors même ils jugèrent encore avantageux d'être membres d'une collectivité plus vaste. Ils s'unirent à l'Azerbéidjan et à l'Arménie en République transcaucasienne. C'est seulement à la dislocation de celle-ci que la Géorgie fut fondée comme Etat complètement indépendant.

Le « droit des nations » à disposer d'elles-mêmes n'est nullement synonyme de leur « souveraineté ».

Dans une monarchie, le régnant tend constamment à la souveraineté, à un maximum de pouvoir qui ne soit responsable devant personne. Il y tend non seulement vis à vis de ses sujets ,mais aussi de l'étranger. Sous la monarchie, il n'y a qu'une seule méthode pour rassembler plusieurs Etats en communauté : celle de la « conquête ».

Seules, des Républiques peuvent se réunir volontairement pour obtenir une plus grande sécurité ou pour constituer un plus grand corps économique. C'est de ce genre de réunion qu'est née la Confédération helvétique, que sont nés les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Rien ne serait plus opportun, et même plus indispensable pour la renaissance économique des peuples de la Russie que de renoncer, une fois leur liberté recouvrée, à se séparer pour former des Etats souverains.

Ceux-ci en seraient, étant plus pauvres, plus mal en point encore que ne sont aujourd'hui les autres Etats de l'Europe, y compris les Etats successeurs de l'Autriche et ceux de la partie occidentale de l'ancienne Russie. Ils ont besoin d'une pleine liberté, d'une pleine et libre disposition d'eux-mêmes, mais tout autant d'une union volontaire entre eux.

Aujourd'hui, dans l'ère des plus intenses communications internationales et de la dépendance la plus étendue où la prospérité de chaque nation se trouve à l'égard des autres, la souveraineté n'est pas pour les nations une sauvegarde, elle est une menace. Dès à présent, la Société des Nations réclame de chaque Etat une certaine restriction de sa souveraineté — pour le moment encore beaucoup trop peu. Des restrictions plus amples sont nécessaires pour des voisins immédiats, en contact mutuel plus étroit.

Au fond, toute alliance, tout traité de commerce représente une certaine restriction à la souveraineté.

Les peuples de Russie, qui sont déjà rassemblés, pourraient réaliser plus facilement ce à quoi le reste de l'Europe aspire et cherche avec tant de peine à parvenir. Ces peuples d'Orient, une fois leur liberté conquise, seraient en situation de fournir ou un Etat panrusse ou les Etats-Unis de Russie — le mot de Russie s'entendant d'un territoire, et non d'une nation dirigeante. De nation dirigeante, il ne saurait naturellement être question dans une fédération fondée sur une réunion volontaire. Il n'y a d'Etat dirigeant ni aux Etats-Unis, ni en Suisse. Ce n'est pas souveraineté, c'est égalité

de droits entre nations qu'exige la moderne démocratie ; Breitscheid vient de formuler cela très bien pour la pan-Europe.

Quels services doivent être considérés comme communs, lesquels comme particuliers, disons, si on veut, cantonaux ? Là-dessus, on peut, bien entendu, avoir des opinions diverses. C'est un sujet qui, dans la Confédération helvétique et dans les Etats-Unis, a donné depuis leurs commencements et donne encore matière à contestations, sans que cela porte atteinte au sentiment d'union.

Il y aurait déjà beaucoup de gagné, si les Etats libres sur le territoire de la Russie actuelle se groupaient en union douanière, s'opposant ainsi à la folie des hauts droits de douane qui possède les Etats nains de l'Europe. Une union douanière suppose naturellement un Parlement douanier.

Une chose importante aussi serait une union monétaire, telle qu'elle existait même jusqu'à la guerre mondiale entre Etats pleinement souverains : l'union latine conclue entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse en 1863 — à l'époque de l'apogée du libre échange.

A la communauté de frontières douanières est liée celle qui touche au commerce et aux communications, par conséquent une communauté de politique étrangère qui, à son tour, conduit à une certaine communauté d'organisation militaire. Chaque Etat de la fédération doit savoir que les autres le protégeront s'il est attaqué et, nécessairement, une solution armée des litiges entre les membres de la fédération est exclue.

Toutes ces institutions ne suppriment pas la libre disposition des nations dans toutes les questions d'enseignement, d'impôts, d'administration intérieure, d'organisation judiciaire, etc. Mais naturellement, dans beaucoup de ces domaines, des dispositions communes sont avantageuses, par exemple un Code civil concordant.

Une pleine démocratie étant donnée, il sera toujours veillé à ce que la communauté des services fédéraux ne soit jamais poussée au point que ses avantages cessent de se faire

sentir parce que le poids en serait excessif. Ce n'est que sur les avantages d'une entr'aide réciproque, et non sur un assujettissement par force, que la fédération doit être édifiée ; eux seuls peuvent la maintenir.

Ainsi donc, à la formation d'une fédération pareille, aucun des peuples vivant sur le sol de la Russie actuelle ne devrait être contraint d'y accéder. Qu'elle soit une fois fondée et fonctionne en bonne démocratie, et ceux qui nourrissent encore des scrupules viendront aisément s'y affilier, car pour chacun les avantages de l'union sont aussi grands que le sont les dangers de l'isolement. On pourrait même s'attendre à y voir arriver des Etats qui existent maintenant depuis dix ans comme Etats souverains, tels que les Etats baltiques. Quelles perspectives meilleures aurait, par exemple, Riga, si la Lettonie n'était pas séparée de la Russie par une frontière de douanes !

S'entendre sur ces problèmes de façon à permettre une collaboration étroite sans défiance est un des plus importants devoirs pour tous ceux qui ont à cœur la démocratie en Russie. L'Internationale ouvrière socialiste peut jouer là un rôle considérable, notamment pour faire coopérer les partis socialistes des diverses nations de la Russie.

Nous l'avons déjà dit, il est trop malaisé de voir clair à travers les conditions actuelles de ce pays pour que nous puissions dire avec précision comment se résoudra la plus récente crise du bolchevisme. Mais une chose est certaine : plus il y aura d'entente et de cordialité dans la coopération des partis de la démocratie et du socialisme en Russie, plus tôt ils s'uniront sur un programme d'action commune, et meilleures seront les perspectives de la démocratie et du socialisme, non seulement dans l'empire russe, mais dans le monde.

Quoique cet empire soit le plus en retard des grandes puissances de l'Europe, ses conditions intérieures ont déjà souvent pris un tour où elles donnèrent une impulsion nouvelle à une évolution stagnante en Europe et l'ont poussée en avant.

La Révolution de 1905 imprima aux luttes pour le suf-

frage universel en Europe occidentale un élan vigoureux et, dans plus d'un Etat, par exemple en Autriche, une force victorieuse. De la Révolution de 1917 sortirent de fortes impulsions qui apportaient au prolétariat de l'Europe occidentale un puissant encouragement, l'animaient et devaient le rendre capable de grands résultats, si les bolcheviks n'avaient justement considéré cette situation comme la plus propre à y scinder partout le prolétariat et à l'exciter à s'entredéchirer, quand il s'agissait de s'emparer du gouvernail de l'Etat.

Aujourd'hui encore, nous pouvons de nouveau nous attendre à de grandes choses pour l'Europe entière, s'il arrive un soulèvement démocratique en Russie et s'il y est vainqueur : crise surmontée, partis socialistes croissant en puissance, désarmement, Pan-Europe. Tout cela se prépare d'ores et déjà sur le continent européen, mais se heurte à de grands obstacles chez les hommes au pouvoir en Russie et hors de la Russie. Une révolution démocratique là-bas mettrait toute l'Europe en mouvement pour aller plus avant et plus haut.

Mais une Révolution démocratique en Russie arrivera-t-elle ? Je n'ai pu la considérer que comme une éventualité à côté d'autres possibles. Il est seulement certain que la détresse en Russie s'aggrave et doit s'aggraver terriblement. On ne peut pas encore voir clairement s'il en sortira un marasme complet du corps de la nation ou de vifs mouvements profonds, susceptibles de transformer la Russie de fond en comble. Mais beaucoup d'indices inclinent à la dernière hypothèse.

La gravité de l'heure se manifeste nettement dans les accents pressants que fait entendre le manifeste de l'I. O. S. de mai dernier. Il s'adresse aux ouvriers de Russie ; mais il n'est pas pour eux seuls. Plus que jamais, la cause de la Russie est la cause des socialistes du monde entier, non seulement en ce sens qu'il y a solidarité politique entre le prolétariat russe et celui de tous les pays, mais encore en ce sens que, de la tournure que prendront les choses en Russie dépend aujourd'hui dans une mesure exceptionnellement forte le cours que suivra dorénavant l'évolution du reste du monde, son

bonheur et son malheur. C'est pourquoi il est de notre devoir à tous de nous rendre compte de la situation en Russie et de réfléchir aux tâches qui en résultent pour nous.

Plus d'un parmi nous préférerait peut-être ne pas parler de Russie, mais de Révolution russe. Mais ce terme a été, depuis le coup d'Etat des bolcheviks, appliqué à des faits si divers et si contradictoires, il en est devenu si imprécis, si équivoque, ou, si l'on aime mieux, si ambigu, que l'on fait bien, dès qu'on parle de la révolution russe qu'on voudrait susciter ou revivifier, de faire connaître avec exactitude à laquelle on pense.

La Révolution russe que nous avons et devons avoir tous à cœur ne peut être une autre que la Révolution démocratique.

UN DERNIER MOT

Bien que le traducteur se soit fait une loi de rendre fidèlement en français le texte de la brochure de Karl Kautsky, sans commentaires ni discussions, il ajoute ici, à la demande de l'auteur lui-même, la traduction d'un article où Kautsky répondait,dans l' «Arbeiter Zeitung» du 10 mars,aux calomnies par lesquelles la presse bolcheviste de tous les pays — y compris, bien entendu, l'« Humanité » — s'efforce de travestir sa pensée, en le représentant comme capable de souhaiter et même de favoriser des interventions armées contre la Russie soviétique.

Quiconque aura lu l'ouvrage avec attention se trouve déjà, d'ailleurs, en état de répondre victorieusement à ces accusations menteuses.

*L'important article paru dans le dernier supplément dominical de l'*Arbeiter Zeitung, *intitulé : « Friedrich Adler, le contre-révolutionnaire », montre à fond quelle impudente falsification de la vérité représentent tant l'acte d'accusation que les « aveux » des accusés dans le dernier « procès des mencheviks » à Moscou.*

L'article parle, à ce propos, de la divergence existante entre beaucoup de mes amis mencheviks ainsi que la majorité de l'Internationale ouvrière socialiste et moi, quant à l'attitude envers le bolchevisme. Il mentionne là-dessus mon récent opuscule : « Le Bolchevisme dans l'impasse ».

*Cela m'amène à prier l'*Arbeiter Zeitung *de m'accorder une place dans ses colonnes pour quelques observations.*

Pour une « rectification » ? Non. Les dires de l'article en question à mon sujet ont autant d'exactitude que

de loyauté. Mais ils me paraissent avoir besoin d'un « complément ». Car, isolés, ils pourraient faire naître chez un lecteur moins familier avec les faits correspondants l'idée que les accusations et « aveux » des gens de Moscou tomberaient juste, non pas, à la vérité, sur la majorité des mencheviks et de l'I.O.S., mais bien sur moi.

Je tiens à établir expressément qu'ils sont tout aussi faux et mensongers en ce qui me concerne qu'envers mes amis, nonobstant toutes divergences entre nous dans les choses russes.

Tout autant qu'eux, j'ai été depuis toujours adversaire de toute intervention d'Etats dans la Russie des Soviets et toute préparation d'une insurrection armée en ce pays. Déjà, en 1925, je déclarais dans mon ouvrage : « L'Internationale et la Russie des Soviets » :

L'Internationale a toutes raisons d'opposer à l'avenir, comme elle l'a fait jusqu'à présent, une résistance résolue à tous les essais de soulèvement sur le territoire régi à cette heure par Moscou (page 40).

Et plus loin :

Nous combattons aussi, bien l'intervention armée, qui est une spécialité de nations militaires, que l'intervention déguisée par la perfidie d'un Etat cocluant des traités avec des gouvernements et fomentant en même temps des conspirations et des coups de main contre ces mêmes gouvernements.

Nous n'admettons qu'un seul genre d'intervention : le soutien ouvert et loyal de nos camarades de classe et d'opinion dans tous les pays, sans armes et sans duplicité (pages 58 et 59).

Sur ces deux points donc, toute l'Internationale est entièrement unanime, l'accusation de Moscou est absolument insoutenable, en contradiction on ne peut plus évidente avec les faits.

La divergence entre nombre de mes amis et moi ne

porte pas sur ces points-là. Il est vrai qu'elle touche à notre attitude à l'égard de soulèvements éventuels en Russie. Mais ce que nous discutons ce n'est pas si nous devons y provoquer des soulèvements ou non. Là-dessus, nous sommes unanimes à dire NON.

Ce que nous discutons, c'est notre attitude à l'égard de soulèvements d'ouvriers, ou de paysans, qui surgiraient spontanément, par désespoir d'être affamés et asservis ou contre l'arbitraire sanglant d'une police omnipotente et une justice aussi serve en haut que sans frein en bas.

Quelle position devrions-nous prendre en ce cas? Le devoir de l'Internationale est-il d'inviter les socialdémocrates de Russie à s'allier contre des ouvriers et paysans soulevés avec Staline et ses instruments? Faut-il que quiconque s'élève contre ce régime infâme soit nécessairement un « garde-blanc » ou se mette en somme à leur service?

Voilà ce qui est discuté entre nous. C'est tout autre chose que de savoir si nous devons pousser à une intervention de l'étranger et fomenter des soulèvements ou non.

*L'article de l'*Arbeiter Zeitung *indique une possibilité d'en finir avec la terreur de Staline pacifiquement. Il condamne ainsi que moi les méfaits du bolchevisme actuel, mais il espère un « relèvement de la situation économique » qui « rendrait le terrorisme superflu ».*

Ce moyen de vaincre le terrorisme est celui pour lequel j'aurais, moi aussi, le plus de sympathie, mais l'indiquer me semble sans objet, parce que je tiens pour exclu que la Russie puisse, de l'effondrement économique où l'a menée l'économie bolchevique jusqu'à présent, se relever jamais en continuant ce système jusqu'à retrouver une prospérité économique. Et, bien mieux, ce serait l'œuvre d'une seule année, l'année « décisive » du plan quinquennal!

Mais quoi? Staline ne monte dès à présent tous ces procès monstres contre les Ramsine, Groman, etc., qu'afin d'avoir des boucs émissaires sur lesquels il puisse dériver la colère populaire causée par l'absence de l'essor économique que le plan quinquennal cherche en vain à apporter.

Ce sont là les questions discutées dans nos rangs concernant la Russie. A ce propos, je puis bien dire qu'au moins au sein du parti menchevik la répartition de la majorité est différente pour chacune des deux. La majorité est sans doute contre moi pour penser que toute insurrection contre le bolchevisme en Russie aurait forcément un effet contre-révolutionnaire, qu'elle amènerait, non la démocratie, mais une sorte de fascisme capitaliste. D'un autre côté, autant que je puis voir, la grande majorité de mes amis mencheviks est d'accord avec moi dans la conviction que le plan quinquennal doit nécessairement échouer, que ce n'est pas un essor économique qui triomphera de la terreur, mais qu'une plus grande liberté de mouvement donné aux masses par la démocratisation de l'Etat est au contraire la condition indispensable de tout relèvement économique de la Russie. Ils ne se différencient de moi que par la façon dont nous nous représentons la venue de cette démocratisation.

Ces divergences dans nos rangs n'ont rien à faire avec les accusations élevées contre les mencheviks et notre Internationale au cours du procès de Moscou maintenant terminé. Car, je le répète, nous sommes tous unanimes à condamner interventions et coups de main. Pour notre action politique dans le passé récent et dans le présent, ces divergences ne comptent d'ailleurs pas : elles ne pourraient prendre de l'importance qu'au moment où une grande insurrection éclaterait en Russie. C'est une chose qu'on peut envisager, mais non pas préparer.

Tous les racontars sur la préparation de telle ou telle intervention sont des mensonges effrontés consciemment inventés par les auteurs de l'odieux procès de Moscou. A l'égard de ces mensonges, il n'y a pas la moindre différence entre mes amis Dan et Abramovitch, et moi.

Karl KAUTSKY

Imprimerie d'Art Voltaire,
O. Zeluk, Directeur,
34, rue Richer, Paris.

LA RUSSIE OPPRIMÉE

Bulletin hebdomadaire d'information socialiste

PARAIT TOUS LES SAMEDIS

Rédaction: A. KERENSKI, V. ZENZINOV

Prix de l'Abonnement: 3 mois **4** fr.; 6 mois **7** fr.

Prix du numéro: 25 centimes

9 bis, Rue Vineuse, PARIS (16e)

Le but de cette édition est de fournir des renseignements exacts sur le régime qui règne actuellement en Russie, d'éclairer l'opinion européenne sur la marche véritable de la vie économique et sociale russe et de donner des faits précis sur la valeur réelle de la campagne de propagande que les bolcheviks et communistes mènent à travers le monde.

Puisant ses renseignements aux sources mêmes — dans la presse soviétique et chez ses correspondants en Russie — le bulletin ne publiera que de renseignements dont la véracité est à l'abri de tous soupçons.

La rédaction espère que le bulletin sera utile aux militants du mouvement socialiste et syndical qui pourront y puiser les informations nécessaires pour faire face à la campagne bolcheviste de mensonges grossiers.

Tous les militants du mouvement ouvrier — socialiste, syndical, coopératif — qui donneront leurs adresses recevront gratuitement un exemplaire du bulletin.

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

JACQUES LYON

La Russie Soviétique

Un volume in-16° .... 18 frs

La crise en Russie Soviétique

Un volume in-16° .... 12 frs

A. GOROVTSEFF

Les Révolutions

Comment on les éteint — Comment on les attise

Un volume in-16° .... 15 frs

E. VANDERVELDE

A travers la Révolution Chinoise

Un volume in-8°, illustré .... 25 frs

CHEN-FOU-CHOEN

La Révolution Chinoise

Un volume in-8° .... 20 frs

JEAN RODES

La Chine Nationaliste 1912-1930

Un volume in-16° .... 15 frs

J. BOURDEAU

La dernière évolution
Du socialisme au communisme

Un volume in-16° .... 15 frs

PRIX : 15 FRS